



BURKINA FASO
Ministère de la justice

ANNUAIRE STATISTIQUE

2012



Edition avril 2013

BURKINA FASO
Ministère de la justice
Direction des études et de la planification



ANNUAIRE STATISTIQUE
2012



Edition avril 2013

Avant-propos



L'axe 3 de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD), consacre la Justice comme un élément clé de la bonne gouvernance. L'ancrage institutionnel du secteur de la Justice dans le paysage démocratique constitue une réalité intangible et incontournable pour l'édification de l'état de droit et de la bonne gouvernance. Le souci permanent de mon département est de rendre davantage visibles les activités des juridictions et des établissements pénitentiaires du Burkina Faso à travers les données statistiques. Celles-ci nous renseignent du même coup, de l'état de la bonne gouvernance dans notre pays.

La modernisation de la production des statistiques judiciaires et pénitentiaires telle que déclinée dans la Politique nationale de justice (PNJ) à travers ses Plans d'actions sectoriels triennaux (PAST) glissants, s'est traduite cette année 2012 par les actions suivantes :

- la révision des manuels et questionnaires statistiques pour intégrer de nouveaux indicateurs de performance intéressant d'autres secteurs ministériels ou institutions ainsi que certains partenaires techniques et financiers ;
- le renforcement des capacités des cellules statistiques des juridictions et des établissements pénitentiaires aux techniques de collecte des données statistiques ;
- la signature d'un arrêté portant organisation de la production statistique au Ministère de la justice pour mieux encadrer le processus de collecte, de traitement des données et de diffusion de l'annuaire statistique et du tableau de bord.

Cette septième édition, réalisée avec le concours financier de l'UNICEF et de la Banque Mondiale, réaffirme la volonté des partenaires techniques et financiers d'appuyer constamment le secteur de la justice dans la réalisation de ses missions afin de contribuer à la réussite de l'action gouvernementale.

La démarche d'élaboration de cette édition 2012 emprunte celle des années précédentes, notamment la collecte des données, leur traitement et analyse dans un langage accessible afin de répondre, aux attentes des utilisateurs.

La production de cet annuaire statistique permet d'appréhender, à travers les données recueillies, l'activité juridictionnelle et pénitentiaire, y compris certaines données de l'administration centrale. Toute chose qui interpelle sur la responsabilité de chacun des acteurs de la chaîne judiciaire et sur les mesures idoines à prendre pour relever le défi commun, celui de rendre une justice transparente, indépendante, équitable, accessible et protectrice des libertés individuelles et collectives. L'atteinte de cet objectif noble commande une synergie d'actions plus accrue et une vision commune dans l'accomplissement de l'œuvre de justice. Pour ce faire, j'interpelle les acteurs judiciaires à plus d'abnégation, de probité, de fermeté et de responsabilité, dans la perspective d'obtenir des résultats plus probants dans l'exercice de leur mission.

L'annuaire statistique est articulé autour de cinq (5) parties à savoir la présentation du Ministère de la justice, ses moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire, de l'ordre administratif, enfin celles des établissements pénitentiaires. Couronné par la description des chiffres clés de la justice, cet annuaire constitue un condensé des données des dix (10) dernières années, à savoir de 2003 à 2012. Les tendances évolutives de ces données permettent d'appréhender l'activité des structures déconcentrées et traduisent les efforts consentis par le gouvernement, les partenaires techniques et financiers et les acteurs de la justice pour faire de l'institution judiciaire le pilier de la démocratie et de la bonne gouvernance.

Ce document statistique s'adresse aux acteurs de la justice, aux citoyens, aux partenaires techniques et financiers et à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, s'intéressent aux actions de la justice.

Un tel travail présente certainement quelques insuffisances. Aussi, me plait-il de vous inviter à apporter toutes les critiques constructives en vue de l'amélioration des éditions futures.

Avant de clore mon propos, je tiens à remercier tous les partenaires de la Justice et tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation du présent annuaire statistique.

Le Ministre de la justice, Garde des sceaux

Dramane YAMEOGO
Chevalier de l'Ordre National

Table des matières

Avant-propos	3
Table des matières	4
Abréviations	6
Démarche méthodologique	8
I. Organisation du Ministère de la justice	10
I.1. Présentation des structures centrales	11
I.2. Organigramme	15
II. Moyens de la justice	17
II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	18
II.2. Budget	22
II.3. Personnel	26
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire	49
III.1. Cour de cassation	50
III.2. Cours d'appel	52
III.3. Tribunaux de grande instance	58
III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance	58
III.3.1.1. Activités des chambres civiles et commerciales	58
III.3.1.2. Activités civiles des parquets	71
III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance	75
III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance	75
III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance	89
III.3.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	100
III.3.2.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance	114
III.4. Tribunaux de commerce	120
III.5. Tribunaux d'instance	125
III.6. Juridictions pour enfants : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants	129
III.7. Tribunaux du travail	133
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif	137
IV.1. Cour des comptes	138
IV.2. Conseil d'État	141
IV.3. Tribunaux administratifs	145
V. Etablissements pénitentiaires	152
V.1. Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées	153
V.2. Caractéristiques des prévenus	159
V.3. Caractéristiques des inculpés	165
v.4. Caractéristiques des condamnés	171
Les chiffres clés de la justice	180
Les chiffres clés de la justice (suite)	181
Liste des tableaux	182

EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE

Nom et Prénoms	Fonction	Contacts
Monsieur Drissa KONATE	Directeur des études et de la planification	70 607452/78 97 80 70 driskonat56@hotmail.com
Monsieur Inoussa SAKANDE	Chef du Service statistique	70 14 18 02/78 37 84 42 sakinous@yahoo.fr
Monsieur Issa GUIRA	Chargé de la production des statistiques judiciaires	72 02 6082/78 84 94 47 Issa_guira@yahoo.fr
Monsieur Idrissa OUEDRAOGO	Chargé de la production des statistiques pénitentiaires	71 78 90 94/78 47 41 91 oidrssa@yahoo.fr
Monsieur Boureima KALAGA	Chargé d'études au Service des études et de l'analyse (greffier en chef)	78 85 53 54/70 16 72 00 kalagaboureima@yahoo.fr

Abréviations

CA	Cour d'appel
CC	Cour de cassation
CCO	Cour des comptes
CE	Conseil d'État
CNIB	Carte nationale d'identité burkinabé
CPAB	Centre pénitentiaire agricole de Baporo
DAF	Direction de l'administration et des finances
DAJAV	Direction de l'accessibilité à la justice et de l'aide aux victimes
DCPM	Direction de la communication et de la presse ministérielle
DEP	Direction des études et de la planification
DGAJJ	Direction générale des affaires juridiques et judiciaires
DG-COOP	Direction générale de la coopération
DGPCS	Direction générale de la politique criminelle et du sceau
DGGSP	Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire
DMP	Direction des marchés publics
DRH	Direction des ressources humaines
DSP	Direction du service du personnel
ENP	École nationale de police
EP	Etablissement pénitentiaire
GSP	Garde de sécurité pénitentiaire
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
ITSJ	Inspection technique des services judiciaires
JE	Juge des enfants
MAC	Maison d'arrêt et de correction
MACO	Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou
Nd	Non disponible (information non disponible à la source)
PS	Perception spécialisée
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
TA	Tribunal administratif
TAR	Tribunal d'arrondissement
TC	Tribunal de commerce
TD	Tribunal départemental
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TPE	Tribunal pour enfants
TT	Tribunal du travail

Démarche méthodologique

La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2012 emprunte celle des éditions antérieures. Elle est basée sur la collecte de données auprès des structures centrales et déconcentrées conformément aux termes de référence élaborés à cet effet. S'inscrivant dans la dynamique de la mise à disposition aux usagers du secteur public de la justice, d'un système d'information statistique performant et pérenne, l'élaboration de cette septième édition a connu la participation des directions techniques du ministère, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

La démarche a consisté dans un premier temps à faire un bilan du processus d'élaboration des éditions précédentes. Afin de pouvoir renseigner les indicateurs de performances et de répondre aux sollicitations des différents utilisateurs, les questionnaires et manuels de collecte statistique ont été révisés en collaboration avec les structures d'exécution. Cela a permis d'améliorer, de réajuster ou de définir de nouvelles sections dans les outils de collecte. Dans un second temps, il s'est agi de collecter les données au moyen de formulaires spécifiques aux différentes structures concernées. Les documents de collecte ont été, au préalable, disséminés en version électronique et sur support papier lors des ateliers de formation des cellules statistiques aux techniques de collecte des données statistiques. Ces sessions de formation, aux fins de renforcer les capacités techniques des cellules statistiques, leur a permis de renseigner correctement les questionnaires. Aussi, s'inscrivent-elles dans la dynamique de l'autonomisation de ces structures dans la production des statistiques judiciaires.

L'équipe de supervision a effectué une tournée de collecte des données dans toutes les juridictions et dans tous les établissements pénitentiaires. Dans la plupart des structures, le travail a consisté à confronter les questionnaires remplis par les cellules statistiques au contenu des registres utilisés pour les renseigner, et le cas échéant, à procéder à la collecte.

L'exploitation informatique des informations collectées s'est effectuée à travers l'actualisation de la structure de la base de données et des formulaires de saisie conformément aux dernières versions des questionnaires de collecte.

S'en sont suivis, la saisie des informations collectées, l'apurement et la tabulation des données, l'élaboration du draft de l'annuaire ainsi que sa relecture et sa finalisation. L'approche participative salubre qui a prévalu tout au long du processus, a permis à la cellule statistique de la Direction des études et de la planification de mettre à la disposition du Ministère de la justice, le présent annuaire statistique.

I. Organisation du Ministère de la justice

I.1. Présentation des structures centrales

Le Ministère de la justice est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au Décret n° 2012-588/PRES/PM du 12 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice et de sceaux de l'Etat.

A ce titre, le Ministre de la justice, Garde des sceaux, est chargé :

1) En matière de justice :

- de l'organisation et du fonctionnement de l'appareil judiciaire ;
- de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale, administrative et sociale ;
- de l'exécution des décisions de justice ;
- de la politique criminelle et de l'administration des grâces ;
- de la gestion des demandes de naturalisation, de la répudiation de la nationalité burkinabé, de la perte ou de la déchéance ;
- du contrôle et du suivi des services de l'état civil ;
- de la réglementation pénitentiaire, de la gestion et de sécurité des établissements pénitentiaires ;
- de l'organisation, du contrôle et de la discipline des auxiliaires de justice ;
- de la mise en œuvre des accords internationaux en matière de justice.

2) En matière de la garde des sceaux

- de la réglementation en matière de sceaux de l'Etat ;
- de la protection des sceaux de l'Etat ;
- de la conservation des sceaux de l'Etat.

Le décret n°2012- 122 /PRES/PM/du 23 février 2012 portant composition du gouvernement a opéré la séparation du Ministère de la justice et de celui de la Promotion des droits humains.

Pour ce faire, le Conseil des ministres en sa séance du 8 octobre 2012, a examiné et adopté un nouveau décret¹ portant organisation du Ministère de la justice.

Aussi, est-il apparu nécessaire d'élaborer un nouvel organigramme pour prendre en compte ce nouveau découpage.

Le nouvel organigramme permet une mise en cohérence des structures pour un meilleur fonctionnement des services du Ministère de la justice.

En tout état de cause, le Ministère de la justice est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

A/ Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

- ❖ **Les Conseillers techniques** qui assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.
- ❖ **L'Inspection technique des services judiciaires** qui veille à l'application de la politique du ministère, assure le suivi conseil et le contrôle du fonctionnement des services ainsi que des projets et programmes.

A ce titre, elle est chargée :

- de l'appui-conseil pour l'élaboration des programmes d'activités des services, projets et programmes ;
- de veiller au fonctionnement régulier des juridictions et des services administratifs ;
- de prodiguer aux magistrats, aux greffiers, aux personnels pénitentiaires des conseils et leur apporter toute l'assistance nécessaire ;
- de contrôler l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;

¹ Décret n°2012-806/PRES/PM/MJ du 08 octobre 2012 portant organisation du Ministère de la justice

- des investigations relatives à la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- d'étudier les réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes de la justice ;
- de lutter contre la corruption au sein du ministère ;
- d'effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;
- de proposer au Ministre les mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions et des services administratifs.

L'Inspection technique des services judiciaires a également un pouvoir de contrôle et de vérification aussi bien à titre préventif qu'à posteriori sur les structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère.

❖ **La Direction générale de la Garde de sécurité pénitentiaire (DGGSP)** est la structure de commandement de la Garde de sécurité pénitentiaire. A ce titre, elle est chargée entre autres :

- d'administrer, coordonner, gérer, contrôler et suivre l'ensemble des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de maintenir la sécurité publique, de participer à l'exécution des peines privatives de liberté ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique pénitentiaire ;
- d'étudier, coordonner, contrôler et suivre les mesures d'ordre, de discipline des personnels de la Garde de sécurité pénitentiaire ;
- d'assurer la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la justice ;
- de contribuer à la prise en charge sanitaire et à la réinsertion sociale des détenus ;
- d'assurer la coopération pénitentiaire et la mise en œuvre des conventions et des normes internationales en matière pénitentiaire ;
- de participer aux activités des corps militaires et paramilitaires ;
- etc.

❖ **Le Chef de cabinet** : Il est chargé :

- de coordonner les activités du cabinet du Ministre ;
- d'organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le secrétariat particulier ;
- d'assurer les contacts officiels avec les cabinets ministériels en relation avec le Secrétaire général.

❖ **Le Secrétariat particulier** assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et réservé au Ministre.

❖ **Le Protocole du Ministre** qui est chargé, en relation avec le protocole d'Etat, de l'organisation des audiences, des déplacements et des cérémonies officiels du Ministre.

B/ Le Secrétariat général

Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du ministère. Il comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures déconcentrées ;
- les structures rattachées ;
- les structures de missions.

Le Secrétariat général est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère. Pour ce faire, il dispose des services suivants :

- d'un secrétariat particulier ;
- d'un bureau d'études ;
- d'un service central du courrier ;
- d'un service de la documentation et des archives ;
- d'un service de la reprographie.

Les structures centrales sont les suivantes :

❖ **La Direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGAJJ)**

Cette direction prépare les projets de réformes législatives et réglementaires en droit privé et concourt à l'élaboration du droit public. Elle exerce la tutelle des professions judiciaires et juridiques soumises à la chancellerie. Dans les matières relevant de sa compétence, elle conseille les autres administrations publiques. Ses attributions sont les suivantes :

- suivre l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale, ainsi que les questions relatives à l'état des personnes et à la nationalité, et les conventions judiciaires internationales dans les matières autres que pénales ;
- proposer des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions ;
- assurer la conception et le suivi de l'organisation, du contrôle et de la discipline des auxiliaires de justice sous réserve de la réglementation spécifique à certaines professions libérales ;
- suivre l'établissement des statistiques judiciaires ;
- élaborer, en liaison avec les autres directions et, le cas échéant, les autres départements ministériels intéressés, les projets de lois, ordonnances, décrets et circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au statut de la magistrature, à la procédure devant toutes les juridictions et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, administrative, pénale et sociale ;
- donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels ;
- procéder aux publications en matière juridique ;
- assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux.

❖ **La Direction générale de la politique criminelle et du sceau (DGPCS)**

Cette direction a pour attributions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique criminelle ;
- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique pénitentiaire ;
- de superviser et contrôler l'ensemble des activités et services chargés de l'exécution des peines ;
- de promouvoir les peines et mesures alternatives à l'emprisonnement ;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière pénale ;
- de participer à la conception, à l'acquisition et à la gestion des infrastructures pénitentiaires ;
- de prendre en charge l'assistance sociale, psychologique et morale des détenus ;
- d'assurer la formation professionnelle des détenus, la mise en œuvre et le suivi des mesures de réinsertion sociale des détenus ;
- de concevoir et coordonner toutes les activités relatives au sceau de l'Etat ;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires en matière pénale ;
- etc.

❖ **La Direction de l'administration et des finances (DAF)**

Cette direction est chargée du budget et de la gestion du matériel du ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer le projet de budget du ministère en collaboration avec les autres structures ;
- de suivre et d'exécuter le budget du ministère ;
- de gérer les crédits alloués au ministère ;
- de tenir une comptabilité matières des biens meubles et immeubles du département ;
- de gérer le parc automobile et les autres équipements ;
- d'initier et de suivre les dossiers des marchés publics du ministère ;
- de gérer les baux administratifs du ministère ;
- etc.

❖ **La Direction des études et de la planification (DEP)**

Elle a pour missions :

- de concevoir et formuler les projets et programmes en relation avec les autres directions du ministère ;
- de centraliser et traiter l'ensemble des données relatives à tous les projets et programmes en cours de réalisation ou à réaliser ;
- de suivre, coordonner et contrôler l'ensemble des projets du ministère, inscrits ou non, dans les plans et programmes de développement ;
- d'étudier, concevoir et mettre en forme des documents de projets et programmes à soumettre aux bailleurs de fonds ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique informatique du ministère ;
- de collecter, centraliser, traiter, produire et diffuser les statistiques du ministère ;
- de mener toute étude prospective concernant le ministère ;
- de centraliser et suivre l'exécution du planning des activités du ministère ;

- de centraliser et suivre les programmes et rapports d'activités.

❖ **La Direction des ressources humaines (DRH)**

Elle est chargée :

- de définir et de mettre en œuvre une politique de gestion de ressources humaines du ministère ;
- d'assurer la gestion prévisionnelle des emplois et des effectifs du ministère ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des outils et moyens visant à accroître le rendement des agents ;
- de gérer la carrière des agents du ministère ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes de formation des agents du ministère ;
- d'assurer le recrutement des personnels du ministère en collaboration avec le Ministère chargé de la fonction publique.

❖ **La Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM)**

Elle a pour attributions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de communication du ministère ;
- d'assurer la rédaction journalière d'une revue de presse des quotidiens et hebdomadaires de la presse locale notamment sur les questions spécifiques au secteur de la justice ;
- de coordonner la couverture médiatique de toutes les activités de l'appareil judiciaire et des autres services du ministère ;
- d'initier des campagnes de sensibilisation sur les questions judiciaires en direction du public ;
- de servir de point focal pour les médias au sein du ministère ;
- de concevoir et animer un bulletin d'information sur les activités et programmes du ministère ;
- d'animer le site web du Ministère de la justice.

❖ **La Direction des marchés publics (DMP)**

Elle est chargée :

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics ;
- d'assurer le fonctionnement des commissions d'attributions des marchés publics ;
- de suivre l'exécution du plan général annuel de passation des marchés publics ;
- d'archiver les pièces des marchés publics ;
- de suivre l'exécution des marchés publics du ministère ;
- de participer aux réceptions ;
- etc.

❖ **La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes(DAJAV)**

Elle a pour missions :

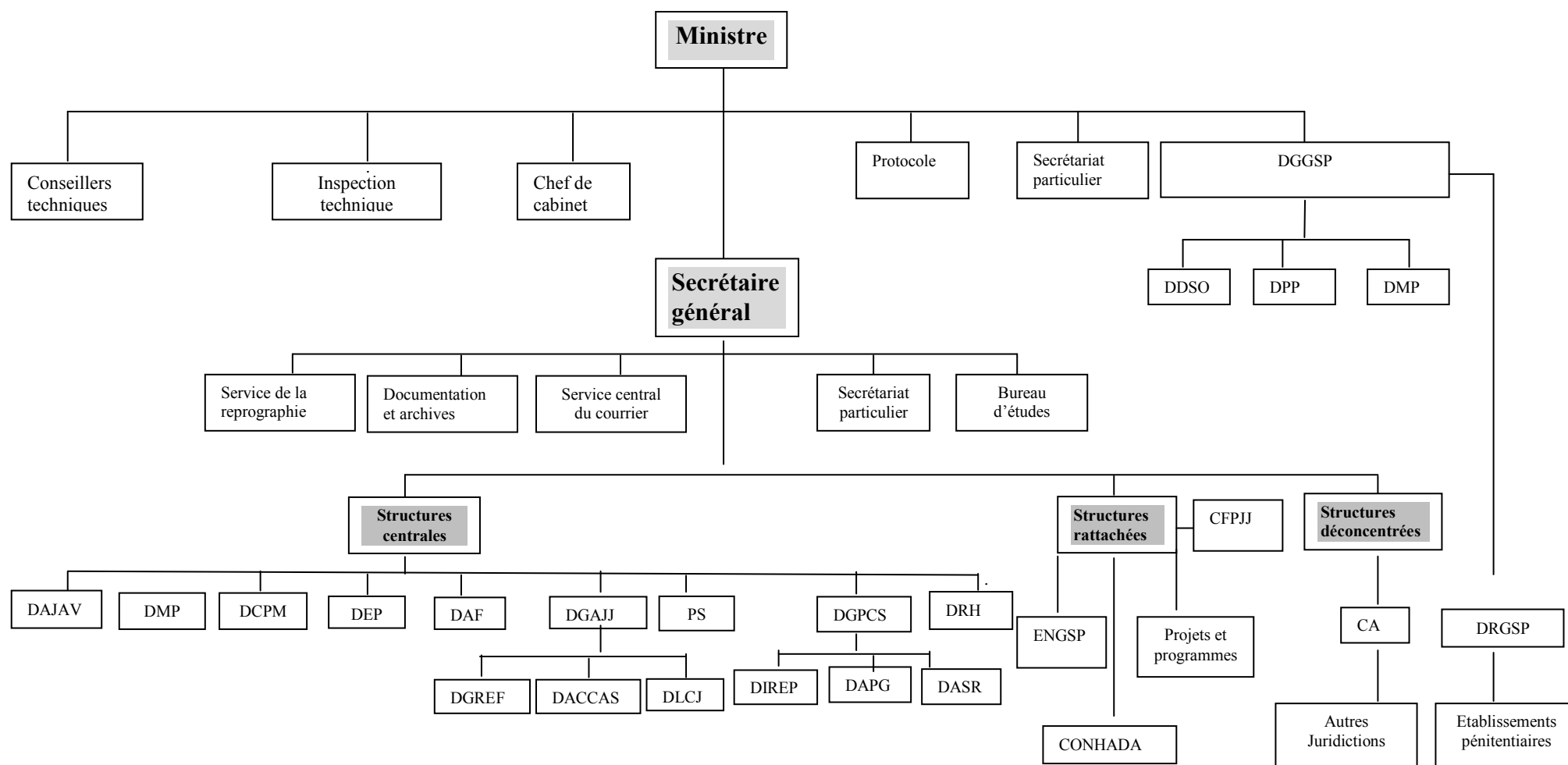
- de coordonner les actions relatives à l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des victimes et donner des avis sur les dossiers de plaintes et de réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'étudier les dossiers transmis par le Médiateur du Faso ;
- de suivre et faciliter l'exécution des décisions, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé.

❖ **La Perception spécialisée (PS)**

Ses activités sont les suivantes :

- d'encaisser les recettes de services définies par les lois et règlements ;
- d'assurer le versement des recettes collectées auprès du receveur général ;
- de centraliser les opérations des régies de recettes ;
- de tenir la comptabilité des recettes de services ;
- de gérer les quittances et valeurs ;
- de manier et de garder les fonds et valeurs a elle confiés ;
- de superviser et vérifier les régies de recettes rattachées ;
- de produire les situations statistiques.

I.2. Organigramme



II. Moyens de la justice

II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Concepts

Juridictions de l'ordre judiciaire

Cour de cassation : Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit, non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 9 mai 2000 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle, la Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, sociale, commerciale, correctionnelle et de simple police par les juridictions de l'ordre judiciaire de droit commun et d'exception ; elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Tribunal de grande instance : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal de commerce : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce est compétent pour connaître des affaires commerciales. Seuls les tribunaux de commerce des ressorts des tribunaux de grande instance de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso sont fonctionnels. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

Tribunal d'instance : Juridiction fonctionnelle depuis 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance est compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statue en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 AN/ du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Juge des enfants : Institué au siège des TGI de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou, le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il est juge d'instruction en matière criminelle.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Juridictions de l'ordre administratif

Cour des comptes :

La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

Conseil d'État : Créé par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 al 2 de la Constitution, « le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

Tribunal administratif : Juge de droit commun du contentieux administratif, il statue en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'État. Il statue en dernier ressort dans certains cas déterminés par la loi. Il connaît en outre, des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence. Il est aussi compétent en matière électorale dans les cas déterminés par la loi.

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Les juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux d'instance (TI)	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	11	12	16	19	19	20	23	24	24	24
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants (TPE)	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAR)	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Les juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes (CCO)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	11	12	16	19	19	20	23	24	24	24
Etablissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	10	10	15	19	19	20	23	24	24	24
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2012 par localité

Localités	CC	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TPE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17								1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso		1	1	1	19	3	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		10								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma			1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19								1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1						1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	5	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouahigouya			1		22								1	1
Tenkodogo			1		30								1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	2	24	2	349	8	3	2	2	2	1	1	24	25

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI basé dans la localité considérée.

Établissements pénitentiaires

Maison d'arrêt et de correction : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Centre pénitentiaire agricole : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Note :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.

Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

2003											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	4	1	125	3	1	-	-	4	4	-
Ouagadougou	1	9	1	224	5	2	-	-	9	7	-
Ensemble	2	13	2	349	8	3	-	-	13	11	-
2004											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	5	1	125	3	1	1	1	5	4	-
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	7	-
Ensemble	2	18	2	349	8	3	2	2	18	11	-
2005											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	6	-
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	11	-
Ensemble	2	19	2	349	8	3	2	2	19	17	-
2006											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	-
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	-
Ensemble	2	19	1	349	8	3	2	2	19	20	-
2007											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	-
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	-
Ensemble	2	19	2	349	8	3	2	2	19	20	-
2008											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	-
Ouagadougou	1	14	1	224	5	2	1	1	14	14	-
Ensemble	2	20	2	349	8	3	2	2	20	21	-
2009											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2010											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2011											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2
2012											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
Ensemble	2	24	2	349	8	3	2	2	24	25	2

II.2. Budget

Concepts

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

La loi des finances (loi initiale) présente le budget prévisionnel de l'État.

Consommations budgétaires : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses d'équipement et d'investissement : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2003 à 2012 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du ministère de l'économie et des finances.

Tableau 2.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*	2012
Personnel	1 141,5	1 341,2	1 805,3	1 949,0	2 477,7	2 167,6	2 720,7	4 436,7	4 235,8	6 347,9
Matériel	384,9	430,1	412,9	338,9	683,0	940,5	1 026,7	980,51	1 304,6	1 470,9
Transferts courants	301,1	347,9	461,9	462,7	475,9	430,3	509,7	349,05	546,3	551,8
Equipement- investissement-transferts en capital	474,7	3 311,0	5 262,9	7 066,5	3 305,5	3 464,1	2 910,3	3 164,2	2 116,8	3 163,2
Dont										
État	474,7	648,0	855,1	1 101,8	842,6	1 974,3	2 273,4	1 968,5	1 497,0	3 130,7
Ressources extérieures	0,0	2 663,0	4 407,8	5 964,8	2 462,9	1 489,8	636,8	1 195,8	619,8	32,5
Total	2 302,2	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,4	8 930,5	8 203,5	11 533,9

*Les chiffres 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Lois de finances (révisées) des années 2003 à 2012

Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*	2012
Personnel	1 231,0	1 381,8	1 804,4	2 042,9	2 451,9	2 813,8	3 375,3	4 784,6	5 228,8	5 900,0
Matériel	255,6	316,0	262,1	178,9	657,3	799,2	945,0	872,5	1 220,2	1 451,6
Transferts courants	211,4	218,9	289,3	315,1	371,5	429,1	445,2	349,0	546,3	551,8
Equipement- investissement- transferts en capital	51,3	2 703,6	2 008,8	1 220,3	2 797,4	1 003,7	2219,2	1 832,3	1 872,3	3 130,7
Dont										
État	51,3	647,7	593,1	913,8	679,9	448,6	1 779,8	1 637,2	1 372,2	3 130,7
Ressources extérieures	0,0	2 055,9	1 415,7	306,5	2 117,5	555,1	439,4	195,1	500,1	0
Total	1 749,3	4 620,3	4 364,6	3 757,2	6 278,1	5 045,8	6 984,7	7 838,4	8 867,6	11 034,1

*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Economie et des Finances ; ICF

Tableau 2.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires			Consommations budgétaires		
Cours d'appel	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Bobo-Dioulasso	59 350	26 590	59 634	59 350	26 470	59 613
Ouagadougou	60 350	77 050	59 600	60 350	77 016	59 525
Ensemble	119 700	103 640	119 234	119 700	103 486	119 138
Tribunaux pour enfants						
Bobo-Dioulasso	2 800	3 100	3 580	2 800	3 085	3 572
Ouagadougou	3 100	3 190	3 695	3 100	3 181	3 626
Ensemble	5 900	6 290	7 275	5 900	6 266	7 198
Juges des enfants						
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-
Ensemble	-	-	-	-	-	-
Tribunaux du travail						
Bobo-Dioulasso	3 500	3 490	4 145	3 500	3 484	4 132
Koudougou*	3 200	3 400	7 523	3 200	3 370	7 514
Ouagadougou	3 100	3 600	4 255	3 100	3 236	4 188
Ensemble	9 800	10 490	15 923	9 800	10 093	15 834
Tribunaux d'instance						
Bobo-Dioulasso	3 400	3 790	4 475	3 400	3 787	4 464
Ouagadougou	5 900	5 190	5 695	5 900	5 110	5 633
Ensemble	9 300	8 980	10 170	9 300	8 897	10 097
Tribunaux de commerce						
Bobo-Dioulasso	-	2 700	3 360	-	2 690	3 022
Ouagadougou	-	2 990	3 045	-	2 260	3 347
Ensemble	-	5 690	6 405	-	4 950	6 369
Tribunaux administratifs						
Bobo-Dioulasso	3 300	2 990	4 835	3 300	2 977	4 821
Ouagadougou	3 100	3 990	5 885	3 100	3 980	5 815
Ensemble	6 400	6 980	10 720	6 400	6 957	10 636

Tableau 2.8 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires			Consommations budgétaires		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	112 900	125 859	159 639	112 700	123 355	158 725
Tribunaux de grande instance						
Banfora	3 500	4 490	5 295	3 500	4 455	5 286
Bobo-Dioulasso	10 400	9 680	12 585	10 400	9 380	12 544
Bogandé	4 200	4 990	5 695	4 200	4 987	5 684
Boromo	3 400	4 990	6 095	3 200	4 974	6 094
Dédougou	4 500	4 590	5 750	4 500	4 580	5 719
Diapaga	4 600	5 390	6 095	4 600	5 387	5 986
Diébougou	4 100	3 990	4 595	4 100	3 977	4 589
Djibo	4 800	5 090	5 795	4 800	5 073	5 787
Dori	5 200	5 290	6 195	5 200	5 246	6 143
Fada N'gourma	4 900	5 290	5 995	4 900	5 281	5 901
Gaoua	5 000	4 890	5 895	5 000	4 883	5 829
Kaya	4 500	4 690	5 495	4 500	4 669	5 486
Kongoussi	3 200	4 000	5 025	3 200	4 000	5 022
Koudougou	4 100	4 589	7 595	4 100	4 572	7 576
Léo	3 700	3 790	4 760	3 700	3 780	4 748
Manga	4 200	4 590	5 695	4 200	4 568	5 596
Nouna	2 000	3 700	4 750	2 000	3 678	4 745
Orodara	3 400	3 390	4 164	3 400	3 085	4 163
Ouagadougou	8 600	12 870	15 685	8 600	11 862	15 565
Ouahigouya	5 500	6 000	6 200	5 500	5 614	6 172
Tenkodogo	5 200	4 790	5 795	5 200	4 768	5 714
Tougan	4 300	4 290	4 695	4 300	4 263	4 673
Yako	4 800	5 190	4 695	4 800	5 045	4 654
Ziniaré	4 800	5 290	15 095	4 800	5 228	15 049

Tableau 2.9 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	D-otations budgétaires			Consommations budgétaires		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	85 250	104 450	122 915	85 250	102 552	122 366
Prison de haute sécurité	-	3 100	2 895	-	2 483	2 895
Maisons d'arrêt et de correction						
Banfora	2 900	3 800	4 860	2900	3 799	4 859
Bobo-Dioulasso	5 600	7 070	7 850	5 600	7 059	7 845
Bogandé	3 400	4 500	5 520	3 400	4 487	5 461
Boromo	3 200	3 900	4 800	3 200	3 887	4 796
Dédougou	3 300	4 000	4 920	3 300	3 997	4 919
Diapaga	3 400	3 800	5 000	3 400	3 793	4 893
Diébougou	2 600	3 300	3 980	2 600	3 288	3 977
Djibo	2 900	3 400	4 200	2 900	3 313	4 197
Dori	3 600	4 200	5 160	3 600	4 175	5 149
Fada N'gourma	3 700	4 500	5 520	3 700	4 494	5 466
Gaoua	3 400	4 100	5 040	3 400	4 099	4 962
Kaya	3 300	3 800	5 060	3 300	3 798	5 055
Kongoussi	3 200	4 300	5 280	3 200	4 294	5 278
Koudougou	3 000	3 800	4 680	3 000	3 797	4 667
Léo	2 900	3 200	3 960	2 900	3 197	3 953
Manga	3 300	4 500	5 100	3 300	4 493	5 093
Nouna	3 250	3 600	4 040	3 250	3 587	4 037
Orodara	3 100	3 600	4 440	3 100	3 593	4 338
Ouagadougou	8 600	8 780	8 730	8 600	8 762	8 676
Ouahigouya	4 000	4 700	5 140	4 000	4 691	5 139
Tenkodogo	3 600	4 100	4 940	3 600	4 098	4 934
Tougan	3 200	4 800	5 400	3 200	4 797	5 397
Yako	2 700	2 700	2 800	2 700	1 696	2 785
Ziniaré	3 100	2 900	3 600	3 100	2 876	3 595

II.3. Personnel

Concepts

Le personnel du ministère de la justice est composé :

- de magistrats ;
- de personnels occupant des emplois spécifiques du ministère de la justice autres que magistrats (personnel des greffes et parquets et personnel de sécurité pénitentiaire) ;
- de cadres occupant des emplois non spécifiques au ministère de la justice (cadres venant des autres départements ministériels) ;
- d'autres personnels non spécifiques que sont les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les agents de bureau ;
- de personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

Les magistrats sont régis par la loi organique n°036-2001/AN du 13 décembre 2001, ensemble ses modificatifs. On distingue les magistrats du ministère public (parquet) des magistrats du siège.

Les **magistrats du ministère public** sont :

- au niveau des TGI, TI et JE : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- au niveau du tribunal administratif : le commissaire du gouvernement et ses adjoints ;
- au niveau du TPE : le procureur général et ses substituts ;
- au niveau de la Cour d'appel : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- au niveau de la Cour de cassation : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- au niveau de la Cour des comptes : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- au niveau du Conseil d'État : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

Tableau 2.10 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	237	265	292	317	341	371	394	406	428	453
Sexe										
Hommes	171	196	221	240	257	281	300	311	333	360
Femmes	66	69	71	77	84	90	94	95	95	93
Ancienneté										
Moins de 5 ans	78	93	122	138	148	148	149	134	127	128
5 à 9 ans	56	71	40	41	48	78	92	122	138	148
10 à 14 ans	0	0	30	40	49	49	62	34	37	45
15 à 20 ans	52	37	21	8	0	0	0	27	38	49
20 à 24 ans	39	49	63	72	74	50	35	21	8	0
25 ans et plus	12	15	16	18	22	46	56	68	80	83
Position										
Chancellerie	21	23	24	26	22	30	27	30	41	43
Juridictions	184	213	239	261	286	303	334	339	350	372
Détachements	6	5	7	9	10	11	09	09	12	12
Disponibilités	10	10	8	7	6	5	3	2	2	3
Mises à disposition	16	14	14	14	17	22	21	26	23	23

Tableau 2.11 : Magistrats par type de juridiction

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cour de cassation	18	18	20	23	27	26	25	24	24	26
Conseil constitutionnel	5	5	5	5	4	8	6	7	7	9
Conseil d'État	10	10	9	11	12	14	14	15	14	14
Cour des comptes	3	3	4	4	4	4	5	5	5	7
Cours d'appel	33	34	39	34	35	39	40	41	43	59
Tribunaux d'instance	4	4	6	5	5	6	6	7	7	6
Tribunaux de grande instance	99	118	131	154	170	173	192	204	208	209
Tribunaux du travail	6	7	8	8	12	11	12	11	12	13
Juges des enfants	-	2	2	2	2	2	2	4*	4*	4*
Tribunaux pour enfants	-	6	6	5	4	6	7	7*	7*	9*
Tribunaux administratifs	6	6	9	10	11	14	15	15	20	19
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	10	10	10	10

*Ces magistrats exercent cumulativement deux fonctions : ils siègent à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI de la même localité.

Concepts

Les **magistrats du siège** sont :

- au niveau du tribunal de grande instance : le président, le vice-président et les juges ;
- au niveau du tribunal d'instance : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal du travail : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal administratif : le président et les juges ;
- au niveau de la Cour d'appel : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- au niveau du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau du Juge des enfants : juges ;
- au niveau du tribunal pour enfants : le président et les juges ;
- au niveau du Tribunal de commerce : Le président et les juges.

t

Sources statistiques

Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.

Tableau 2.12 : Magistrats par juridiction

Cours d'appel	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bobo-Dioulasso	13	13	17	18	15	17	17	19	19	23
Ouagadougou	20	21	22	16	20	22	23	22	24	36
Ensemble	33	34	39	34	35	39	40	41	43	59
Tribunaux pour enfants										
Bobo-Dioulasso	-	3	3	3	2	3	3	3 *	3 *	4*
Ouagadougou	-	3	3	2	2	3	4	4 *	4 *	5*
Ensemble		6	6	5	4	6	7	7 *	7 *	9*
Juges des enfants										
Bobo-Dioulasso	-	1	1	1	1	1	1	2 *	2 *	2*
Ouagadougou	-	1	1	1	1	1	1	2 *	2*	2*
Ensemble		2	2	2	2	2	2	4 *	4*	4*
Tribunaux du travail										
Bobo-Dioulasso	1	2	3	3	3	3	4	4	3	4
Koudougou*	-	-	-	-	-	1	1	1*	1*	1
Ouagadougou	5	5	5	5	8	7	7	7	8	8
Ensemble	6	7	8	8	12	11	12	11	12	13
Tribunaux d'instance										
Bobo-Dioulasso	2	2	4	3	2	3	2	2	2	2
Ouagadougou	2	2	2	2	3	3	4	5	5	4
Ensemble	4	4	6	5	5	6	6	7	7	6
Tribunaux de commerce										
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	4	4	4	8
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	6	6	6	11
Ensemble	-	-	-	-	-	-	10	10	10	19
Tribunaux administratifs										
Bobo-Dioulasso	2	2	3	4	4	5	6	6	9	4
Ouagadougou	4	4	6	6	7	9	9	9	11	6
Ensemble	6	6	9	10	11	14	15	15	20	10
Tribunaux de grande instance										
Banfora	6	7	6	6	6	6	6	6	6	7
Bobo-Dioulasso	16	17	17	23	29	25	28	28	31	30
Bogandé	1	4	4	6	5	4	5	5	5	5
Boromo	-	-	3	5	5	5	5	5	5	5
Dédougou	5	5	6	7	7	8	7	7	7	7
Diapaga	-	3	3	3	3	3	4	4	4	4
Diébougou	-	-	-	-	-	-	4	4	4	4
Djibo	-	-	-	-	-	3	5	5	5	5
Dori	5	5	6	7	4	7	7	7	6	6
Fada N'gourma	4	4	6	6	10	6	6	6	7	7
Gaoua	5	6	6	5	6	6	7	7	7	6
Kaya	6	6	7	7	7	8	9	9	6	7
Kongoussi	-	3	3	5	5	5	5	5	5	7
Koudougou	6	7	8	8	8	9	10	10	10	8
Léo	-	-	-	-	3	3	4	4	4	5
Manga	-	3	4	5	5	5	6	6	6	5
Nouna	-	-	-	-	-	3	4	4	4	4
Orodara	-	-	-	-	-	3	4	4	4	4
Ouagadougou	32	31	31	35	36	35	35	44	49	49
Ouahigouya	8	7	8	7	8	7	7	7	6	7
Tenkodogo	5	5	6	7	7	7	10	11	10	11
Tougan	-	2	3	5	5	5	5	5	5	5
Yako	-	1	1	3	5	5	5	5	5	5
Ziniaré	-	2	3	4	6	5	6	6	6	6
Ensemble	99	118	131	154	170	173	192	204	207	209

*Ces magistrats exercent cumulativement deux fonctions : ils siègent à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI de la même localité. Aussi, les magistrats du TT de Koudougou sont cumulativement affectés au TGI de Koudougou, ils ont été comptabilisés au TGI.

Concepts

Les personnels des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que magistrats sont régis par les dispositions du décret n°2004-327/PRES/PM/MFPRE/MJ/MFB du 04 août 2004 et se subdivisent en deux groupes :

- les emplois des greffes et parquets, encore appelés auxiliaires de justice ;
- les emplois de gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois des greffes et parquets sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Tableau 2.13 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	43	54	63	64	78	89
Sexe						
Hommes	28	38	44	47	59	70
Femmes	15	16	19	17	19	19
Ancienneté						
Moins de 5 ans	15	25	25	33	35	27
5 à 9 ans	8	9	13	10	18	27
10 à 14 ans	0	0	5	3	7	17
15 à 19 ans	8	6	5	5	0	0
20 à 24 ans	9	11	12	8	10	7
25 ans et plus	3	3	3	5	8	11
Position						
Chancellerie	4	4	5	8	12	12
Juridictions (y compris les hautes cours)	39	48	57	53	64	73
Disponibilité	0	2	1	3	1	1
Mis à disposition	0	0	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	0	1	1
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	-	2*
Juridictions	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	39	48	57	53	64	73
Cour de cassation	2	2	2	2	2	2
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	2	2
Conseil d'État	1	1	1	1	1	2
Cour des comptes	1	1	1	1	2	3
Cours d'appel	4	4	6	4	5	6
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	38	43
Tribunaux du travail	3	3	4	3	4	4
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	2	2
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	2	3
Tribunaux de Commerce	-	-	4	4	4	4

Source : DRH

Tableau 2.13 (suite): Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers en chef					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cours d'appel	4	4	6	4	5	6
Bobo-Dioulasso	2	2	3	1	1	2
Ouagadougou	2	2	3	3	4	4
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	0	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	3	4	3	4	4
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	2	1	2	2
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1
Tribunaux de commerce	-	-	4	4	4	4
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	2	2
Ouagadougou	-	-	2	2	2	2
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	2	3
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	2
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	38	43
Banfora	1	1	1	1	2	2
Bobo-Dioulasso	3	3	3	4	3	4
Bogandé	0	0	1	1	2	3
Boromo	0	0	1	1	1	1
Dédougou	1	2	2	1	2	2
Diébougou	-	-	1	0	0	1
Diapaga	0	0	0	0	1	0
Djibo	-	1	1	1	1	1
Dori	1	1	1	1	2	1
Fada N'gourma	2	2	2	1	2	2
Gaoua	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	2	2	1	2	3
Kongoussi	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	2	3	2
Léo	1	1	1	1	1	2
Manga	1	1	1	1	2	2
Nouna	-	1	1	1	1	1
Orodara	-	1	1	1	1	1
Ouagadougou	4	6	4	3	3	5
Ouahigouya	1	2	2	2	2	2
Tenkodogo	1	1	1	1	3	2
Tougan	0	0	1	1	1	1
Yako	1	1	1	2	2	2
Ziniaré	1	1	1	1	1	1
Ensemble	34	43	52	48	57	64

Concepts

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 17, 11 et 2 du décret n° 2004-327/PRES/PM/MFPRE/MJ/MFB du 4 août 2004 portant organisation des emplois spécifiques du Ministère de la justice.

❖ Le greffier en chef

Placé sous le contrôle de l'autorité hiérarchique du président du tribunal, le greffier en chef a vocation à exercer des fonctions d'administration, d'encadrement, de gestion, d'enseignement et d'assistance des agents greffiers, secrétaires des greffes et parquets ou autres agents d'appui dans les actes de sa juridiction.

Il est chargé, entre autres, de :

- assurer l'encadrement et le contrôle des agents relevant du siège de la juridiction ;
- assurer les fonctions d'auxiliaire du Trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires ;
- gérer les caisses d'avance et de menues dépenses dans les juridictions ;
- contrôler la tenue des différents registres et répertoires ;
- recevoir et conserver les pièces à conviction à lui confiées et les représenter ;
- établir le rôle général des affaires pour lesquelles la juridiction est compétente et les rôles des audiences des différentes juridictions ;
- assurer la conservation des jugements et arrêts, de la documentation législative, jurisprudentielle et doctrinale à l'usage de toute la juridiction ;
- assurer la conservation, restitution ou transmission aux domaines, des valeurs et objets ou scellés déposés au greffe de la juridiction en vertu de la loi ;
- assurer la conservation des minutes, registres, actes et documents afférents à la juridiction et délivrer les grosses, expéditions, copies et extraits des décisions de la juridiction ;
- organiser la tenue du registre du commerce et du crédit mobilier ;
- organiser la mise en forme des décisions, des feuilles d'audiences et des procès-verbaux d'enquêtes et d'auditions ;
- tenir la plume aux audiences publiques ou en chambre de conseil ;
- authentifier les actes juridictionnels dans les cas prévus par la loi et les textes particuliers ;
- signer, avec le juge, les décisions rendues par la juridiction ;
- etc.

Tableau 2.14 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	100	120	118	125	149	165
Sexe						
Hommes	73	91	102	107	126	135
Femmes	27	29	16	18	23	30
Ancienneté						
Moins de 5 ans	47	50	77	54	51	53
5 à 9 ans	22	41	24	34	46	56
10 à 14 ans	1	0	2	13	30	29
15 à 19 ans	9	11	0	1	1	1
20 à 24 ans	8	6	5	12	12	11
25 ans et plus	13	12	10	11	9	15
Position						
Chancellerie	1	3	3	3	5	6
Juridictions (y compris les hautes cours)	99	116	113	121	140	142
Disponibilité	0	0	1	1	2	4
Mise à disposition	0	1	1	0	0	0
Détachement	-	-	-	-	2	0
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	-	13

	Greffiers					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	99	116	113	121	140	142
Cour de cassation	6	6	4	8	8	5
Conseil constitutionnel	3	3	3	3	3	3
Conseil d'État	2	2	2	3	3	4
Cour des comptes	3	4	3	3	5	5
Cours d'appel	8	14	17	14	19	19
Tribunaux d'instance	5	6	6	5	5	5
Tribunaux de grande instance	69	77	66	73	84	87
Tribunaux du travail	3	2	2	3	3	3
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	0	0	1	0	0	1
Tribunaux administratifs	0	2	2	2	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	7	7	7	7

Tableau 2.14 (suite) : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Greffiers					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cours d'appel	8	14	17	14	18	19
Bobo-Dioulasso	3	6	5	5	5	7
Ouagadougou	5	8	12	9	13	12
Tribunaux pour enfants	0	0	1	0	0	1
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	0	1
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0
Tribunaux du travail	3	2	2	3	3	3
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	1
Koudougou*	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	2	1	1	2	2	1
Tribunaux d'instance	5	6	6	5	5	5
Bobo-Dioulasso	2	3	3	2	2	2
Ouagadougou	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	7	7	7	7
Bobo-Dioulasso	-	-	1	1	1	1
Ouagadougou	-	-	6	6	6	6
Tribunaux administratifs	0	2	2	2	3	3
Bobo-Dioulasso	0	0	1	1	1	1
Ouagadougou	0	2	1	1	2	2
Tribunaux de grande instance	69	77	66	73	84	87
Banfora	2	2	2	2	2	4
Bobo-Dioulasso	10	8	8	8	9	9
Bogandé	1	3	3	2	1	0
Boromo	3	3	1	2	2	3
Dédougou	4	3	2	3	4	3
Diébougou	-	-	1	3	3	3
Diapaga	1	2	0	2	2	3
Djibo	-	2	2	2	2	2
Dori	1	1	1	1	2	3
Fada N'gourma	3	2	2	2	2	3
Gaoua	2	2	1	4	4	3
Kaya	1	2	2	2	1	1
Kongoussi	2	2	2	2	2	2
Koudougou	4	4	4	2	3	7
Léo	1	2	2	2	2	3
Manga	1	2	2	2	1	2
Nouna	-	2	2	2	2	1
Orodara	-	2	2	2	3	3
Ouagadougou	19	18	13	16	23	19
Ouahigouya	5	4	3	3	2	2
Tenkodogo	2	3	2	3	5	4
Tougan	2	2	2	2	2	2
Yako	3	3	3	2	2	2
Ziniaré	2	3	4	2	3	3
Ensemble	85	101	101	104	120	125

Concepts

❖ Le greffier

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- tenir les registres, répertoires et rôles y compris la plume aux audiences publiques, en chambre du conseil et aux assemblées générales des juridictions ;
- signer, avec le juge, les décisions rendues et les procès-verbaux ;
- transcrire les procès-verbaux sous la dictée du juge d'instruction ;
- réaliser la mise en forme des décisions, des procès-verbaux d'enquêtes et d'auditions ;
- établir et délivrer des expéditions, extraits ou copies des décisions judiciaires ;
- recevoir et transcrire les recours contre les décisions de la juridiction ;
- mettre en état les dossiers frappés de recours ;
- établir les pièces d'exécution pour la mise en œuvre effective des sentences pénales, les citations et les avertissements à prévenu, les convocations à partie civile, à conseil et à témoin ;
- assister le juge dans tout transport judiciaire ;
- établir périodiquement les pièces (mensuelles, trimestrielles et annuelles) à l'attention de la chancellerie ;
- notifier les ordonnances aux parties ;
- tenir le registre de commerce et du crédit mobilier ;
- préparer les commissions rogatoires, les commissions d'experts et les mandats, les ordres de mise en détention ou en liberté et notifier aux parties ou à leurs conseils, les actes du juge ;
- tenir ou participer à la tenue de la comptabilité du greffe ;
- assurer l'accueil des justiciables ;
- etc.

Tableau 2.15 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	Secrétaires des greffes et parquets					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	136	137	125	117	141	145
Sexe						
Hommes	89	90	77	71	89	92
Femmes	47	47	48	46	52	53
Ancienneté						
Moins de 5 ans	86	78	53	27	33	27
5 à 9 ans	14	24	43	59	67	74
10 à 14 ans	10	6	9	2	8	11
15 à 19 ans	5	5	4	1	4	4
20 à 24 ans	11	14	6	17	15	12
25 ans et plus	10	10	10	11	14	17
Position						
Chancellerie	12	11	13	9	15	12
Juridictions (y compris les hautes cours)	124	124	110	106	116	98
Disponibilité	0	0	0	1	1	0
Mise à disposition	0	2	2	1	2	1
Détachement	-	-	-	-	1	2
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	6	32
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	124	124	112	106	116	98
Cour de cassation	2	2	2	2	0	2
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	1	0
Conseil d'État	2	2	2	2	2	1
Cour des comptes	1	0	0	1	2	3
Cours d'appel	21	18	17	13	13	12
Tribunaux d'instance	2	3	0	0	0	0
Tribunaux de grande instance	78	78	68	68	78	64
Tribunaux du travail	7	7	4	5	5	4
Juges des enfants	2	2	2	1	1	1
Tribunaux pour enfants	3	4	4	4	4	2
Tribunaux administratifs	5	7	7	5	5	6
Tribunaux de commerce	-	-	5	4	5	3

Source : DRH

	Secrétaires des greffes et parquets					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Cours d'appel	21	18	17	13	13	12
Bobo-Dioulasso	10	10	11	8	8	7
Ouagadougou	11	8	6	5	5	5
Tribunaux pour enfants	3	4	4	4	4	2
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	1
Ouagadougou	1	2	2	2	2	1
Juges des enfants	2	2	2	1	1	1
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	0	0	0
Tribunaux du travail	7	7	4	5	5	4
Bobo-Dioulasso	3	3	2	2	2	1
Koudougou*	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	4	4	2	3	3	3
Tribunaux d'instance	2	3	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	1	1	0	0	0	0
Ouagadougou	1	2	0	0	0	0
Tribunaux de commerce	-	-	5	4	4	3
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	2	1
Ouagadougou	-	-	3	2	2	2
Tribunaux administratifs	5	7	7	5	5	6
Bobo-Dioulasso	2	2	2	1	1	1
Ouagadougou	3	5	5	4	4	5
Tribunaux de grande instance	78	78	68	68	78	64
Banfora	4	5	4	5	5	3
Bobo-Dioulasso	8	6	7	7	8	6
Bogandé	1	3	3	2	1	1
Boromo	1	1	1	1	1	1
Dédougou	3	2	2	0	0	0
Diébougou	-	-	1	1	1	1
Diapaga	3	3	2	1	2	2
Djibo	-	2	2	2	2	2
Dori	3	3	0	1	1	1
Fada N'gourma	2	3	2	2	3	2
Gaoua	3	3	2	1	2	2
Kaya	6	4	4	3	3	2
Kongoussi	2	2	2	2	2	1
Koudougou	5	5	5	5	5	2
Léo	2	2	3	4	4	3
Manga	1	0	0	0	0	0
Nouna	-	2	2	2	2	2
Orodara	-	2	2	2	2	2
Ouagadougou	19	18	16	16	19	19
Ouahigouya	1	0	0	1	2	2
Tenkodogo	5	5	3	3	4	3
Tougan	3	3	2	2	3	2
Yako	3	2	2	2	3	2
Ziniaré	3	2	1	3	3	3
Ensemble	118	119	107	99	111	92

❖ Le secrétaire des greffes et parquets

L'emploi de secrétaire des greffes et parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes de simple police, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- dactylographier et saisir tout acte ou document qui sont d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution ;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central ;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc.

Tableau 2.16 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	290	344	452	491	660	622	622	800	1 006	1 183
CPA de Baporo	9	13	14	13	20	20	16	20	26	33
Centre pour mineurs de Laye	-	-	-	5	8	9	12	12	16	8
Maisons d'arrêt et de correction	281	331	438	473	632	593	594	768	964	1 142
Banfora	-	-	15	16	19	17	19	28	34	40
Bobo-Dioulasso	52	55	65	73	79	65	69	88	102	126
Bogandé	-	-	13	13	15	18	17	22	26	33
Boromo	-	-	-	16	19	22	21	24	33	31
Dédougou	23	21	19	21	31	23	23	35	38	39
Diapaga	-	9	9	13	16	16	14	21	28	38
Diébougou	-	-	-	-	-	-	13	14	19	26
Djibo	-	-	-	-	10	14	13	19	23	35
Dori	10	15	14	14	18	20	22	31	37	35
Fada N'gourma	17	18	17	17	27	18	18	28	34	35
Gaoua	17	13	17	16	21	19	15	25	31	36
Kaya	17	17	22	18	23	21	27	38	41	38
Kongoussi	-	-	14	13	21	23	19	23	26	30
Koudougou	17	19	21	31	30	24	27	37	44	42
Léo	-	-	-	-	12	18	16	20	25	35
Manga	-	-	7	15	16	18	15	16	19	32
Nouna	-	-	-	-	11	11	14	15	19	32
Orodara	-	-	-	-	9	13	19	20	28	31
Ouagadougou	101	115	127	124	160	140	119	154	214	198
Ouahigouya	7	21	29	25	27	27	26	35	40	84
Tenkodogo	20	19	21	19	29	24	23	30	38	41
Tougan	-	-	13	13	16	16	18	18	24	46
Yako	-	-	-	5	8	10	12	12	19	32
Ziniaré	-	9	15	11	15	16	15	15	22	27

Tableau 2.17 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire selon le grade, le sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	40	41	65	66	66
Sexe					
Hommes	36	37	59	60	61
Femmes	4	4	6	6	5
Ancienneté					
Moins de 5 ans	31	27	20	21	19
5 à 9 ans	3	7	35	35	38
10 à 14 ans	0	0	3	3	2
15 à 20 ans	6	7	7	7	0
20 à 25 ans	-	-	-	-	7
Position					
Chancellerie	10	11	15	16	26
DSP-DGGSP	6	7	10	12	19
DAPRS-DGAP-DGPCS	0	0	0	0	0
Autres au Ministère	4	5	5	4	7
ENP (encadreur)	1	0	0	0	0
CPA de Baporo	1	1	1	1	1
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	25	21	22	26	29
Banfora	1	1	1	1	1
Bobo-Dioulasso	2	1	2	2	3
Bogandé	1	1	1	0	0
Boromo	1	1	1	1	2
Dédougou	1	1	1	1	1
Diapaga	1	1	1	1	0
Diébougou	-	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1
Dori	1	1	0	1	1
Fada N'gourma	1	1	1	1	1
Gaoua	1	1	1	1	1
Kaya	1	1	1	1	0
Kongoussi	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	3
Léo	1	1	1	1	1
Manga	1	0	0	1	1
Nouna	1	1	1	1	2
Orodara	1	1	1	1	0
Ouagadougou	2	1	2	3	4
Ouahigouya	1	1	1	1	1
Tenkodogo	1	1	1	1	2
Tougan	1	1	1	1	1
Yako	1	0	0	1	1
Ziniaré	1	0	0	1	0
En mission	3	7	7	7	8
Mise à disposition	0	1	0	0	0
Disponibilité	0	0	1	1	1
Détachement					1
ENP (1 ^è , 2 ^è , 3 ^è année prof.)	0	0	19	15	0

Source : Direction des ressources humaines

Tableau 2.18 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	91	123	173	173	173
Sexe					
Hommes	87	112	160	160	160
Femmes	4	11	13	13	13
Ancienneté					
Moins de 5 ans	48	43	40	39	31
5 à 9 ans	16	40	51	52	66
10 à 14 ans	0	0	34	34	28
15 à 20 ans	27	40	48	48	0
20 à 25 ans	0	0	0	0	48
Position					
Chancellerie	12	26	29	25	27
DSP-DGGSP	8	19	22	21	23
DAPRS-DGAP-DGPCS	4	5	5	3	3
Autres au Ministère	0	2	2	1	1
ENP (encadreurs)	1	2	2	2	3
CPA de Baporo	3	3	3	3	4
Centre pour mineurs de Laye	1	1	1	0	0
Maisons d'arrêt et de correction	65	71	72	76	93
Banfora	3	3	3	3	3
Bobo-Dioulasso	3	4	5	4	6
Bogandé	3	3	3	4	4
Boromo	3	3	3	4	4
Dédougou	3	3	3	3	3
Diapaga	3	3	3	3	2
Diébougou	-	3	3	3	3
Djibo	2	3	3	3	3
Dori	3	4	4	3	4
Fada N'gourma	3	2	2	3	4
Gaoua	3	3	3	3	4
Kaya	3	3	3	3	3
Kongoussi	3	2	2	3	3
Koudougou	3	3	3	3	3
Léo	3	2	2	2	3
Manga	3	3	3	3	3
Nouna	2	2	2	3	3
Orodara	2	2	2	3	3
Ouagadougou (MACO)	3	6	6	5	11
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	3
Ouahigouya	3	1	2	3	4
Tenkodogo	3	2	2	3	4
Tougan	3	4	3	3	4
Yako	2	5	5	3	3
Ziniaré	3	2	2	3	3
En mission	9	20	20	32	29
Mise à disposition	0	0	0	0	0
Disponibilité	0	0	0	0	0
Détachement	-	-	-	-	2
ENP (1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} années prof.)	-	-	46	35	15

Tableau 2.19: Assistants de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	147	493	1 028	1 130	1 255
Sexe					
Hommes	137	446	924	1 000	1 076
Femmes	10	47	104	130	179
Ancienneté					
Moins de 5 ans	25	302	599	697	695
5 à 9 ans	62	135	307	310	435
10 à 14 ans	2	2	62	62	67
15 à 20 ans	58	54	60	61	0
20 à 25 ans					58
Position					
Chancellerie	21	66	93	106	137
DSP-DGGSP	14	46	74	93	116
DAPRS-DGAP	2	7	7	5	3
Autres au Ministère	5	13	12	8	18
ENP (encadreur)	5	5	6	8	10
CPA de Baporo	3	9	13	22	27
Centre pour mineurs de Laye	4	7	7	13	7
Maisons d'arrêt et de correction	111	387	546	781	1 024
Banfora	4	14	23	27	34
Bobo-Dioulasso	14	54	71	89	112
Bogandé	3	8	13	18	28
Boromo	5	14	17	27	24
Dédougou	3	15	27	33	35
Diapaga	3	7	14	23	36
Diébougou	-	8	9	14	22
Djibo	4	7	13	18	30
Dori	4	12	21	31	27
Fada N'gourma	2	11	21	25	28
Gaoua	3	9	17	22	30
Kaya	4	20	31	31	34
Kongoussi	4	9	13	17	25
Koudougou	4	19	29	35	35
Léo	4	9	13	22	31
Manga	6	9	10	12	26
Nouna	2	6	7	12	27
Orodara	2	9	10	23	28
Ouagadougou (MACO)	24	93	128	193	176
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	80
Ouahigouya	6	17	25	31	35
Tenkodogo	3	12	8	29	38
Tougan	3	10	11	18	26
Yako	2	3	3	14	22
Ziniaré	2	12	12	17	35
En mission	1	18	19	21	13
Mise à disposition	1	0	0	0	0
Disponibilité	1	1	0	1	1
Détachement	-	-	-	-	0
ENP (1 ^è , 2 ^è , 3 ^è année prof.)	-	-	344	178	40

Tableau 2.20: Agents de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	466	145	105	103	144
Sexe					
Hommes	410	128	93	91	129
Femmes	56	17	12	12	15
Ancienneté					
Moins de 5 ans	381	134	93	90	52
5 à 9 ans	73	5	5	5	84
10 à 14 ans	0	1	2	3	3
15 à 20 ans	12	5	5	5	0
20 à 25 ans	0	0	0	0	5
Position					
Chancellerie	54	20	20	18	10
DSP-DGGSP	48	16	16	12	8
DAPRS-DGAP	1	1	1	1	1
Autres au Ministère	5	3	3	5	1
ENP (encadreurs)	0	0	0	0	0
CPA de Baporo	13	3	3	0	1
Centre pour mineurs de Laye	4	4	4	3	1
Maisons d'arrêt et de correction	271	116	128	81	39
Banfora	9	1	1	3	2
Bobo-Dioulasso	46	10	10	7	5
Bogandé	11	5	5	4	1
Boromo	13	3	3	1	1
Dédougou	16	4	4	1	0
Diapaga	9	3	3	1	0
Diébougou	-	1	1	1	0
Djibo	7	2	2	1	1
Dori	12	6	6	2	3
Fada N'gourma	12	4	4	5	2
Gaoua	12	2	4	5	1
Kaya	13	3	3	6	1
Kongoussi	15	7	7	5	1
Koudougou	16	4	4	4	1
Léo	10	4	4	0	0
Manga	8	3	3	3	2
Nouna	6	5	5	3	0
Orodara	8	7	7	1	0
Ouagadougou (MACO)	111	19	18	14	7
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	3
Ouahigouya	17	7	7	6	1
Tenkodogo	17	8	19	5	3
Tougan	9	3	3	2	1
Yako	5	4	4	0	2
Ziniaré	10	1	1	1	1
En mission	1	0	0	0	0
Mise à disposition	1	1	0	0	0
Disponibilité	1	1	1	1	1
Détachement	-	-	-	-	0
ENP (1 ^è , 2 ^è , 3 ^è année prof.)	-	-	-	-	92

Source : Direction des ressources humaines

Concepts

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 mai 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère de la justice chargé du maintien de l'ordre et de la discipline au sein des établissements pénitentiaires et des domaines relevant de l'administration judiciaire sur l'étendue du territoire national.

La garde de sécurité pénitentiaire participe également à la réinsertion des personnes détenues.

Le corps de la GSP est hiérarchisé comme suit :

- les inspecteurs qui sont des cadres de conception et de direction ;
- les contrôleurs qui sont des cadres d'application ;
- les assistants qui sont des agents d'encadrement ;
- les agents qui sont des agents d'exécution.

Le commandement du corps de la garde de sécurité pénitentiaire est assuré par le Directeur général de la Garde de sécurité pénitentiaire.

Tableau 2.21 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position par sexe

	Chancellerie				Cour d'appel de Bobo Dioulasso				Cour d'appel de Ouagadougou			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Femme	19	20	66	17	7	8	8	7	19	18	18	21
Homme	55	52	227	47	14	15	15	30	16	18	18	54
Ensemble	74	72	293	64	21	23	23	37	35	36	36	75

Tableau 2.22 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe

	Femmes				Hommes				Ensemble			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Ensemble	45	46	91	45	84	90	259	131	129	136	350	176
Administrateurs des services financiers	0	0	0	0	2	5	6	4	2	5	6	4
Adjoints administratifs	0	1	1	1	2	1	2	2	2	2	3	3
Adjoints de secrétariat	1	0	0	2	1	5	4	1	2	5	4	3
Adjoints des services financiers	1	0	0	1	1	2	3	1	2	2	3	2
Adjoints techniques de la statistique	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1
Administrateurs civils	2	2	2	2	0	0	1	0	2	2	3	2
Administrateurs des Affaires sociales	1	0	0	0	0	1	1	24	1	1	1	24
Agent spécialisé en GRH	0	0	0	0	1	1	2	1	1	1	2	1
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	1	1	2	0	1	1	2	0
Agents de bureau	8	9	12	8	0	0	2	2	8	9	14	10
Agents de liaison	7	10	12	7	10	8	11	8	17	18	23	15
Agents techniques de la statistique	0	0	0	0	2	1	2	2	2	1	2	2
Assistants de police	0	0	0	0	3	3	1	1	3	3	1	1
Assistants des Aff. Economiques	0	0	0	0	0	0	5	5	0	0	5	5
Assistants en GRH	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	2	1
Attachés administratifs	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Attachés d'éducation spécialisée	4	0	0	0	2	2	2	12	6	2	2	12
attachés d'intendance scolaire et universitaire	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	2	1
Attachés en droits humains	0	0	15	0	0	0	72	0	0	0	87	0
Chauffeurs	0	0	1	0	23	22	37	24	23	22	38	24
Comptables	0	0	1	0	0	0	2	0	0	0	3	0
Conseillers de presse et tech.de l'info	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1
Conseillers des Aff. économiques	0	0	1	1	0	0	5	4	0	0	6	5
Conseillers des affaires étrangères	0	0	0	0	2	2	2	0	2	2	2	0
Conseillers en droits humains	0	0	13	0	0	0	31	0	0	0	44	0
Conseillers en GRH	0	0	0	0	1	1	1	2	1	1	1	2
Conseillers en relation publique	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Contrôleur d'intendance scolaire et universitaire	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Contrôleurs des services financiers	0	0	0	0	3	6	7	4	3	6	7	4
Contrôleurs du trésor	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Economistes	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Educateurs sociaux	5	9	8	7	10	10	10	17	15	19	18	24
Gardiens	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0	10	0
Informaticiens	0	0	0	0	1	0	2	0	1	0	2	0
Inspecteurs d'éducation spécialisée	0	0	0	0	1	1	3	1	1	1	3	1
Inspecteurs du trésor	1	1	1	1	0	0	0	0	1	1	1	1
Interprètes	4	5	4	5	15	15	13	10	19	20	17	15
Juristes	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	2	0
Maitre-assistant en droit	0	0	0	0	1	1	1	0	1	1	1	0
Reprographes	1	1	1	1	0	0	2	0	1	1	3	1
Secrétaires	0	0	8	2	0	0	0	0	0	0	8	2
Secrétaires dactylo	4	4	4	3	0	0	0	0	4	4	4	3
Secrétaires de Direction	3	2	5	0	0	0	0	0	3	2	5	0
Secrétaires des affaires étrangères	0	0	0	0	1	1	1	0	1	1	1	0
Secrétaires sténo dactylo	1	0	0	3	0	0	3	0	1	0	3	3
Sociologues	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Standardistes	2	2	2	1	0	0	0	0	2	2	2	1

Concepts

Le Ministère de la justice travaille également en collaboration avec d'autres auxiliaires de justice que sont : les avocats, les huissiers et les notaires.

L'avocat, régi par la loi 16 – 2000 AN du 23/05/2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes.

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère de la justice.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

L'huissier, régi par l'ordonnance 92 – 53 du 21/10/1992, est un officier ministériel nommé par le Ministre de la justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence, et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

Le notaire, régi également par l'ordonnance 92 – 53 du 21/10/1992, est un officier public à qui l'Etat cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'Etat en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'Etat à mieux percevoir les impôts.

Tableau 2.23 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position

	Huissiers de justice						Avocats (Année judiciaire)					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	30	30	30	34	33	33	131	134	139	139	157	156
Sexe												
Hommes	26	26	26	28	27	27	106	109	111	111	126	125
Femmes	4	4	4	6	6	6	25	25	28	28	31	31
Ancienneté												
Moins de 5 ans	0	0	0	5	5	5	31	34	39	26	26	28
5 à 9 ans	8	0	0	0	0	0	27	20	15	28	29	32
10 à 14 ans	22	16	16	13	12	12	59	61	57	35	18	19
15 à 19 ans	0	14	14	15	15	15	6	9	17	38	68	61
20 à 24 ans	0	0	0	0	0	0	5	6	5	5	7	7
25 ans et plus	0	0	0	1	1	1	3	4	6	7	9	9
Position												
Bobo-Dioulasso	6	6	6	7	7	7	12	12	13	13	13	13
Dédougou	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Kaya	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	19	19	19	21	20	20	119	122	126	126	144	143
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Fada	-	-	-	1	1	1	0	0	0	0	0	0

Sources : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso ; Tableaux de l'Ordre des avocats pour les années judiciaires 2007/2008, 2008/2009, 2009 /2010, 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013.

Tableau 2.24 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	11	10	10	09	09	08	08	13	13	13
Sexe										
Hommes	8	7	7	6	6	5	5	9	9	9
Femmes	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4
Ancienneté										
Moins de 5 ans	1	1	1	1	0	0	0	5	5	5
5 à 9 ans	10	3	2	2	1	1	1	1	1	1
10 à 14 ans	0	6	7	6	8	7	7	7	7	7
Position										
Bobo-Dioulasso	3	3	3	2	2	2	2	4	4	4
Ouagadougou	8	7	7	7	7	6	6	9	9	9

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1.Cour de cassation

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

Annulation : Voir *Cassation*.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Arrêt avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Autre décision : Décision autre que avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son action.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Juridiction du Premier président : Mécanisme procédural de référé utilisé par le Premier président de la Cour.

Rejet : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

Sources statistiques :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plunitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plunitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, instituée par la loi organique n° 13-2000/ AN du 9 mai 2000, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. La Cour de cassation se compose de :

- du premier président ;
- des présidents de chambre ;
- des conseillers-du procureur général ;
- du premier avocat général ;
- du greffier en chef ;
- des greffiers de chambre (cf article premier de la loi organique 13-2000/AN du 9 mai 2000 portant organisation ; attributions et fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle. Elle comprend quatre chambres :
 - une chambre civile ;
 - une chambre commerciale ;
 - une chambre sociale ; C
 - une chambre criminelle.

Auxquelles, il faut ajouter conformément aux articles 15 et 16 de la loi 013, une chambre mixte et des chambres réunies. En outre, la Cour de cassation comprend un parquet général et un greffe central.

Tableau 3.1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	126	112	151	172	170	155	183	158	169	206
Chambre civile	33	38	44	57	59	57	59	56	60	75
Chambre commerciale	13	22	21	23	25	30	23	22	26	37
Chambre sociale	29	36	43	47	44	38	53	46	34	54
Chambre criminelle	51	12	18	21	18	19	27	8	33	15
Chambre mixte et Chambres réunies	0	0	3	0	6	0	0	2	2	1
Juridiction du 1er Président	0	4	22	24	18	11	21	24	14	24
Nature de la décision rendue	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	78	114	95	162	161	132	145	122	102	159
Avant dire droit	0	0	0	0	0	0	11	16	2	2
Cassation	9	14	10	23	26	21	21	14	15	17
<i>dont annulation et renvoi</i>	6	10	6	18	15	12	11	7	10	13
Rejet	14	26	18	50	73	49	21	30	34	46
Irrecevabilité	31	50	43	60	47	44	69	52	27	64
Désistement	12	10	8	9	4	11	3	5	3	14
Autres décisions	12	14	16	20	11	7	20	5	21	16
Décisions rédigées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	55	106	86	99	124	115	117	100	108	130

Tableau 3.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation en 2012

	Moins de 6 mois	6mois à moins d'un an	1an à moins 2 ans	2ans à moins 3 ans	3ans à moins 4 ans	4ans à moins 5 ans	5ans et plus	TOTAL
Ensemble	0	4	9	31	17	12	42	115
Chambre civile	0	0	6	13	5	4	7	35
Chambre commerciale	0	0	3	2	4	2	9	20
Chambre sociale	0	1	0	12	8	5	23	49
Chambre criminelle	0	3	0	2	0	0	1	6
Chambres mixtes et Chambres réunies	0	0	0	2	0	1	2	5

Nb : les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

Tableau 3.3: Activités du parquet général de la Cour de cassation

Orientation des affaires	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	77	110	75	138	154	146	113	76	133	137
Chambre civile	6	16	35	57	40	43	52	28	57	58
Chambre commerciale	11	29	14	23	36	27	19	18	19	19
Chambre sociale	22	42	14	38	28	32	14	11	38	47
Chambre criminelle	38	23	12	20	46	41	23	19	18	10
Chambres mixtes et Chambres réunies	0	0	0	0	4	3	5	0	1	3

Concepts

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1^{er} degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

Arrêt sur le fond : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Arrêt avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

Arrêt rédigé : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Autre décision : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation.

Confirmation : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

Contravention : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

Décisions du Premier Président : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

Infirmer : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Irrecevabilité : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Radiation : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

Saisines directes : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1^{er} degré.

Sources statistiques

Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plumitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

Tableau 3.4 : Activités des cours d'appel

Affaires nouvelles	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Juridiction d'origine										
Tribunal de grande instance/TC	625	737	616	757	731	889	961	615	542	939
Tribunal du travail	198	176	227	166	199	252	230	230	281	67
Tribunal d'instance	0	7	18	27	27	25	30	42	37	45
Saisine directe	1	4	5	14	7	34	54	110	30	56
Ensemble	824	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890	1 107
Décisions rendues selon la compétence	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Chambres civile et commerciale	279	193	167	242	233	263	267	365	327	345
Chambre sociale	200	169	136	205	214	154	250	194	178	278
Chambre correctionnelle	131	90	78	106	155	110	128	145	172	273
Juridiction du 1 ^{er} Président	138	153	150	126	205	215	218	240	199	287
<i>Référé</i> s	119	148	142	124	172	188	193	221	178	267
<i>Contestations d'honoraire</i>	14	4	2	0	16	7	10	5	7	8
<i>Ordonnances de taxation</i>	5	1	6	2	10	13	14	14	13	6
<i>Sentences arbitrales</i>	0	0	0	0	7	7	1	0	1	6
Ensemble	748	605	531	679	807	742	863	944	876	1 183
Nature de la décision rendue	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	748	605	531	679	807	742	863	944	876	1 183
Avant dire droit	10	7	4	11	23	16	23	22	56	87
Décisions sur le fond	561	447	383	514	566	525	633	744	589	821
<i>Confirmations</i>	246	255	222	323	339	310	444	448	390	554
<i>Infirmations</i>	315	192	161	191	227	215	189	296	199	267
<i>Reformations</i>	71	51	46	51	122	109	121	173	155	175
<i>Annulations</i>	89	30	12	28	39	39	68	45	0	0
<i>Autres</i>	155	111	103	112	66	67	0	78	44	92
Autres décisions	146	133	127	141	199	192	169	174	228	270
<i>Désistement</i>	32	32	47	48	62	54	50	62	83	104
<i>Irrecevabilité</i>	46	44	28	52	60	63	42	59	59	89
<i>Autres décisions</i>	68	57	52	41	77	75	77	53	86	77
Radiations	31	18	17	13	19	9	38	4	3	5
Décisions rédigées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	584	534	463	424	573	480	717	588	543	910

Organisation et compétence des cours d'appel

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

Chambre civile : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

Chambre sociale : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

Chambre correctionnelle : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

Chambre d'accusation : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

Chambre criminelle : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt de mise en accusation.

Juridiction du Premier Président : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau 3.5 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	824	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890	1 107
Bobo-Dioulasso	256	268	243	363	332	445	425	345	243	349
Ouagadougou	568	656	623	601	632	755	850	652	647	758

Tableau 3.6 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance et des TC par Cour d'appel

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	625	737	616	757	731	889	961	615	542	939
Bobo-Dioulasso	182	213	173	268	254	347	327	241	158	273
Ouagadougou	443	524	443	489	477	542	634	374	384	666

Tableau 3.7 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	748	605	531	679	807	742	863	944	876	1 183
Bobo-Dioulasso	374	219	149	225	363	292	280	292	282	374
Ouagadougou	374	386	382	454	444	450	583	652	594	809

Tableau 3.8 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	561	447	383	514	566	525	633	744	589	821
Bobo-Dioulasso	275	159	101	136	232	211	188	217	188	258
Ouagadougou	286	288	282	378	334	314	445	527	401	563

Tableau 3.9 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	138	153	150	126	205	215	218	240	199	287
Bobo-Dioulasso	38	63	55	56	120	75	65	97	78	93
Ouagadougou	100	90	95	70	85	140	153	143	121	194

Tableau 3.10 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	584	534	463	424	573	480	717	588	543	910
Bobo-Dioulasso	228	164	114	193	281	204	221	135	150	202
Ouagadougou	356	370	349	231	292	276	496	453	393	708

Tableau 3.11 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Contraventions	8	8	10	13	1	12	2	1	4	4
Délits	105	109	98	108	105	192	181	115	143	226
Crimes	162	130	150	259	247	322	410	255	383	355
Ensemble	275	247	258	380	353	526	593	371	530	585

Tableau 3.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	275	247	258	380	353	526	593	371	530	585
Tribunal de grande instance	275	244	254	373	353	518	591	370	526	581
Tribunal d'instance	0	3	4	7	0	8	2	1	4	4

Tableau 3.13 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	275	247	258	380	353	526	593	371	530	585
Bobo-Dioulasso	110	64	65	128	197	255	350	183	228	278
Ouagadougou	165	183	193	252	156	271	243	188	302	307

Tableau 3.14 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	162	130	150	259	247	322	410	255	383	355
Bobo-Dioulasso	73	16	28	47	142	129	252	152	159	168
Ouagadougou	89	114	122	212	105	193	158	103	224	187

Tableau 3.15 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	229	247	294	428	338	377	396	588	642	519
Chambres correctionnelles	85	106	103	139	106	128	177	166	240	228
Chambres d'accusation	144	141	191	289	232	249	219	422	402	291

Tableau 3.16 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	237	244	198	249	185	234	188	260	153	168
Avant dire droit	4	8	3	17	24	57	39	50	17	36
Renvoi en chambre criminelle	225	229	186	227	155	163	129	183	126	97
Renvoi en chambre correctionnelle	2	5	3	2	1	5	0	8	6	5
Non lieu								3	1	3
Autres décisions	6	2	6	3	5	9	20	16	3	27

Tableau 3.17 : Décisions rendues par chambre d'accusation

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	237	244	198	249	185	234	188	260	153	168
Bobo-Dioulasso	52	65	47	63	86	101	84	121	72	87
Ouagadougou	185	179	151	186	99	133	104	139	81	81

Tableau 3.18 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2003*	2004**	2005	2006*	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	21	35	27	10	55	111	414	201	167	123
Contradictoire	15	22	21	7	12	59	205	72	51	36
Contumace	3	12	3	2	36	36	184	92	82	82
Autres décisions	3	1	3	1	7	16	25	37	34	5

* Pour les années 2003 et 2006, seules les informations de la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Ouagadougou étaient disponibles pour ce tableau.

** Pour l'année 2004, seules les informations de la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso étaient disponibles pour ce tableau.

Tableau 3.19 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	nd	nd	27	nd	55	111	414	201	167	123
Bobo-Dioulasso	nd	35	17	nd	31	69	238	120	47	8
Ouagadougou	21	nd	10	10	24	42	176	81	120	115

Tableau 3.20 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2012

	Moins de 15 jrs	15jrs à 1mois	1mois à 3mois	3mois à 6mois	6mois à 1 an	1an à moins de 2ans	2ans et plus	Total
Ensemble	4	12	66	64	273	236	170	825
Civiles	3	4	40	38	63	47	64	259
Commerciales	0	1	1	3	25	29	31	90
Sociales	0	0	0	9	113	118	38	278
Correctionnelles	1	7	25	14	72	42	37	198

III.3. Tribunaux de grande instance

III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

III.3.1.1. Activités des chambres civiles et commerciales

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances sus-citées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Sources statistiques

Rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance.

Tableau 3.21 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires civiles et commerciales	2 063	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838
Référés	627	609	522	594	679	704	861	1088	693	791
Ensemble	2 690	2 425	2 684	3 435	4 209	4 639	6 014	7 582	7 440	7 629

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Injonctions de payer	1 241	878	857	807	829	846	491	887	166	261
Saisie des biens	236	290	319	384	327	435	131	858	746	269
Familiales	5136	5569	6144	8070	8660	7590	5 874	7 819	6 210	5 864
Etat civil	2 274	1 864	1 825	2 854	3 424	4 860	4 297	6 296	8 521	11 164
Autres	363	654	919	946	1 168	2 260	1 048	2 293	2 034	3 715
Ensemble	9 250	9 255	10 064	13 061	14 408	15 991	11 841	18 153	17 677	21 273

Tableau 3.22 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	2 063	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838
Banfora	31	29	46	30	31	93	91	74	141	34
Bobo-Dioulasso	405	160	163	213	397	317	615	1009	811	904
Bogandé	-	-	8	23	23	42	58	76	64	67
Boromo	-	-	-	37	42	80	0	124	133	134
Dédougou	71	58	84	127	126	121	117	150	151	159
Diapaga	-	-	-	11	27	31	36	117	76	121
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	107	111	215
Djibo	-	-	-	-	-	-	55	113	78	70
Dori	33	41	26	49	52	86	135	175	182	144
Fada N'gourma	72	41	64	89	81	86	95	177	159	220
Gaoua	60	66	69	86	83	77	131	170	134	137
Kaya	81	84	93	157	209	182	205	291	274	260
Kongoussi	-	-	12	109	108	90	95	169	90	81
Koudougou	100	164	195	246	213	219	352	696	523	1 325
Léo	-	-	-	-	-	28	116	172	134	153
Manga	-	-	9	94	101	194	222	350	369	315
Nouna	-	-	-	-	-	-	23	74	73	87
Orodara	-	-	-	-	-	-	19	78	66	111
Ouagadougou	954	914	1 057	1 197	1 385	1 549	2 009	1 082	2 010	1 031
Ouahigouya	100	123	97	94	78	92	122	158	172	154
Tenkodogo	156	136	161	181	251	290	261	374	398	493
Tougan	-	-	8	14	40	97	78	141	145	115
Yako	-	-	-	6	109	95	124	275	215	295
Ziniaré	-	-	70	78	174	166	194	342	238	213

Organisation et compétence des tribunaux de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend trois chambres.

Chambre civile : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Chambre commerciale : Chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Chambre correctionnelle : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Tableau 3.23 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	9 250	9 255	10 064	13 061	14 408	15 991	11 837	18 153	17 677	21 273
Banfora	150	174	265	306	196	377	296	516	434	508
Bobo-Dioulasso	1 807	2 049	1 900	2 939	2 816	2 870	1 740	2 004	1 911	2 204
Bogandé	0	0	61	82	91	200	112	138	212	183
Boromo	0	0	0	64	163	152	262	337	478	390
Dédougou	369	222	313	391	412	830	410	429	462	511
Diapaga	0	0	0	42	92	140	172	200	217	145
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	299	230	589
Djibo	-	-	-	-	-	-	44	64	53	145
Dori	82	71	96	99	160	85	140	139	230	183
Fada N'gourma	249	224	258	196	214	223	539	303	479	661
Gaoua	152	173	182	195	336	375	454	330	401	484
Kaya	129	134	110	150	182	280	385	319	500	612
Kongoussi	0	0	12	75	103	211	182	211	221	256
Koudougou	219	270	321	351	456	487	707	570	1227	1845
Léo	-	-	-	-	-	61	215	107	96	266
Manga	0	0	6	78	95	190	246	250	626	285
Nouna	-	-	-	-	-	-	71	140	163	192
Orodara	-	-	-	-	-	-	62	101	202	254
Ouagadougou	5 193	5 083	5 629	6 764	7 427	7 703	3 212	9 225	7 011	8 383
Ouahigouya	428	307	227	304	379	413	548	494	472	910
Tenkodogo	472	548	525	574	635	792	1055	876	794	1225
Tougan	0	0	50	260	408	259	376	371	479	250
Yako	0	0	0	17	111	170	193	467	423	508
Ziniaré	0	0	109	174	132	173	416	263	356	284

Tableau 3.24 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	1 241	878	857	807	829	846	491	887	166	261
Banfora	14	18	14	14	8	11	14	5	2	38
Bobo-Dioulasso	350	165	157	118	134	115	141	241	25	33
Bogandé	-	-	1	2	0	0	0	2	0	0
Boromo	-	-	-	3	2	0	8	1	6	23
Dédougou	14	9	10	4	5	13	2	12	4	5
Diapaga	-	-	-	0	0	0	1	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	1	2	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	3	1	2	2
Dori	4	0	0	0	4	1	25	23	0	1
Fada N'gourma	9	0	6	2	5	4	3	2	0	0
Gaoua	8	2	1	3	5	0	1	1	0	1
Kaya	10	5	5	4	7	5	4	29	9	7
Kongoussi	-	-	-	1	5	5	1	2	0	3
Koudougou	19	15	13	17	7	18	11	23	7	3
Léo	-	-	-	-	-	1	1	0	0	0
Manga	-	-	0	0	0	12	0	13	12	2
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	3	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	2	13	1	0
Ouagadougou	803	655	603	614	636	629	248	491	87	125
Ouahigouya	0	9	23	14	6	12	15	10	8	12
Tenkodogo	10	0	21	10	0	18	10	13	0	0
Tougan	-	-	2	1	2	0	0	0	1	1
Yako	-	-	-	0	1	1	0	1	0	2
Ziniaré	-	-	1	0	2	1	1	0	0	3

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau 3.25 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance

Décisions rendues **	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires civiles	1 698	1 700	1 848	2 439	2 956	3 363	4 179	4 968	5 715	5 404
Affaires commerciales	196	172	239	234	187	279	388	252	26	4
Référés	592	602	484	590	554	621	684	774	609	617
Ensemble	2 486	2 474	2 571	3 263	3 697	4 263	5 251	5 994	6 350	6 025
Ordonnances rendues	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Injonctions de payer	1 290	976	992	809	829	576	434	573	65	157
Saisie des biens	159	199	141	283	273	312	120	460	338	306
Familiales	4 994	5 567	5 666	7 856	9 108	8 237	5 507	6 376	5 144	6 298
Etat civil	1 161	1 150	878	1 342	1 898	2 633	2 682	2 794	3 194	3 664
Autres	336	509	608	969	1 240	2 443	1 041	1 914	2 330	1 645
Ensemble	7 940	8 401	8 285	11 259	13 348	14 201	9 784	12 117	11 071	12 070
Nature de la décision rendue (hors injonctions de payer et ordonnances)	2003	2004	2005	2006	2007*	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	2 554	2 539	2 697	3 379	3 777	4 308	5314	6 108	6608	6351
Avant dire droit	24	14	35	42	83	75	101	96	86	65
Décisions sur le fond	2 285	2 272	2 349	3 031	3 403	3 920	4 751	5 499	5 917	5 618
<i>Acceptation totale</i>	<i>1 737</i>	<i>1 815</i>	<i>1 857</i>	<i>2 498</i>	<i>2 718</i>	<i>3 279</i>	<i>3 998</i>	<i>4 777</i>	<i>5 344</i>	<i>5 111</i>
<i>Acceptation partielle</i>	<i>253</i>	<i>210</i>	<i>221</i>	<i>243</i>	<i>372</i>	<i>326</i>	<i>241</i>	<i>305</i>	<i>276</i>	<i>162</i>
<i>Rejet</i>	<i>295</i>	<i>247</i>	<i>271</i>	<i>290</i>	<i>313</i>	<i>315</i>	<i>512</i>	<i>417</i>	<i>297</i>	<i>345</i>
Autres décisions	245	253	313	306	291	313	462	513	605	668
<i>Incompétence</i>	<i>59</i>	<i>79</i>	<i>66</i>	<i>70</i>	<i>103</i>	<i>124</i>	<i>231</i>	<i>156</i>	<i>179</i>	<i>187</i>
<i>Jonction</i>	<i>5</i>	<i>7</i>	<i>8</i>	<i>3</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Irrecevabilité</i>	<i>87</i>	<i>65</i>	<i>81</i>	<i>86</i>	<i>66</i>	<i>97</i>	<i>113</i>	<i>138</i>	<i>96</i>	<i>93</i>
<i>Désistement</i>	<i>31</i>	<i>44</i>	<i>40</i>	<i>34</i>	<i>42</i>	<i>47</i>	<i>55</i>	<i>108</i>	<i>72</i>	<i>64</i>
<i>Radiations</i>	<i>63</i>	<i>58</i>	<i>118</i>	<i>113</i>	<i>80</i>	<i>45</i>	<i>63</i>	<i>111</i>	<i>258</i>	<i>324</i>
Opposition aux décisions rendues	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires civiles	87	64	124	77	148	50	nd	9	14	2
Affaires commerciales	91	93	149	128	68	144	nd	36	0	0
Ensemble	178	157	273	205	216	194	nd	45	14	2
Type de décisions**	2003	2004	2005	2006	2007*	2008	2009	2010	2011	2012
Contradictoire	2415	2414	2510	3199	3400	4201	5120	5725	6245	5919
Réputé contradictoire	38	22	22	10	80	32	72	220	39	45
Par défaut	33	38	39	54	217	30	59	49	66	61
Ensemble	2 486	2 474	2 571	3 263	3 697	4 263	5 251	5 994	6 350	6 025
Décisions rédigées (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	1 770	2 021	1 839	2 406	2 934	2 507	3 644	5 328	5 891	5 517

* A partir de 2007, les jonctions ont été retirées des décisions et les types de décisions ne prennent pas en compte les radiations.

** tableaux de décisions hors radiation

Tableau 3.26 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	2 530	2 524	2 662	3 338	3 694	4 233	5 213	6 012	6 521	6 286
Banfora	39	35	39	48	52	98	129	140	131	126
Bobo-Dioulasso	534	459	385	510	559	586	697	1 006	812	941
Bogandé	-	-	0	23	21	35	63	79	58	71
Boromo	-	-	-	33	38	83	65	125	117	112
Dédougou	66	54	74	128	131	112	97	131	143	154
Diapaga	-	-	-	11	26	28	30	95	77	110
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	77	115	165
Djibo	-	-	-	-	-	-	34	122	84	64
Dori	35	42	26	52	49	68	107	138	147	128
Fada N'gourma	69	51	60	86	78	84	103	170	142	194
Gaoua	45	56	74	60	95	84	113	179	141	136
Kaya	77	94	104	143	189	172	194	264	265	267
Kongoussi	-	-	8	96	111	86	85	172	83	71
Koudougou	80	196	209	225	234	262	301	466	680	1 115
Léo	-	-	-	-	-	23	109	167	126	168
Manga	-	-	7	49	103	154	189	274	247	275
Nouna	-	-	-	-	-	-	15	71	74	68
Orodara	-	-	-	-	-	-	16	58	64	91
Ouagadougou	1 357	1 289	1 367	1 545	1 404	1 669	2 109	1 264	1 976	927
Ouahigouya	100	122	99	96	81	97	119	12	140	162
Tenkodogo	128	126	145	144	211	250	251	319	288	420
Tougan	-	-	5	5	35	86	76	140	122	79
Yako	-	-	-	6	106	90	125	235	231	256
Ziniaré	-	-	60	78	171	166	186	308	258	186

Tableau 3.27 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	2 285	2 272	2 349	3 031	3 403	3 920	4 751	5 499	5 916	5 618
Banfora	28	34	35	41	50	94	117	134	128	120
Bobo-Dioulasso	435	366	321	453	449	524	620	910	631	826
Bogandé	-	-	0	21	20	33	62	79	57	70
Boromo	-	-	-	30	37	83	59	123	113	102
Dédougou	62	49	70	121	124	108	89	127	135	141
Diapaga	-	-	-	11	26	28	29	92	70	89
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	77	112	158
Djibo	-	-	-	-	-	-	33	121	84	63
Dori	13	23	11	34	48	66	106	131	145	126
Fada N'gourma	67	50	60	81	75	83	102	164	136	190
Gaoua	43	56	73	60	93	81	112	178	122	135
Kaya	68	86	99	135	182	156	188	261	265	252
Kongoussi	-	-	7	87	97	84	80	171	82	67
Koudougou	74	191	199	211	228	245	282	426	511	890
Léo	-	-	-	-	-	21	101	155	112	149
Manga	-	-	7	48	99	154	181	260	229	261
Nouna	-	-	-	-	-	-	15	64	67	65
Orodara	-	-	-	-	-	-	15	57	56	85
Ouagadougou	1 271	1 171	1 170	1 375	1 288	1 486	1 839	992	1 860	822
Ouahigouya	100	122	94	93	75	94	111	10	133	154
Tenkodogo	124	124	141	143	206	246	224	288	273	344
Tougan	-	-	5	5	34	83	76	139	122	76
Yako	-	-	-	6	106	85	124	233	219	253
Ziniaré	-	-	57	76	166	166	186	307	254	180

Tableau 3.28 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	1 770	2 021	1 839	2 406	2 934	3 507	3 644	5 416	5 891	5 517
Banfora	41	37	44	49	31	88	136	146	135	84
Bobo-Dioulasso	440	395	327	467	473	478	620	649	702	928
Bogandé	-	-	0	23	22	33	63	79	54	71
Boromo	-	-	-	32	38	83	0	117	107	88
Dédougou	66	69	58	108	133	102	80	103	143	141
Diapaga	-	-	-	11	26	28	30	81	70	110
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	72	114	165
Djibo	-	-	-	-	-	-	34	115	90	66
Dori	13	23	9	34	37	64	107	123	133	115
Fada N'gourma	64	46	58	81	78	79	91	152	114	171
Gaoua	45	50	66	56	64	44	113	69	138	107
Kaya	75	98	114	145	188	173	134	204	255	231
Kongoussi	-	-	8	106	131	79	76	161	58	62
Koudougou	81	197	209	225	234	216	273	438	531	839
Léo	-	-	-	-	-	23	106	163	113	153
Manga	-	-	7	49	103	139	56	242	281	275
Nouna	-	-	-	-	-	-	15	71	74	73
Orodara	-	-	-	-	-	-	16	65	66	90
Ouagadougou	724	844	640	739	790	1 192	979	1 686	1 746	770
Ouahigouya	100	122	99	97	64	97	121	nd	149	145
Tenkodogo	121	140	138	126	212	247	208	213	237	306
Tougan	-	-	5	5	33	86	76	145	122	71
Yako	-	-	-	6	106	90	125	nd	221	272
Ziniaré	-	-	57	47	171	166	185	322	238	184

Tableau 3.29 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	7 940	8 401	8 285	11 259	13 348	14 201	9 784	12 117	11 071	12 070
Banfora	138	141	171	326	161	377	296	467	505	469
Bobo-Dioulasso	1 802	2 017	1 798	2 913	2 804	2 200	1 699	3 276	2 357	1 738
Bogandé	0	0	32	40	64	154	82	180	124	106
Boromo	0	0	0	64	163	152	162	204	397	242
Dédougou	325	215	308	366	406	729	410	369	298	421
Diapaga	0	0	0	20	104	149	165	152	132	116
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	140	189	253
Djibo	-	-	-	-	-	-	23	45	46	74
Dori	73	53	52	59	66	149	180	76	91	121
Fada N'gourma	194	156	195	226	224	285	321	214	300	383
Gaoua	152	173	182	195	336	345	342	305	202	175
Kaya	168	155	173	187	227	421	279	339	217	316
Kongoussi	0	0	12	76	104	254	153	189	194	236
Koudougou	212	257	296	309	324	432	440	502	452	362
Léo	-	-	-	-	-	56	47	113	96	109
Manga	-	-	6	78	95	68	158	195	265	280
Nouna	-	-	-	-	-	-	69	108	136	164
Orodara	-	-	-	-	-	-	47	89	163	90
Ouagadougou	4 420	4 430	4 250	5 345	6 756	6 885	3 212	3 912	3 531	4 967
Ouahigouya	191	266	289	313	321	413	454	365	545	571
Tenkodogo	265	538	406	432	565	608	569	414	269	336
Tougan	0	0	50	260	408	227	376	240	279	200
Yako	0	0	0	17	111	117	134	59	124	135
Ziniaré	0	0	65	33	109	180	166	164	159	206

Concept

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

Tableau 3.30 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Affaires civiles	2009	2 547	253	161	75	12	12	3 060
	2010	4 044	519	266	96	12	13	4 950
	2011	4 569	499	239	190	31	8	5 536
	2012	4 461	461	312	96	33	9	5 372
Affaires commerciales	2009	119	74	74	26	4	2	299
	2010	129	26	5	1	1	0	162
	2011	5	1	1	3	0	3	13
	2012	0	0	2	1	0	0	3
Ensemble	2009	2 666	327	235	101	16	14	3 359
	2010	4 173	545	271	97	13	13	5 112
	2011	4 574	500	240	193	31	11	5 549
	2012	4 461	461	314	97	33	9	5 375

Tableau 3.31 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 3 mois			De 3 mois à moins de 6 mois			De 6 mois à moins d'un an		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	4173	4569	4461	545	499	461	271	239	312
Banfora	214	109	76	28	7	16	8	1	11
Bobo-Dioulasso	558	498	638	156	38	53	33	48	43
Bogandé	76	56	63	2	1	2	0	0	0
Boromo	113	113	77	7	1	5	0	1	2
Dédougou	87	109	103	18	15	11	4	4	9
Diapaga	75	42	70	13	12	7	6	14	13
Diébougou	77	89	131	0	22	17	0	0	14
Djibo	107	69	60	6	64	4	8	3	2
Dori	120	101	105	7	18	11	3	13	4
Fada N'gourma	151	129	192	4	5	1	4	3	0
Gaoua	163	79	131	7	53	0	1	0	0
Kaya	230	203	221	12	20	11	7	13	11
Kongoussi	166	80	69	4	1	0	3	2	2
Koudougou	391	379	815	46	85	69	17	46	18
Léo	143	107	139	8	8	8	5	1	4
Manga	169	215	162	64	26	71	32	1	34
Nouna	61	64	60	3	5	3	4	3	1
Orodara	51	44	66	6	10	11	4	5	6
Ouagadougou	313	1390	375	107	87	108	115	71	96
Ouahigouya	0	112	123	0	9	9	0	6	19
Tenkodogo	235	0	293	30	0	31	12	0	18
Tougan	130	119	64	2	3	7	1	0	3
Yako	220	217	251	10	0	3	2	0	0
Ziniaré	323	245	177	5	9	3	2	4	2

Concepts

Grosse : Nom donné à la copie d'une décision de justice ou d'un acte notarié comportant la formule exécutoire. Elle est apposée par le greffier de la juridiction qui a rendu la décision ou par le notaire qui a dressé l'acte contenant une reconnaissance de dette.

Sources statistiques

Registres des parquets, rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.

Tableau 3.32 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	De 1 an à moins de 2 ans			de 2 ans à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	97	190	96	13	31	33	13	8	9
Banfora	2	2	2	2	1	1	0	2	0
Bobo-Dioulasso	13	18	3	0	5	10	0	1	4
Bogandé	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	1	4	4	2	1	0	0	0	0
Diébougou	0	2	5	0	0	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	1	0	0	1	0	0	0	0
Dori	1	6	3	0	2	2	0	1	0
Fada N'gourma	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	8	4	3	0	2	0	1	0	1
Kongoussi	2	0	3	0	0	1	0	0	0
Koudougou	0	15	2	0	2	4	0	0	1
Léo	1	1	3	0	1	10	0	3	0
Manga	4	0	5	1	0	1	0	0	0
Nouna	2	1	3	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	3	2	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	53	128	44	6	14	2	8	0	2
Ouahigouya	0	5	2	0	2	1	0	1	0
Tenkodogo	4	0	6	2	0	1	1	0	1
Tougan	1	0	2	0	0	0	0	0	0
Yako	0	0	1	0	0	0	1	0	0
Ziniaré	2	0	3	0	0	0	1	0	0

III.3.1.2. Activités civiles des parquets

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Liquidation : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

Procédure collective : Procédure qui se déroule devant le parquet civil dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation judiciaire.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Redressement : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

Sources statistiques

Registres du courrier arrivée et du courrier départ des parquets des tribunaux de grande instance.

Tableau 3.33 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles			Conclusions rendues		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Rectifications matérielles	1 693	2 829	4 059	1 480	2 230	4 065
Etat des personnes	3 344	3 017	5 652	3 408	3 706	4 331
<i>Rectifications, modifications et ajouts de nom</i>	3 139	2 825	5 497	3 022	3 459	4 172
<i>Adoptions</i>	83	82	97	228	141	93
<i>Naturalisations</i>	122	110	58	158	106	66
Procédures collectives	1	2	2	0	2	2
<i>Redressements</i>	0	1	0	0	1	0
<i>Liquidations</i>	1	1	2	0	1	2
Autres	216	262	244	261	279	202
Ensemble	5254	6110	9 957	5 149	6 217	8 600

Tableau 3.34 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil

	Affaires nouvelles			Conclusions rendues		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	5 254	6 110	9 957	5 149	6 217	8 600
Banfora	86	154	198	63	142	201
Bobo-Dioulasso	104	221	246	87	329	646
Bogandé	211	174	188	381	68	144
Boromo	77	280	381	138	391	365
Dédougou	189	263	300	259	262	331
Diapaga	44	5	66	51	7	69
Diébougou	79	30	159	56	103	153
Djibo	124	136	120	152	136	120
Dori	163	110	91	166	18	84
Fada N'gourma	204	171	71	203	160	71
Gaoua	144	160	319	121	131	308
Kaya	101	250	420	127	246	413
Kongoussi	nd	12	187	216	74	191
Koudougou	159	342	2 465	131	634	1 021
Léo	109	194	111	68	109	110
Manga	256	59	73	312	154	16
Nouna	152	125	145	146	121	163
Orodara	76	155	133	37	152	66
Ouagadougou	1 095	1 087	1 442	727	501	1 251
Ouahigouya	560	797	781	558	797	744
Tenkodogo	570	754	933	533	786	1 066
Tougan	405	354	764	376	580	731
Yako	267	171	255	105	160	255
Ziniaré	79	106	109	136	156	81

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

Conclusion rendue : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

Etat d'une personne : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

Procédure collective : Procédure qui se déroule devant le parquet civil dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation judiciaire.

Rectification matérielle : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau 3.35 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	1 693	2 829	4 059	3 344	3 017	5 652	1	2	2	216	262	244
Banfora	3	39	49	80	105	144	0	0	2	3	10	3
Bobo-Dioulasso	54	3	188	50	133	58	0	1	0	0	84	0
Bogandé	63	79	99	148	95	87	0	0	0	0	0	2
Boromo	4	91	141	72	189	240	0	0	0	1	0	0
Dédougou	32	97	102	138	166	191	0	0	0	19	0	7
Diapaga	2	1	23	42	4	41	0	0	0	0	0	2
Diébougou	69	20	73	10	10	84	0	0	0	0	0	2
Djibo	40	37	33	84	90	80	0	0	0	0	9	7
Dori	45	37	58	118	66	21	0	0	0	0	7	12
Fada N'gourma	50	24	49	154	146	22	0	0	0	0	1	0
Gaoua	2	50	156	113	106	163	0	0	0	29	4	0
Kaya	12	35	332	89	215	88	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	nd	0	58	nd	12	129	nd	0	0	nd	0	0
Koudougou	42	80	245	61	252	2220	0	0	0	56	10	0
Léo	33	65	107	76	129	4	0	0	0	0	0	0
Manga	47	13	1	209	45	65	0	0	0	0	1	7
Nouna	31	23	17	121	102	128	0	0	0	0	0	0
Orodara	4	8	11	61	144	122	0	0	0	11	3	0
Ouagadougou	181	770	751	851	272	554	1	1	0	62	44	137
Ouahigouya	428	642	393	132	124	379	0	0	0	0	31	9
Tenkodogo	465	559	688	105	195	197	0	0	0	0	0	48
Tougan	72	134	267	306	188	497	0	0	0	27	32	0
Yako	0	6	197	262	153	58	0	0	0	5	12	0
Ziniaré	14	16	21	62	76	80	0	0	0	3	14	8

Tableau 3.36 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	1 480	2 230	4 065	3 408	3 706	4 331	0	2	2	261	279	202
Banfora	1	35	49	61	101	147	0	0	2	1	6	3
Bobo-Dioulasso	51	1	256	36	240	390	0	0	0	0	88	0
Bogandé	71	40	94	310	28	49	0	0	0	0	0	1
Boromo	17	111	132	117	280	233	0	0	0	4	0	0
Dédougou	48	97	138	211	165	182	0	0	0	0	0	11
Diapaga	5	1	29	46	6	38	0	0	0	0	0	2
Diébougou	3	85	72	53	18	79	0	0	0	0	0	2
Djibo	36	37	33	116	90	80	0	0	0	0	9	7
Dori	55	0	58	111	18	21	0	0	0	0	0	5
Fada N'gourma	50	23	49	153	136	22	0	0	0	0	1	0
Gaoua	0	14	150	121	115	158	0	0	0	0	2	0
Kaya	37	35	332	90	211	81	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	87	1	58	127	72	133	0	0	0	2	1	0
Koudougou	20	85	139	46	536	882	0	0	0	65	13	0
Léo	59	0	107	9	109	3	0	0	0	0	0	0
Manga	31	42	0	281	112	16	0	0	0	0	0	0
Nouna	25	19	36	121	102	127	0	0	0	0	0	0
Orodara	4	8	11	22	144	55	0	0	0	11	0	0
Ouagadougou	6	78	660	566	351	489	0	2	0	155	70	102
Ouahigouya	428	642	393	130	124	345	0	0	0	0	31	6
Tenkodogo	360	665	819	173	121	195	0	0	0	0	0	52
Tougan	72	181	234	304	374	497	0	0	0	0	25	0
Yako	0	0	197	104	154	58	0	0	0	1	6	0
Ziniaré	14	30	19	100	99	51	0	0	0	22	27	11

III.3.2.Activités pénales des tribunaux de grande instance

III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (assignation, requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la Police judiciaire.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Sources statistiques

Registres des parquets.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau 3.37 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

Affaires nouvelles selon l'infraction	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186
Crimes et délits contre les particuliers	1 837	1 915	1 622	2 154	2 145	2 595	2 767	2 654	2 237	2 968
dont										
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	493	540	385	557	534	641	623	407	445	700
<i>Coups et blessures volontaires</i>	533	537	470	598	643	718	786	717	761	791
<i>Vols aggravés</i>	151	193	120	180	121	135	180	147	125	153
<i>Homicides volontaires, empoisonnement</i>	109	111	72	136	114	151	135	123	90	115
<i>Viols</i>	98	126	97	148	137	147	189	179	115	164
<i>Coups mortels</i>	97	71	63	142	74	98	98	96	81	95
<i>Assassinats</i>	35	57	48	86	59	71	84	70	86	93
Crimes et délits contre les biens	3 317	3 723	3 951	4 433	4 962	5 598	6 164	5 971	5 135	5 714
dont										
<i>Vols, recels, extorsions, escroqueries</i>	2 625	3 029	3 210	3 582	3 921	4 510	4 888	4 615	3 945	4 273
<i>Abus de confiance</i>	460	453	486	536	643	740	803	833	722	796
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	154	164	143	201	227	248	292	332	328	370
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	237	311	282	353	475	601	693	801	481	598
dont										
<i>Stupéfiants</i>	94	143	123	159	230	249	327	344	155	176
<i>Enlèvements d'enfants</i>	34	32	28	48	65	58	103	139	106	139
<i>Trafic d'enfants</i>	3	21	16	21	22	38	11	19	14	17
<i>Mutilations génitales féminines</i>	30	26	31	26	28	38	32	20	23	28
<i>Attentats aux mœurs</i>	21	27	34	23	44	90	120	123	73	95
Crimes et délits contre la chose publique	244	277	337	380	360	418	578	562	305	525
dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	107	132	163	155	154	163	271	261	93	235
<i>Détournement de biens et deniers publics</i>	25	28	34	39	24	21	37	29	25	33
<i>Association de malfaiteurs</i>	17	18	31	57	27	42	51	13	22	38
Infractions en matière d'armes et munitions	88	68	99	103	96	97	95	81	70	87
Contraventions	56	157	101	101	80	57	39	59	27	7
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	-	177	221	232	568	516	287

Concepts

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures, de porter des coups ou de commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 3.38 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186
Banfora	273	314	261	215	354	423	488	531	381	519
Bobo-Dioulasso	979	1 169	1 093	921	1 073	1 106	1 109	1 095	957	844
Bogandé	-	-	89	181	194	201	233	241	218	282
Boromo	-	-	-	351	281	358	438	326	383	423
Dédougou	552	469	461	302	302	425	396	364	373	343
Diapaga	-	-	-	43	143	151	173	201	160	189
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	14	143	228
Djibo	-	-	-	-	-	-	245	210	199	184
Dori	274	262	228	300	242	381	396	317	265	315
Fada N'gourma	384	415	309	374	364	380	507	522	363	505
Gaoua	373	356	478	413	434	440	457	480	259	268
Kaya	197	216	269	318	454	446	512	361	335	324
Kongoussi	-	-	65	274	186	325	189	145	101	128
Koudougou	225	577	330	531	452	467	123	638	559	622
Léo	-	-	-	-	-	89	261	184	160	288
Manga	-	-	48	276	336	368	386	356	298	352
Nouna	-	-	-	-	-	-	61	139	124	169
Orodara	-	-	-	-	-	-	99	135	147	179
Ouagadougou	1 702	1 910	1 669	1 909	2 219	2 589	2 806	2 787	2 317	2 556
Ouahigouya	358	330	363	231	222	261	277	292	232	230
Tenkodogo	462	413	521	576	596	739	851	789	420	817
Tougan	-	-	57	157	139	152	222	216	171	148
Yako	-	-	-	26	142	124	175	151	63	60
Ziniaré	-	20	151	126	162	162	164	202	143	213

Tableau 3.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	1 837	1 915	1 622	2 154	2 145	2 595	2 767	2 654	2 237	2 968
Banfora	66	83	82	51	129	179	143	126	129	235
Bobo-Dioulasso	481	410	326	230	275	281	308	237	178	226
Bogandé	-	-	13	55	53	53	55	59	49	70
Boromo	-	-	-	152	86	103	130	69	69	154
Dédougou	144	121	112	87	92	95	106	99	144	105
Diapaga	-	-	-	13	48	54	67	62	55	77
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	5	46	87
Djibo	-	-	-	-	-	-	136	89	80	67
Dori	93	85	64	110	90	146	132	87	83	126
Fada N'gourma	143	161	116	142	111	120	143	133	105	133
Gaoua	97	100	137	78	138	141	133	163	67	87
Kaya	44	65	67	92	115	101	119	62	62	73
Kongoussi	-	-	17	138	61	122	70	47	15	46
Koudougou	107	164	90	144	120	150	28	219	226	242
Léo	-	-	-	-	-	18	64	28	43	90
Manga	-	-	12	52	42	62	91	84	61	88
Nouna	-	-	-	-	-	-	29	61	45	56
Orodara	-	-	-	-	-	-	25	38	41	61
Ouagadougou	391	519	314	512	465	580	512	513	452	584
Ouahigouya	92	75	84	54	52	52	81	68	61	55
Tenkodogo	179	126	131	163	155	230	211	208	121	187
Tougan	-	-	10	37	30	30	71	70	34	39
Yako	-	-	-	10	50	28	79	57	10	14
Ziniaré	-	6	47	34	33	50	34	70	61	66

Concepts

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice, des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Tableau 3.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	3 317	3 723	3 951	4 433	4 962	5 598	6164	5 971	5 135	5 714
Banfora	175	171	150	132	206	182	304	258	206	213
Bobo-Dioulasso	428	596	619	554	622	610	636	663	541	534
Bogandé	-	-	62	112	117	119	130	143	148	164
Boromo	-	-	-	139	150	199	240	174	189	230
Dédougou	321	284	285	176	163	261	214	187	189	199
Diapaga	-	-	-	23	58	74	79	97	77	79
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	8	88	109
Djibo	-	-	-	-	-	-	84	87	103	97
Dori	157	139	143	162	123	175	206	162	134	154
Fada N'gourma	184	200	151	188	203	215	271	259	196	245
Gaoua	225	196	268	266	218	238	243	221	147	151
Kaya	135	134	175	183	256	282	314	234	228	209
Kongoussi	-	-	46	117	104	150	110	72	71	64
Koudougou	87	354	203	337	281	275	78	340	293	329
Léo	-	-	-	-	-	62	170	125	97	161
Manga	-	-	26	182	240	252	239	218	203	220
Nouna	-	-	-	-	-	-	28	61	67	99
Orodara	-	-	-	-	-	-	50	55	76	83
Ouagadougou	1 152	1 175	1 129	1 168	1 455	1 676	1793	1674	1532	1 531
Ouahigouya	227	232	240	148	137	170	155	139	134	134
Tenkodogo	226	229	330	365	377	412	544	509	227	491
Tougan	-	-	32	96	100	97	101	113	90	88
Yako	-	-	-	11	60	51	70	67	38	29
Ziniaré	-	13	92	74	92	98	105	105	61	101

Tableau 3.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	2 625	3 029	3 210	3 582	3 921	4 510	4 888	4 615	3 945	4 273
Banfora	148	115	125	90	148	126	217	164	122	115
Bobo-Dioulasso	308	486	498	435	438	434	471	506	414	392
Bogandé	-	-	58	96	104	112	120	121	137	152
Boromo	-	-	-	113	129	166	179	137	146	142
Dédougou	273	257	245	145	118	203	164	146	130	140
Diapaga	-	-	-	16	40	59	62	72	54	54
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	3	78	93
Djibo	-	-	-	-	-	-	64	72	78	68
Dori	117	112	102	117	84	140	159	126	104	112
Fada N'gourma	147	170	123	151	164	177	241	210	159	208
Gaoua	169	159	207	214	179	194	191	175	118	108
Kaya	117	115	160	175	200	251	277	209	178	176
Kongoussi	-	-	37	103	92	121	92	62	61	51
Koudougou	37	280	160	265	228	220	69	274	209	214
Léo	-	-	-	-	-	59	145	109	78	131
Manga	-	-	18	155	209	219	189	173	170	182
Nouna	-	-	-	-	-	-	23	39	45	62
Orodara	-	-	-	-	-	-	23	35	55	49
Ouagadougou	928	932	898	922	1 125	1 321	1 418	1 254	1 179	1 154
Ouahigouya	202	211	202	127	117	152	117	116	96	102
Tenkodogo	179	181	273	301	332	340	426	385	175	388
Tougan	-	-	24	82	84	85	79	86	77	68
Yako	-	-	-	11	53	46	60	52	31	24
Ziniaré	-	11	80	64	77	85	102	89	51	88

Concepts

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cité.

Crimes et délits contre la chose publique

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 3.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	237	311	282	353	475	601	693	801	481	598
Banfora	15	21	11	14	7	43	21	19	21	27
Bobo-Dioulasso	22	35	29	51	53	70	56	70	55	57
Bogandé	-	-	11	8	13	18	17	20	9	33
Boromo	-	-	-	11	12	23	24	22	17	16
Dédougou	26	17	22	7	10	24	19	22	23	18
Diapaga	-	-	-	3	10	11	15	25	13	11
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	3	12
Djibo	-	-	-	-	-	-	11	8	11	5
Dori	13	19	8	6	10	16	23	32	15	14
Fada N'gourma	19	21	9	14	26	22	38	54	36	48
Gaoua	17	20	28	22	28	19	29	35	16	20
Kaya	8	8	15	21	28	26	25	32	20	18
Kongoussi	-	-	-	6	4	17	5	12	4	13
Koudougou	13	23	12	21	32	25	5	40	21	23
Léo	-	-	-	-	-	6	21	11	5	21
Manga	-	-	6	18	21	21	18	13	1	19
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	9	6	8
Orodara	-	-	-	-	-	-	12	5	3	14
Ouagadougou	70	115	68	92	140	172	236	301	149	144
Ouahigouya	14	7	12	13	9	20	25	14	7	18
Tenkodogo	20	24	31	23	32	41	55	37	23	41
Tougan	-	-	12	9	4	15	17	9	16	7
Yako	-	-	-	4	11	2	9	5	2	4
Ziniaré	-	1	8	10	25	10	12	6	5	7

Tableau 3.43 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	244	277	337	380	360	418	578	562	305	525
Banfora	12	11	12	13	9	13	18	42	17	37
Bobo-Dioulasso	33	37	40	34	44	80	66	59	62	18
Bogandé	-	-	3	3	6	7	23	10	5	1
Boromo	-	-	-	9	17	10	16	11	17	11
Dédougou	25	20	21	11	8	12	13	19	13	12
Diapaga	-	-	-	1	7	4	7	8	8	16
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	2	9
Djibo	-	-	-	-	-	-	8	10	2	2
Dori	9	13	11	19	13	24	21	18	15	17
Fada N'gourma	15	10	11	19	13	13	33	21	14	39
Gaoua	19	28	29	35	9	9	26	23	8	5
Kaya	3	5	6	18	22	22	28	15	10	21
Kongoussi	-	-	2	12	4	11	3	11	7	3
Koudougou	12	31	18	21	12	12	7	32	15	23
Léo	-	-	-	-	-	2	2	8	4	12
Manga	-	-	2	15	15	17	25	13	3	18
Nouna	-	-	-	-	-	-	1	5	2	6
Orodara	-	-	-	-	-	-	5	23	6	10
Ouagadougou	84	90	129	122	131	138	201	162	44	214
Ouahigouya	18	13	20	13	16	9	15	15	11	10
Tenkodogo	14	19	28	18	19	20	26	35	23	21
Tougan	-	-	2	11	4	8	20	10	10	6
Yako	-	-	-	1	3	6	10	4	3	7
Ziniaré	-	0	3	5	8	1	4	8	4	7

Concepts

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles (au moins onze jours et au plus cinq années).

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

Tableau 3.44 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186
Chambre correctionnelle	4 333	4 800	4 888	5 635	6 330	7 142	7 841	7 567	6 534	7 303
<i>Flagrants délits</i>	3 020	3 563	3 710	4 088	4 617	5 070	6 077	5 653	4 594	5 209
<i>Citations directes</i>	1 313	1 237	1 178	1 547	1 713	2 072	1 764	1 914	1 940	2 094
Renvois à l'instruction	705	784	671	1 020	755	968	1 112	822	875	914
Affaires classées sans suite	741	867	833	869	1 210	1 477	1 615	2 307	1 362	1 969

Tableau 3.45 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	4 333	4 800	4 888	5 635	6 330	7 142	7 841	7 567	6 534	7 303
Banfora	187	190	208	170	238	263	328	268	239	299
Bobo-Dioulasso	630	798	787	711	767	764	764	805	686	694
Bogandé	-	-	57	125	137	149	173	192	192	259
Boromo	-	-	-	219	196	260	272	194	219	265
Dédougou	419	350	353	224	220	262	308	305	280	247
Diapaga	-	-	-	36	126	115	132	180	120	133
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	12	124	197
Djibo	-	-	-	-	-	-	107	122	142	123
Dori	190	179	148	186	135	201	235	183	188	221
Fada N'gourma	303	329	231	297	294	297	398	365	259	363
Gaoua	292	284	331	269	278	269	320	338	175	178
Kaya	171	183	216	240	308	341	404	304	321	262
Kongoussi	-	-	55	129	137	221	142	117	94	111
Koudougou	164	425	248	411	362	360	93	481	320	269
Léo	-	-	-	-	-	74	218	165	139	214
Manga	-	-	38	235	263	263	268	242	220	256
Nouna	-	-	-	-	-	-	45	96	90	114
Orodara	-	-	-	-	-	-	70	81	105	112
Ouagadougou	1 303	1 466	1 310	1 478	1 855	2 150	2 291	2 074	1 885	1 900
Ouahigouya	302	249	273	175	174	239	227	181	168	168
Tenkodogo	372	333	459	483	525	561	661	541	285	564
Tougan	-	-	55	129	132	140	154	127	124	120
Yako	-	-	-	16	97	96	86	63	40	48
Ziniaré	-	14	119	102	86	117	145	131	119	186

Tableau 3.46 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	3 020	3 563	3 710	4 088	4 617	5 070	6 077	5 653	4 594	5 209
Banfora	135	111	124	116	162	94	242	170	158	170
Bobo-Dioulasso	250	470	576	565	549	570	611	648	457	498
Bogandé	-	-	52	100	115	124	154	157	168	213
Boromo	-	-	-	118	167	223	244	172	187	201
Dédougou	338	281	272	151	127	187	188	177	152	157
Diapaga	-	-	-	22	55	82	101	111	86	89
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	98	113
Djibo	-	-	-	-	-	-	74	88	109	101
Dori	124	123	109	126	111	158	196	152	137	156
Fada N'gourma	191	238	162	191	222	246	313	281	227	280
Gaoua	233	244	267	224	217	217	263	234	132	129
Kaya	163	161	186	213	250	296	326	283	257	231
Kongoussi	-	-	27	96	99	157	113	98	78	92
Koudougou	89	314	167	298	254	252	79	340	199	184
Léo	-	-	-	-	-	67	181	140	94	140
Manga	-	-	30	187	204	210	201	192	184	206
Nouna	-	-	-	-	-	-	33	65	54	70
Orodara	-	-	-	-	-	-	47	59	57	66
Ouagadougou	1 043	1 147	1 038	979	1 287	1 335	1723	1491	1219	1354
Ouahigouya	220	218	203	139	134	200	169	124	114	121
Tenkodogo	234	247	361	368	424	397	516	427	215	404
Tougan	-	-	55	98	96	111	115	105	112	94
Yako	-	-	-	12	75	59	78	44	37	29
Ziniaré	-	9	81	85	69	85	110	95	63	111

Tableau 3.47: Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	1 313	1 237	1 178	1 547	1 713	2 072	1 764	1 914	1 940	2 094
Banfora	52	79	84	54	76	169	86	98	81	129
Bobo-Dioulasso	380	328	211	146	218	194	153	157	229	196
Bogandé	-	-	5	25	22	25	19	35	24	46
Boromo	-	-	-	101	29	37	28	22	32	64
Dédougou	81	69	81	73	93	75	120	128	128	90
Diapaga	-	-	-	14	71	33	31	69	34	44
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	12	26	84
Djibo	-	-	-	-	-	-	33	34	33	22
Dori	66	56	39	60	24	43	39	31	51	65
Fada N'gourma	112	91	69	106	72	51	85	84	32	83
Gaoua	59	40	64	45	61	52	57	104	43	49
Kaya	8	22	30	27	58	45	78	21	64	31
Kongoussi	-	-	28	33	38	64	29	19	16	19
Koudougou	75	111	81	113	108	108	14	141	121	85
Léo	-	-	-	-	-	7	37	25	45	74
Manga	-	-	8	48	59	53	67	50	36	50
Nouna	-	-	-	-	-	-	12	31	36	44
Orodara	-	-	-	-	-	-	23	22	48	46
Ouagadougou	260	319	272	499	568	815	568	583	666	546
Ouahigouya	82	31	70	36	40	39	58	57	54	47
Tenkodogo	138	86	98	115	101	164	145	114	70	160
Tougan	-	-	-	31	36	29	39	22	12	26
Yako	-	-	-	4	22	37	8	19	3	19
Ziniaré	-	5	38	17	17	32	35	36	56	75

Tableau 3.48: Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	705	784	671	1 020	755	968	1112	822	875	914
Banfora	35	49	28	33	38	30	52	38	26	36
Bobo-Dioulasso	82	94	101	74	87	98	74	71	53	53
Bogandé	-	-	19	30	35	39	49	23	26	23
Boromo	-	-	-	69	32	21	24	21	30	21
Dédougou	49	37	29	40	25	34	28	25	32	33
Diapaga	-	-	-	5	9	20	17	19	15	38
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	2	19	22
Djibo	-	-	-	-	-	-	104	14	15	12
Dori	11	23	19	35	25	29	25	21	27	26
Fada N'gourma	66	67	50	54	43	58	62	60	42	26
Gaoua	40	32	53	34	37	52	42	35	19	21
Kaya	18	18	24	52	53	55	54	22	9	22
Kongoussi	-	-	7	123	19	36	21	17	7	9
Koudougou	33	56	31	38	32	52	18	61	49	61
Léo	-	-	-	-	-	13	24	15	17	42
Manga	-	-	7	35	27	35	37	35	26	38
Nouna	-	-	-	-	-	-	8	10	12	18
Orodara	-	-	-	-	-	-	17	20	18	21
Ouagadougou	276	312	219	275	163	260	323	180	354	280
Ouahigouya	31	34	18	19	19	10	26	32	20	14
Tenkodogo	64	59	51	76	61	84	59	61	20	56
Tougan	-	-	2	9	5	8	10	9	7	8
Yako	-	-	-	8	28	23	20	15	8	7
Ziniaré	-	3	13	11	17	11	18	16	24	27

Tableau 3.49 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	741	867	833	869	1 210	1 477	1 615	2 307	1 362	1 969
Banfora	51	75	25	12	78	130	108	225	116	184
Bobo-Dioulasso	267	277	205	136	219	244	271	219	218	97
Bogandé	-	-	13	26	22	13	11	26	0	0
Boromo	-	-	0	63	53	77	142	111	134	137
Dédougou	84	82	79	38	57	129	60	34	61	63
Diapaga	-	-	-	2	8	16	24	2	25	18
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	9
Djibo	-	-	-	-	-	-	34	74	42	49
Dori	73	60	61	79	82	151	136	113	50	68
Fada N'gourma	15	19	28	23	27	25	47	97	62	116
Gaoua	41	40	94	110	119	119	95	107	65	69
Kaya	8	15	29	26	93	50	54	35	5	40
Kongoussi	-	-	3	22	30	68	26	11	0	8
Koudougou	28	96	51	82	58	55	12	96	190	292
Léo	-	-	-	-	-	2	19	4	4	32
Manga	-	-	3	6	46	70	81	79	52	58
Nouna	-	-	-	-	-	-	8	33	22	37
Orodara	-	-	-	-	-	-	12	34	24	46
Ouagadougou	123	132	140	156	201	179	192	533	78	376
Ouahigouya	25	47	72	37	29	12	24	79	44	48
Tenkodogo	26	21	11	17	10	94	131	187	115	197
Tougan	-	-	-	19	2	4	58	80	40	20
Yako	-	-	-	2	17	5	69	73	15	5
Ziniaré	-	3	19	13	59	34	1	55	0	0

Concepts

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire : Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

Orientations du Parquet

Chambre correctionnelle : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles (au moins onze jours et au plus cinq années).

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Renvoi à l'instruction : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

Tableau 3.50 : Mineurs concernés par les activités des parquets

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Mineurs impliqués	178	218	219	252	365	558	503	331	325	384
Mineurs renvoyés en flagrant délit	100	140	153	167	256	317	357	233	255	268
Mineurs renvoyés en citation directe	25	29	23	45	53	147	54	33	18	38
Mineurs renvoyés à l'instruction	30	26	19	24	28	34	44	27	25	24
Mineurs relaxés après classement sans suite	23	23	24	16	28	60	48	38	27	54
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	78	115	108	139	222	448	315	93	125	248

Tableau 3.51 : Mineurs **impliqués** dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	178	218	219	252	365	558	502	326	323	384
Banfora	8	15	14	6	14	11	12	6	9	11
Bobo-Dioulasso	4	2	7	11	36	69	29	9	6	33
Bogandé	-	-	1	6	16	11	13	2	2	20
Boromo	-	-	-	12	8	16	19	8	13	10
Dédougou	27	17	23	14	11	30	22	13	0	20
Diapaga	-	-	-	5	5	3	7	14	0	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	5	6
Djibo	-	-	-	-	-	-	13	10	25	8
Dori	17	7	6	14	15	25	28	12	17	19
Fada N'gourma	13	17	7	16	16	27	33	22	16	13
Gaoua	11	32	30	33	32	19	12	16	14	13
Kaya	17	7	9	8	19	39	41	15	23	20
Kongoussi	-	-	-	-	13	17	12	16	0	12
Koudougou	10	20	22	26	7	16	15	38	17	43
Léo	-	-	-	-	-	2	13	11	8	4
Manga	-	-	1	18	4	9	15	19	40	27
Nouna	-	-	-	-	-	-	2	7	7	8
Orodara	-	-	-	-	-	-	6	10	13	5
Ouagadougou	39	55	48	18	79	83	128	29	48	37
Ouahigouya	17	18	23	13	32	5	4	15	23	9
Tenkodogo	15	28	19	33	39	10	30	26	18	41
Tougan	-	-	3	12	4	152	9	14	8	16
Yako	-	-	-	2	3	4	13	5	5	2
Ziniaré	-	-	6	5	12	10	26	9	6	6

III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, deux types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délits

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Coups et blessures volontaires : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Destructions, dégradations, dommages : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau 3.52 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414
Flagrants délits	3 449	3 382	3 894	4 353	4 305	5 097	5 849	5 619	4 686	4 941
Citations directes	809	910	1 009	919	942	1 086	1 105	1 067	1 069	1 473
Jugements rendus selon le type de décision	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414
Contradictoire	4 036	3 947	4 425	4 827	4 997	5 733	6 727	6 559	5 604	6 242
Réputé contradictoire							10	1	7	16
Défaut	161	251	407	324	186	234	186	112	129	154
Autre	61	94	71	121	64	216	31	14	15	2
Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2010	2012
Ensemble	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414
Délits contre la chose publique	181	210	271	224	214	201	327	300	208	264
dont :										
<i>Faux et usage de faux</i>	54	93	90	78	78	73	130	129	73	108
<i>Détournement de biens et de deniers publics</i>	7	10	7	5	8	2	60	12	3	7
Délits contre les particuliers	694	839	945	928	858	1 014	1 038	963	829	1 262
dont :										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	370	480	502	504	472	479	576	548	480	558
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	242	264	328	305	237	336	267	206	168	445
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	170	218	233	271	337	432	511	514	370	375
dont :										
<i>Stupéfiants</i>	88	105	112	149	197	207	262	244	132	134
<i>Mutilations génitales féminines</i>	20	25	25	24	25	33	33	18	22	21
Délits contre les biens	3 138	2 938	3 341	3 717	3 659	4 398	4 868	4 604	4 002	4 281
dont :										
<i>Vols, extorsions, recels, escroqueries</i>	2 641	2 420	2 820	3 082	3 072	3 685	4 109	3 881	3 356	3 506
<i>Abus de confiance</i>	371	371	392	434	422	514	527	540	494	533
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	70	85	76	128	119	145	183	127	104	190
Délits en matière d'armes et de munitions	59	63	92	88	80	79	89	69	54	66
Infractions non déterminées	16	24	21	44	0	0	0	0	0	0
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	-	99	59	112	236	292	166

Concepts

Délits :

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Sources statistiques :

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

Note :

Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».

Tableau 3.53 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 954	6 686	5 755	6 414
Banfora	126	174	218	253	284	231	330	247	270	316
Bobo-Dioulasso	596	909	1 039	915	730	808	652	695	516	654
Bogandé	-	-	62	116	114	150	170	187	191	238
Boromo	-	-	-	159	214	257	297	251	212	238
Dédougou	364	302	290	195	208	349	285	245	217	252
Diapaga	-	-	-	23	75	101	121	157	112	99
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	124	184
Djibo	-	-	-	-	-	-	89	135	128	127
Dori	163	156	220	179	144	168	228	197	142	204
Fada N'gourma	276	267	226	240	237	277	314	282	217	294
Gaoua	284	341	312	312	268	303	288	290	187	172
Kaya	198	185	190	230	269	349	390	289	281	254
Kongoussi	-	-	27	121	144	222	139	108	100	97
Koudougou	216	288	295	346	301	331	463	520	327	407
Léo	-	-	-	-	-	60	173	151	108	190
Manga	-	-	25	228	253	293	256	246	227	241
Nouna	-	-	-	-	-	-	39	79	85	94
Orodara	-	-	-	-	-	-	65	92	96	90
Ouagadougou	1 397	1 168	1 211	1 105	1 096	1 175	1 436	1 686	1 364	1 312
Ouahigouya	290	189	243	173	178	238	197	nd	151	157
Tenkodogo	348	313	434	474	453	591	615	500	423	468
Tougan	-	-	21	112	126	125	143	146	145	120
Yako	-	-	-	0	77	54	75	58	49	47
Ziniaré	-	-	90	91	76	101	189	125	83	159

Tableau 3.54 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	3 449	3 382	3 894	4 353	4 305	5 097	5 849	5 619	4 686	4 941
Banfora	100	134	153	157	176	169	227	167	155	173
Bobo-Dioulasso	452	511	619	629	573	652	564	622	446	545
Bogandé	-	-	57	101	101	130	150	155	181	224
Boromo	-	-	-	131	174	224	258	208	186	198
Dédougou	346	272	232	161	133	210	192	176	132	161
Diapaga	-	-	-	18	49	87	99	112	81	80
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	98	111
Djibo	-	-	-	-	-	-	74	102	98	104
Dori	110	134	190	157	125	144	194	159	113	146
Fada N'gourma	186	220	178	187	200	246	292	258	208	255
Gaoua	250	273	273	273	215	236	248	234	129	121
Kaya	142	129	163	198	217	296	325	272	248	208
Kongoussi	-	-	25	94	110	194	121	98	86	80
Koudougou	165	225	231	273	244	234	358	349	207	203
Léo	-	-	-	-	-	58	160	140	95	150
Manga	-	-	22	204	228	231	193	205	190	195
Nouna	-	-	-	-	-	-	29	57	53	66
Orodara	-	-	-	-	-	-	36	69	60	56
Ouagadougou	1 253	1 056	1 114	1 010	973	1 058	1 341	1 552	1 206	1 109
Ouahigouya	228	184	198	172	149	209	179	nd	135	119
Tenkodogo	217	244	336	396	398	469	517	421	355	401
Tougan	-	-	21	112	105	114	112	115	125	100
Yako	-	-	-	0	70	49	69	54	35	33
Ziniaré	-	-	82	80	65	87	111	94	64	103

Concepts

Flagrant délit : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

Jugement rendu : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

Type de décisions : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau 3.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	809	910	1 009	919	942	1 086	1 105	1 067	1 069	1 473
Banfora	26	40	65	96	108	62	103	80	115	143
Bobo-Dioulasso	144	398	420	286	157	156	88	73	70	109
Bogandé	-	-	5	15	13	20	20	32	10	14
Boromo	-	-	-	28	40	33	39	43	26	40
Dédougou	18	30	58	34	75	139	93	69	85	91
Diapaga	-	-	-	5	26	14	22	45	31	19
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	26	73
Djibo	-	-	-	-	-	-	15	33	30	23
Dori	53	22	30	22	19	24	34	38	29	58
Fada N'gourma	90	47	48	53	37	31	22	24	9	39
Gaoua	34	68	39	39	53	67	40	56	58	51
Kaya	56	56	27	32	52	53	65	17	33	46
Kongoussi	-	-	2	27	34	28	18	10	14	17
Koudougou	51	63	64	73	57	97	105	171	120	204
Léo	-	-	-	-	-	2	13	11	13	40
Manga	-	-	3	24	25	62	63	41	37	46
Nouna	-	-	-	-	-	-	10	22	32	28
Orodara	-	-	-	-	-	-	29	23	36	34
Ouagadougou	144	112	97	95	123	117	95	134	158	203
Ouahigouya	62	5	45	1	29	29	18	nd	16	38
Tenkodogo	131	69	98	78	55	122	98	79	68	67
Tougan	-	-	0	0	21	11	31	31	20	20
Yako	-	-	-	0	7	5	6	4	14	14
Ziniaré	-	-	8	11	11	14	78	31	19	56

Tableau 3.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	4 036	3 947	4 425	4 827	4 997	5 733	6 727	6 559	5 604	6 242
Banfora	119	155	165	196	215	217	323	229	240	277
Bobo-Dioulasso	564	684	719	674	659	767	645	695	516	637
Bogandé	-	-	62	116	106	146	163	186	190	229
Boromo	-	-	-	153	201	256	270	223	210	238
Dédougou	364	300	280	192	207	274	284	244	214	243
Diapaga	-	-	-	23	72	98	114	157	112	99
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	120	184
Djibo	-	-	-	-	-	-	89	133	126	127
Dori	158	156	220	179	130	160	227	176	140	195
Fada N'gourma	249	258	222	232	234	263	314	281	216	293
Gaoua	282	334	307	307	259	275	277	284	176	165
Kaya	193	177	184	225	258	330	381	285	280	247
Kongoussi	-	-	27	121	143	213	139	108	99	97
Koudougou	206	277	286	332	300	298	428	503	261	357
Léo	-	-	-	-	-	60	173	151	108	186
Manga	-	-	25	220	251	281	249	243	224	239
Nouna	-	-	-	-	-	-	37	79	83	94
Orodara	-	-	-	-	-	-	65	91	96	90
Ouagadougou	1 295	1 117	1 173	1 027	1 074	1 012	1412	1678	1360	1309
Ouahigouya	285	188	234	166	171	238	197	nd	148	155
Tenkodogo	321	301	412	461	445	577	562	491	415	463
Tougan	-	-	21	112	126	121	140	144	138	120
Yako	-	-	-	0	76	52	75	58	49	46
Ziniaré	-	-	88	91	70	95	163	120	83	152

Tableau 3.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	161	251	407	324	186	234	186	112	129	154
Banfora	4	18	52	56	63	14	7	15	30	39
Bobo-Dioulasso	14	173	283	200	45	41	6	0	0	5
Bogandé	-	-	0	0	7	3	5	0	1	7
Boromo	-	-	-	6	13	1	27	28	2	0
Dédougou	0	2	10	3	1	75	1	1	0	9
Diapaga	-	-	-	0	1	2	3	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	2	2	0
Dori	4	0	0	0	0	0	1	20	2	9
Fada N'gourma	27	9	4	8	3	0	0	1	0	1
Gaoua	2	5	3	3	9	28	9	6	8	7
Kaya	5	8	5	4	6	9	8	2	1	7
Kongoussi	-	-	0	0	1	0	0	0	1	0
Koudougou	10	11	9	14	0	33	35	17	65	50
Léo	-	-	-	-	-	0	0	0	0	1
Manga	-	-	0	3	1	6	7	2	3	2
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	2	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	1	0	0
Ouagadougou	63	12	9	7	15	2	3	4	4	3
Ouahigouya	5	1	8	7	7	0	0	nd	0	1
Tenkodogo	27	12	22	13	8	14	45	8	7	5
Tougan	-	-	0	0	0	4	3	2	1	0
Yako	-	-	-	0	0	1	0	0	0	1
Ziniaré	-	-	2	0	6	1	26	3	0	7

Tableau 3.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	694	839	945	928	858	1 014	1038	963	829	1262
Banfora	17	27	63	80	68	45	53	37	45	89
Bobo-Dioulasso	95	229	240	169	136	116	64	53	47	113
Bogandé	-	-	13	29	14	22	24	21	25	32
Boromo	-	-	-	29	41	46	50	41	26	56
Dédougou	63	63	65	36	47	90	69	51	50	63
Diapaga	-	-	-	4	23	24	25	39	34	26
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	30	47
Djibo	-	-	-	-	-	-	26	45	51	48
Dori	33	37	96	64	39	35	47	33	23	60
Fada N'gourma	67	65	74	58	51	42	44	46	27	38
Gaoua	35	61	43	43	52	52	45	61	34	41
Kaya	32	41	34	41	40	54	55	28	35	37
Kongoussi	-	-	3	24	39	57	25	20	13	26
Koudougou	54	67	45	69	53	73	94	108	40	132
Léo	-	-	-	-	-	5	26	16	12	13
Manga	-	-	7	27	16	35	50	32	32	38
Nouna	-	-	-	-	-	-	9	15	18	23
Orodara	-	-	-	-	-	-	18	17	20	20
Ouagadougou	148	140	142	97	100	111	95	174	119	185
Ouahigouya	57	32	36	28	32	36	30	nd	23	29
Tenkodogo	93	77	71	94	59	130	95	61	68	63
Tougan	-	-	6	16	15	15	23	32	28	24
Yako	-	-	-	0	19	11	13	8	10	7
Ziniaré	-	-	7	20	14	15	58	25	19	52

Tableau 3.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	3 138	2 938	3 341	3 717	3 659	4 398	4868	4604	4002	4281
Banfora	95	129	123	148	186	160	227	160	148	165
Bobo-Dioulasso	452	567	661	587	489	593	491	531	388	467
Bogandé	-	-	47	81	88	113	128	145	152	173
Boromo	-	-	-	110	142	171	208	161	154	160
Dédougou	257	207	189	125	136	223	178	159	122	149
Diapaga	-	-	-	14	37	61	72	86	62	64
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	85	113
Djibo	-	-	-	-	-	-	53	73	66	71
Dori	113	105	106	99	94	111	149	136	92	124
Fada N'gourma	180	183	130	164	151	192	226	177	153	181
Gaoua	201	211	216	216	165	205	197	179	120	114
Kaya	138	120	137	164	190	251	286	222	208	185
Kongoussi	-	-	23	92	101	141	104	68	77	59
Koudougou	157	194	222	245	214	227	331	315	195	210
Léo	-	-	-	-	-	52	127	119	91	141
Manga	-	-	14	163	194	226	170	179	169	170
Nouna	-	-	-	-	-	-	25	44	50	66
Orodara	-	-	-	-	-	-	35	42	65	52
Ouagadougou	1 115	888	926	885	801	896	1046	1216	1020	965
Ouahigouya	216	146	175	127	126	170	135	nd	107	103
Tenkodogo	214	188	285	351	343	405	436	367	304	353
Tougan	-	-	13	86	94	85	81	95	88	74
Yako	-	-	-	0	49	40	50	48	34	28
Ziniaré	-	-	74	60	59	76	113	82	52	94

Tableau 3.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	170	218	233	271	337	432	511	514	370	375
Banfora	9	14	15	9	10	13	16	2	32	20
Bobo-Dioulasso	16	29	40	50	57	50	37	50	29	36
Bogandé	-	-	0	3	7	9	14	16	7	28
Boromo	-	-	-	8	4	15	17	14	11	11
Dédougou	20	8	18	9	7	19	11	9	12	14
Diapaga	-	-	-	3	5	11	14	23	6	6
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	3	9
Djibo	-	-	-	-	-	-	3	7	7	3
Dori	15	10	11	12	6	11	17	14	11	6
Fada N'gourma	15	18	12	15	15	24	26	34	23	33
Gaoua	16	24	17	17	21	22	21	21	11	8
Kaya	9	10	11	12	15	21	21	20	21	11
Kongoussi	-	-	1	2	2	16	7	8	3	9
Koudougou	2	8	6	18	13	13	15	31	12	14
Léo	-	-	-	-	-	3	17	6	5	17
Manga	-	-	3	16	17	18	15	9	5	9
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	6	6	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	6	13	1	8
Ouagadougou	56	76	55	58	110	125	159	184	113	78
Ouahigouya	5	4	12	9	6	15	19	nd	8	14
Tenkodogo	7	17	22	15	30	23	51	35	26	23
Tougan	-	-	2	6	5	16	10	10	15	8
Yako	-	-	-	0	6	1	6	1	0	4
Ziniaré	-	-	8	9	1	7	9	1	3	5

Tableau 3.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure

	Moins de 15jours	15jours-1 mois	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1an et plus	Total
2009	1465	1631	1732	578	189	37	5 632
2010	1250	1559	2080	453	103	76	5521
2011	1200	1259	1782	326	73	46	4686
2012	1446	1515	1571	255	54	100	4941

Tableau 3.62: Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1an à 2 ans	2ans à 3 ans	3ans et plus	Total
2009	374	197	163	105	92	157	1 077
2010	389	221	166	84	60	153	1073
2011	337	222	208	137	116	49	1069
2012	489	250	262	197	137	138	1473

Tableau3.63 :Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 15 jours			De 15 jours à moins d'un mois			De 1 mois à moins de 3 mois		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	1250	1200	1446	1559	1259	1515	2080	1782	1571
Banfora	43	1	23	65	92	43	52	20	95
Bobo-Dioulasso	189	37	86	234	3	161	150	387	203
Bogandé	71	78	156	55	66	31	25	24	23
Boromo	99	86	82	76	64	70	27	34	44
Dédougou	54	12	20	72	46	57	42	68	70
Diapaga	8	3	6	24	17	26	59	32	37
Diébougou	0	84	39	0	14	31	0	0	32
Djibo	45	41	53	37	31	32	18	21	19
Dori	61	40	85	43	36	30	52	31	19
Fada N'gourma	66	21	22	64	59	51	107	78	126
Gaoua	71	59	52	116	43	28	42	25	28
Kaya	17	27	43	139	85	92	103	126	52
Kongoussi	60	42	34	25	18	28	12	23	14
Koudougou	17	108	24	110	43	87	182	37	76
Léo	3	73	28	32	2	21	76	15	69
Manga	105	94	118	61	65	50	35	23	23
Nouna	22	10	26	20	21	16	14	21	21
Orodara	59	41	5	9	19	19	1	0	29
Ouagadougou	63	121	269	171	275	369	848	642	418
Ouahigouya	nd	45	70	nd	36	30	nd	50	15
Tenkodogo	135	100	118	154	176	174	118	57	94
Tougan	48	62	50	30	31	26	32	29	22
Yako	1	6	6	3	10	6	36	12	14
Ziniaré	13	9	31	19	7	37	49	27	28

Tableau 3.63 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 mois à moins de 6 mois			De 6 mois à moins d'un an			1 an et plus		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	453	326	255	103	73	54	76	46	100
Banfora	2	23	8	4	10	3	1	9	1
Bobo-Dioulasso	14	5	44	14	11	3	21	3	48
Bogandé	4	5	10	0	4	3	0	4	1
Boromo	1	0	2	0	0	0	5	2	0
Dédougou	4	6	10	2	0	3	1	0	1
Diapaga	13	27	9	6	2	0	2	0	2
Diébougou	0	0	7	0	0	2	0	0	0
Djibo	1	5	0	1	0	0	0	0	0
Dori	2	6	7	1	0	5	0	0	0
Fada N'gourma	18	38	43	2	10	6	1	2	7
Gaoua	0	2	11	2	0	1	4	0	1
Kaya	9	8	11	5	1	5	0	1	5
Kongoussi	1	1	2	0	1	0	0	1	2
Koudougou	28	16	9	5	3	2	7	0	5
Léo	23	3	26	6	0	2	0	2	4
Manga	5	6	3	0	2	1	0	0	0
Nouna	1	1	3	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	3	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	286	137	30	51	18	12	33	13	11
Ouahigouya	nd	4	2	nd	0	1	nd	0	1
Tenkodogo	13	7	6	0	6	1	1	9	8
Tougan	4	3	1	1	0	1	0	0	0
Yako	12	5	5	2	2	1	0	0	1
Ziniaré	12	18	3	1	3	2	0	0	2

Tableau 3.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 3 mois			De 3 mois à moins de 6 mois			De 6 mois à moins d'un an		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	391	337	489	223	222	250	168	208	262
Banfora	18	0	29	14	8	18	18	32	18
Bobo-Dioulasso	21	15	15	19	12	21	29	27	18
Bogandé	20	6	12	3	2	1	0	1	1
Boromo	6	4	12	3	10	11	8	6	13
Dédougou	41	38	31	16	24	14	8	14	29
Diapaga	25	14	13	9	7	1	6	3	2
Diébougou	0	3	45	0	21	14	0	2	10
Djibo	22	27	18	5	0	4	6	1	1
Dori	7	14	24	4	5	6	4	1	6
Fada N'gourma	9	5	17	7	2	5	1	1	6
Gaoua	13	19	18	27	3	5	7	15	11
Kaya	8	16	12	3	9	10	1	3	10
Kongoussi	6	8	13	3	3	1	0	1	3
Koudougou	11	3	27	27	14	19	20	30	39
Léo	3	7	13	7	4	11	1	0	6
Manga	36	27	34	3	6	7	0	3	5
Nouna	16	28	19	4	2	6	0	1	2
Orodara	23	14	20	0	22	14	0	0	0
Ouagadougou	50	37	39	32	33	31	33	42	46
Ouahigouya	nd	3	3	nd	1	15	nd	7	14
Tenkodogo	31	35	49	18	18	9	11	6	2
Tougan	15	8	12	8	6	3	2	3	2
Yako	0	2	1	0	4	5	3	3	3
Ziniaré	10	4	13	11	6	19	10	6	15

Tableau 3.64 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	84	137	197	60	116	137	153	49	138
Banfora	8	48	14	1	20	19	21	7	45
Bobo-Dioulasso	2	10	32	2	3	14	0	3	9
Bogandé	1	0	0	3	0	0	5	1	0
Boromo	6	4	1	4	1	2	16	1	1
Dédougou	2	3	14	1	5	3	1	1	0
Diapaga	3	2	3	1	3	0	1	2	0
Diébougou	0	0	4	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Dori	3	2	6	1	2	3	19	5	13
Fada N'gourma	3	0	3	4	1	7	0	0	1
Gaoua	7	16	11	1	2	3	1	3	3
Kaya	3	0	12	2	3	1	0	2	1
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	1	1	0
Koudougou	10	10	43	28	56	43	75	7	33
Léo	0	1	1	0	1	7	0	0	2
Manga	0	1	0	0	0	0	1	0	0
Nouna	2	1	0	0	0	1	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	14	24	39	8	13	27	4	9	21
Ouahigouya	nd	4	4	nd	1	1	nd	0	1
Tenkodogo	11	2	1	4	3	3	3	4	3
Tougan	3	3	0	0	0	0	3	0	3
Yako	1	2	1	0	0	2	0	3	2
Ziniaré	5	3	8	0	0	1	2	0	0

Tableau 3.65 : Jugements correctionnels rédigés selon la durée de la rédaction en 2012

	Moins de 1 mois	1 mois à 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Jugement correctionnel	499	152	112	65	33	36	897

NB : Le nombre n'est pas exhaustif

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Sources statistiques

Registres d'instruction des cabinets d'instruction de 1995 à 2012.

Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1^{er} janvier 1995.

Tableau 3.66 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	722	724	843	994	1 001	995	1 109	900	754	893
Affaires criminelles	576	589	655	845	870	812	929	772	562	732
Affaires correctionnelles	146	135	188	149	131	183	180	128	192	161

Tableau 3.67 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	722	724	843	994	1 001	995	1 109	900	754	893
Banfora	36	46	28	35	46	43	43	32	25	33
Bobo-Dioulasso	90	94	112	71	84	95	73	75	59	52
Bogandé	-	-	18	38	37	38	44	23	25	24
Boromo	-	-	-	70	69	21	21	22	32	23
Dédougou	50	37	23	44	33	34	31	22	31	34
Diapaga	-	-	-	5	10	23	15	24	14	32
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	19	22
Djibo	-	-	-	-	-	-	94	14	11	14
Dori	19	23	22	37	28	26	26	21	26	24
Fada N'gourma	36	36	34	42	47	54	63	52	41	25
Gaoua	39	34	46	38	39	50	47	34	19	20
Kaya	26	25	24	45	49	57	55	23	12	21
Kongoussi	-	-	10	123	24	40	23	16	6	10
Koudougou	29	62	55	39	32	40	59	71	48	63
Léo	-	-	-	-	-	13	23	15	21	32
Manga	-	-	9	35	33	37	35	37	23	39
Nouna	-	-	-	-	-	-	14	60	23	18
Orodara	-	-	-	-	-	-	16	14	15	20
Ouagadougou	316	290	300	251	332	284	295	197	201	268
Ouahigouya	18	17	13	18	26	12	27	30	21	15
Tenkodogo	63	60	56	77	63	85	60	58	42	57
Tougan	-	-	76	8	14	9	12	10	11	9
Yako	-	-	-	5	21	24	15	13	7	10
Ziniaré	-	-	17	13	14	10	18	37	22	28

Procédures d'instruction

L'instruction est la phase de l'instance pénale constituant une sorte d'avant procès qui permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne, par procès-verbal, acte de la constitution de partie civile et du versement de la consignation fixée. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée, notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de l'inculpé, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Et si l'inculpé désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à l'inculpé, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Si le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à l'inculpé. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

A l'issue de l'information (après avoir entendu l'inculpé sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre l'inculpé.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif.

Tableau 3.68 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	232	186	283	299	438	355	801	438	947	690
Affaires criminelles	192	135	198	223	320	293	637	328	715	584
Affaires correctionnelles	40	51	85	76	118	62	164	110	232	106

Tableau 3.69: Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	232	186	283	299	438	355	801	438	947	690
Banfora	6	13	12	3	41	1	9	15	40	16
Bobo-Dioulasso	23	19	50	47	40	45	136	50	133	129
Bogandé	-	-	3	0	14	2	14	14	14	7
Boromo	-	-	-	0	3	8	7	1	23	44
Dédougou	45	9	17	2	62	29	119	11	13	28
Diapaga	-	-	-	0	0	3	0	0	0	4
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	2	7	11	7
Dori	11	5	7	4	16	2	0	0	0	29
Fada N'gourma	20	5	4	2	0	0	0	6	22	5
Gaoua	10	9	6	11	2	20	19	3	109	13
Kaya	6	9	2	2	44	39	5	3	38	6
Kongoussi	-	-	0	4	5	36	24	20	15	4
Koudougou	4	14	28	52	26	22	25	39	51	21
Léo	-	-	-	-	-	0	0	8	9	1
Manga	-	-	0	0	0	8	0	0	13	23
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	20	13
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	14	11	3
Ouagadougou	63	85	133	143	133	87	362	233	303	170
Ouahigouya	36	9	12	22	27	22	32	4	29	30
Tenkodogo	8	9	0	7	0	4	12	2	64	100
Tougan	-	-	0	0	25	6	23	1	12	8
Yako	-	-	-	0	0	3	0	6	11	21
Ziniaré	-	-	9	0	0	18	12	1	6	6

Concepts

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Affaire en cours : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire terminée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

Détention provisoire : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Tableau 3.70: Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	3 906	4 444	5 004	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657
Affaires criminelles	3 043	3 497	3 954	4 577	5 127	5 646	5 938	6169	5 305	6 217
Affaires correctionnelles	863	947	1 050	1 122	1135	1 256	1 272	1417	2096	1 440

Tableau 3.71 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	3 906	4 444	5 004	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657
Banfora	106	139	155	187	192	234	268	268	286	293
Bobo-Dioulasso	533	608	670	694	738	788	725	677	589	406
Bogandé	-	-	15	53	76	112	142	137	141	151
Boromo	-	-	-	70	136	149	163	141	138	121
Dédougou	299	327	333	375	346	351	263	200	238	257
Diapaga	-	-	-	5	15	35	50	61	75	97
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	2	21	179
Djibo	-	-	-	-	-	-	92	100	92	106
Dori	136	154	169	202	214	238	264	279	298	286
Fada N'gourma	290	321	351	391	438	492	555	609	630	619
Gaoua	279	304	344	371	408	438	466	469	333	365
Kaya	204	220	242	285	290	308	358	320	390	307
Kongoussi	-	-	10	129	148	152	151	56	47	55
Koudougou	25	73	100	87	93	111	145	161	166	210
Léo	-	-	-	-	-	13	36	45	53	92
Manga	-	-	9	44	77	106	141	179	163	220
Nouna	-	-	-	-	-	-	14	60	37	41
Orodara	-	-	-	-	-	-	16	17	29	48
Ouagadougou	1 449	1 654	1 821	1 929	2 128	2 325	2 258	2 772	2 636	2 721
Ouahigouya	156	164	165	161	160	150	145	140	148	125
Tenkodogo	429	480	536	606	669	750	798	719	733	777
Tougan	-	-	76	84	73	76	65	73	40	58
Yako	-	-	-	5	26	47	62	56	56	46
Ziniaré	-	-	8	21	35	27	33	45	62	77

Dispositif légal de la détention provisoire

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, l'inculpé domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus trois de mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment. Le juge d'instruction statue dans un délai de cinq jours à compter des réquisitions du procureur.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication au procureur. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi l'inculpé est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à l'inculpé le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas ou elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau 3.72 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	567	682	634	653	580	642	1 449	587	515	717
Moins de 6 mois	207	229	220	275	262	234	507	167	174	314
De 6 mois à moins de 1 an	160	199	204	162	160	175	399	182	135	199
De 1 an à moins de 2 ans	169	197	184	173	112	179	359	156	154	101
De 2 ans à moins de 3 ans	19	31	15	22	18	31	135	61	36	44
De 3 ans à moins de 4 ans	9	18	7	15	20	23	49	21	16	56
De 4 ans à moins de 5 ans	3	6	3	3	6	0	0	0	0	3
5 ans et plus	0	2	1	3	2	0	0	0	0	0

Tableau 3.73 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	567	682	634	653	580	642	1 449	587	515	717
Banfora	22	26	36	24	19	65	26	32	17	14
Bobo-Dioulasso	88	58	85	84	74	67	52	44	48	25
Bogandé	-	-	18	44	28	7	3	8	7	14
Boromo	-	-	-	7	28	20	15	10	24	38
Dédougou	40	18	17	16	50	24	16	21	26	33
Diapaga	0	0	0	7	12	29	11	13	6	21
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	7	15
Djibo	-	-	-	-	-	-	8	12	11	8
Dori	14	18	12	14	13	11	13	17	9	20
Fada N'gourma	44	57	47	20	18	42	64	60	69	67
Gaoua	14	36	35	32	33	27	9	1	13	13
Kaya	36	36	32	41	29	38	37	18	12	24
Kongoussi	-	-	1	14	23	15	12	12	2	11
Koudougou	9	65	37	92	37	31	24	17	32	41
Léo	-	-	-	-	-	7	21	14	18	6
Manga	-	-	3	28	6	19	16	9	20	30
Nouna	-	-	-	-	-	-	2	5	0	30
Orodara	-	-	-	-	-	-	5	0	8	26
Ouagadougou	237	266	212	149	106	208	1 007	178	93	198
Ouahigouya	26	39	22	13	10	13	20	28	29	10
Tenkodogo	37	63	61	27	75	9	77	66	29	29
Tougan	-	-	8	19	4	2	3	4	11	12
Yako	-	-	-	6	9	3	6	13	12	12
Ziniaré	-	-	8	16	6	5	2	5	12	20

Tableau 3.74 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	207	229	220	275	262	234	507	167	174	314
Banfora	14	5	17	13	14	6	8	1	5	2
Bobo-Dioulasso	32	25	19	30	22	30	22	11	28	7
Bogandé	-	-	17	28	17	0	0	1	0	7
Boromo	-	-	-	7	11	1	4	2	8	15
Dédougou	30	5	3	6	22	7	16	3	13	8
Diapaga	-	-	-	3	8	18	3	2	1	5
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	4	5
Djibo	-	-	-	-	-	-	2	3	1	5
Dori	4	6	6	11	6	6	3	6	0	11
Fada N'gourma	19	14	14	10	8	7	20	26	32	10
Gaoua	2	7	8	7	9	3	0	1	1	2
Kaya	12	9	4	1	5	11	7	4	2	12
Kongoussi	-	-	0	3	5	2	1	6	0	1
Koudougou	7	45	24	53	18	11	15	7	11	23
Léo	-	-	-	-	-	7	15	2	8	1
Manga	-	-	0	10	6	12	9	1	5	12
Nouna	-	-	-	-	-	-	1	0	0	18
Orodara	-	-	-	-	-	-	5	0	2	24
Ouagadougou	69	68	64	38	62	98	344	58	30	115
Ouahigouya	6	20	3	5	5	6	7	8	11	4
Tenkodogo	12	25	29	23	36	6	21	21	5	9
Tougan	-	-	7	17	1	1	2	1	2	6
Yako	-	-	-	2	5	1	2	1	1	5
Ziniaré	-	-	5	8	2	1	0	2	4	7

Tableau 3.75 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	367	428	424	437	422	409	906	349	309	513
Banfora	18	20	26	21	17	26	18	7	15	8
Bobo-Dioulasso	54	46	68	46	44	46	31	25	33	15
Bogandé	-	-	18	33	25	2	0	5	1	9
Boromo	-	-	-	7	26	13	7	6	16	34
Dédougou	35	9	12	12	35	19	16	4	16	24
Diapaga	-	-	0	4	10	21	7	8	6	11
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	7	11
Djibo	-	-	-	-	-	-	7	8	2	5
Dori	5	10	6	13	8	9	7	12	3	19
Fada N'gourma	29	22	38	16	17	27	30	44	50	27
Gaoua	5	13	9	14	14	5	3	1	2	6
Kaya	18	17	19	15	14	15	19	7	2	15
Kongoussi	-	-	0	10	10	5	3	8	0	7
Koudougou	9	62	37	75	31	16	21	17	21	31
Léo	-	-	-	-	-	7	21	6	11	4
Manga	-	-	3	23	6	18	12	3	9	19
Nouna	-	-	-	-	-	-	2	2	0	26
Orodara	-	-	-	-	-	-	5	0	8	24
Ouagadougou	151	156	116	71	85	157	617	112	53	153
Ouahigouya	20	30	14	10	8	9	14	17	23	5
Tenkodogo	23	43	42	27	57	7	58	48	19	26
Tougan	-	-	8	18	3	2	2	4	3	6
Yako	-	-	-	6	8	3	6	1	2	10
Ziniaré	-	-	8	16	4	2	0	4	7	18

Tableau 3.76 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	200	254	210	216	158	233	543	238	206	204
Banfora	4	6	10	3	2	39	8	25	2	6
Bobo-Dioulasso	34	12	17	38	30	21	21	19	15	10
Bogandé	-	-	0	11	3	5	3	3	6	5
Boromo	-	-	0	0	2	7	8	4	8	4
Dédougou	5	9	5	4	15	5	0	17	10	9
Diapaga	-	-	-	3	2	8	4	5	0	10
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	4
Djibo	-	-	-	-	-	-	1	4	9	3
Dori	9	8	6	1	5	2	6	5	6	1
Fada N'gourma	15	35	9	4	1	15	34	16	19	40
Gaoua	9	23	26	18	19	22	6	0	11	7
Kaya	18	19	13	26	15	23	18	11	10	9
Kongoussi	-	-	1	4	13	10	9	4	2	4
Koudougou	0	3	0	17	6	15	3	0	11	10
Léo	--	-	-	-	-	0	0	8	7	2
Manga	-	-	0	5	0	1	4	6	11	11
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	3	0	4
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	2
Ouagadougou	86	110	96	78	21	51	390	66	40	45
Ouahigouya	6	9	8	3	2	4	6	11	6	5
Tenkodogo	14	20	19	0	18	2	19	18	10	3
Tougan	-	-	0	1	1	0	1	0	8	6
Yako	-	-	-	0	1	0	0	12	10	2
Ziniaré	-	-	0	0	2	3	2	1	5	2

Tableau 3.77 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	31	57	26	43	46	54	184	82	52	103
Banfora	0	0	0	1	0	1	0	13	0	1
Bobo-Dioulasso	11	3	5	7	13	4	4	6	4	6
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	2	1	1
Boromo	-	-	0	0	0	2	3	0	4	1
Dédougou	1	3	1	3	1	0	0	3	5	4
Diapaga	-	-	-	0	2	1	0	3	0	8
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	1	1	3	1
Dori	2	4	1	0	3	0	0	0	2	0
Fada N'gourma	6	13	0	0	0	5	19	5	4	27
Gaoua	0	9	10	7	12	9	1	0	0	5
Kaya	5	16	7	20	4	6	6	7	9	5
Kongoussi	-	-	0	1	5	4	3	0	0	2
Koudougou	0	0	0	1	0	4	1	0	3	5
Léo	-	-	-	-	-	0	0	1	0	2
Manga	-	-	0	0	0	1	1	3	0	5
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	2	0	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	2
Ouagadougou	0	0	0	0	4	14	138	18	7	23
Ouahigouya	3	1	2	3	0	0	1	2	0	1
Tenkodogo	3	8	0	0	2	2	6	5	2	0
Tougan	-	-	0	0	0	0	0	0	3	1
Yako	-	-	-	0	0	0	0	11	3	1
Ziniaré	-	-	0	0	0	1	0	0	2	1

Tableau 3.78 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure

		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Affaires terminées	2009	44	116	154	106	64	311	795
	2010	41	69	47	48	28	201	434
	2011	29	130	141	112	87	458	957
	2012	52	74	80	61	75	348	690
Affaires en cours	2009	1 053	887	738	570	483	3456	7187
	2010	811	1058	836	733	582	3455	7475
	2011	745	671	882	677	605	3726	7306
	2012	895	714	751	764	670	3863	7657
Affaires contre X en cours	2009	92	135	89	72	58	371	817
	2010	88	134	129	77	66	385	879
	2011	71	64	110	106	62	394	807
	2012	104	98	92	92	114	395	895

Tableau 3.79 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée ,et la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	41	29	52	69	139	74	47	141	80
Banfora	0	1	0	2	6	0	2	10	1
Bobo-Dioulasso	4	6	6	6	23	20	5	26	16
Bogandé	1	0	0	3	0	0	2	0	2
Boromo	0	1	2	0	5	10	1	4	13
Dédougou	3	0	0	3	6	3	2	4	4
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	1	0	0	1	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	11	1
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	2	0	0	0	0	0	0	0	1
Gaoua	0	0	0	0	14	0	1	11	2
Kaya	0	2	0	0	4	0	0	4	2
Kongoussi	2	0	0	7	6	0	3	2	1
Koudougou	19	2	9	16	24	7	2	14	3
Léo	0	2	1	1	3	0	7	4	0
Manga	0	0	1	0	0	3	0	0	1
Nouna	0	9	4	0	6	6	0	5	3
Orodara	4	1	2	7	6	0	2	4	1
Ouagadougou	2	4	21	21	17	9	15	28	11
Ouahigouya	4	1	3	0	6	2	0	3	5
Tenkodogo	0	0	0	0	2	6	1	4	5
Tougan	0	0	0	0	1	3	1	4	1
Yako	0	0	0	2	1	4	3	1	7
Ziniaré	0	0	2	1	6	0	0	2	0

Tableau3.79 (suite) :Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans et plus		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	48	112	61	28	87	75	200	458	348
Banfora	3	11	4	4	6	4	3	6	7
Bobo-Dioulasso	12	20	13	3	12	11	20	46	63
Bogandé	7	4	4	1	8	1	0	2	0
Boromo	0	5	5	0	6	5	0	3	9
Dédougou	3	1	7	0	1	5	0	1	9
Diapaga	0	0	0	0	0	4	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	3	0	2	0	0	0	4	0	4
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	29
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	0	4	22	4
Gaoua	1	18	5	1	11	2	0	64	4
Kaya	1	12	0	0	4	2	2	12	2
Kongoussi	1	4	2	2	1	1	5	2	0
Koudougou	0	6	1	1	0	1	1	5	0
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	0	3	1	0	2	8	0	8	9
Nouna	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	16	14	6	16	24	15	160	216	108
Ouahigouya	0	4	8	0	3	0	0	12	12
Tenkodogo	0	1	1	0	3	8	1	54	80
Tougan	0	0	1	0	2	0	0	5	3
Yako	1	5	1	0	4	6	0	0	3
Ziniaré	0	4	0	0	0	2	0	0	2

Tableau3.80 :Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	811	745	895	1058	671	714	836	882	751
Banfora	32	25	35	42	25	26	37	29	29
Bobo-Dioulasso	64	53	50	66	47	40	76	36	32
Bogandé	23	27	23	43	27	25	33	41	21
Boromo	22	33	23	21	18	26	21	17	13
Dédougou	22	32	35	20	18	27	23	16	16
Diapaga	19	15	35	14	18	14	18	16	18
Diébougou	2	19	20	0	2	29	0	0	129
Djibo	13	12	14	87	13	13	0	67	11
Dori	22	29	24	29	22	28	32	27	18
Fada N'gourma	53	42	24	56	50	49	54	64	50
Gaoua	34	20	19	41	21	20	42	33	22
Kaya	23	13	22	54	18	11	53	53	18
Kongoussi	15	8	10	11	8	7	9	9	8
Koudougou	64	48	59	42	40	38	12	22	38
Léo	16	20	43	23	12	19	6	18	10
Manga	39	16	39	38	19	32	39	8	35
Nouna	9	14	17	11	14	11	3	9	8
Orodara	16	15	18	7	9	16	0	5	10
Ouagadougou	191	204	263	337	176	180	263	304	172
Ouahigouya	30	20	15	19	22	20	2	20	15
Tenkodogo	61	42	60	58	54	45	85	54	53
Tougan	9	9	9	8	8	10	4	7	4
Yako	15	6	10	13	14	7	17	12	13
Ziniaré	17	23	28	18	16	21	7	15	8

Tableau3.80 (suite) :Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans et plus		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	733	677	764	582	605	670	3 455	3 726	3 863
Banfora	38	31	30	28	38	28	91	138	145
Bobo-Dioulasso	48	57	17	29	36	29	395	360	238
Bogandé	18	26	40	14	5	24	3	15	18
Boromo	53	13	4	20	44	6	0	14	49
Dédougou	6	16	13	6	7	10	123	157	156
Diapaga	7	18	11	3	7	14	0	1	5
Diébougou	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	7	0	0	19	0	0	42
Dori	27	28	25	28	28	27	53	194	164
Fada N'gourma	47	56	62	38	46	55	357	372	379
Gaoua	29	27	25	26	21	25	300	260	254
Kaya	48	44	57	35	41	40	107	131	159
Kongoussi	3	5	7	6	3	4	12	14	19
Koudougou	5	10	20	11	6	9	27	40	46
Léo	0	3	17	0	0	3	0	0	0
Manga	31	5	37	32	8	35	7	3	42
Nouna	1	0	5	0	0	0	5	0	0
Orodara	0	0	4	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	288	250	291	215	263	227	1 478	1 439	1 588
Ouahigouya	7	1	8	8	6	2	75	79	65
Tenkodogo	60	71	62	72	30	92	389	482	465
Tougan	4	3	8	6	1	4	33	23	23
Yako	10	12	9	3	11	4	0	1	3
Ziniaré	3	1	4	2	4	13	0	3	3

Tableau3.81 :Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	88	71	104	134	64	98	129	110	92
Banfora	1	2	2	2	2	1	5	2	1
Bobo-Dioulasso	7	5	6	6	5	7	6	3	5
Bogandé	6	4	0	7	6	6	5	7	8
Boromo	0	0	2	0	0	0	1	0	0
Dédougou	0	1	0	1	0	0	0	1	0
Diapaga	1	1	0	2	1	1	0	1	1
Diébougou	2	0	1	0	0	3	0	0	16
Djibo	2	1	1	14	1	1	0	10	2
Dori	4	1	1	4	3	0	3	3	2
Fada N'gourma	7	1	1	3	7	1	4	2	8
Gaoua	1	1	2	7	0	0	5	5	1
Kaya	1	4	0	12	1	4	15	12	1
Kongoussi	2	0	0	1	2	1	1	1	1
Koudougou	5	5	4	3	2	4	1	2	2
Léo	5	2	14	1	1	2	1	1	2
Manga	3	0	2	8	0	4	5	0	3
Nouna	2	2	2	2	0	2	0	4	2
Orodara	2	3	3	1	2	3	0	0	3
Ouagadougou	27	32	50	53	22	46	58	50	27
Ouahigouya	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	3	5	10	2	3	7	15	2	3
Tougan	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Yako	1	0	0	1	1	1	4	0	0
Ziniaré	5	1	3	4	5	3	0	4	4

Tableau3.81 (suite) :Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 ans à moins de 4 ans			De 4 ans à moins de 5 ans			5 ans et plus		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Ensemble	77	106	92	66	62	114	385	394	395
Banfora	2	6	1	3	2	2	24	52	36
Bobo-Dioulasso	5	5	2	3	5	4	51	32	28
Bogandé	0	5	7	0	0	5	0	1	0
Boromo	2	1	0	1	1	1	0	2	4
Dédougou	1	0	0	1	1	0	8	20	25
Diapaga	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	9	0	0	0
Dori	0	1	3	3	1	1	12	9	10
Fada N'gourma	1	3	2	0	1	3	33	29	30
Gaoua	0	2	5	1	0	2	15	16	11
Kaya	11	14	7	4	8	15	8	13	16
Kongoussi	0	0	0	2	0	0	1	2	1
Koudougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	0	1	1	0	0	1	0	0	0
Manga	7	0	8	5	0	4	1	0	3
Nouna	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	37	53	44	37	41	46	158	137	160
Ouahigouya	0	0	0	2	0	0	8	8	2
Tenkodogo	9	10	4	4	1	16	59	69	64
Tougan	0	1	0	0	0	0	7	4	4
Yako	2	4	3	0	1	2	0	0	1
Ziniaré	0	0	1	0	0	3	0	0	0

Concepts

Actes notariés du greffe : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

Cession volontaire de salaires : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat

Certificat de nationalité : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

Certificat de non faillite : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

Immatriculation des personnes : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

Modification des personnes : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

Radiation des personnes : Fait de rayer une personne physique ou morale en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité, du registre du commerce et du crédit mobilier.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Scellés : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

Sûretés mobilières : Il s'agit des garanties. : Les "sûretés" sont des techniques juridiques destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

Sources statistiques :

Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.

Note :

Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.

Tableau 3.82: Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bulletins de casier judiciaire n°3	70 047	74 452	70 742	87 254	101 140	87 603	96 208	99 017	118 664	156 350
Certificats de nationalité des personnes	32 548	35 073	35 833	39 006	54 797	58 709	64 492	85 424	79 670	92 662
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	5 016	5 737	6 031	5 724	5 784	5 277	4 526	6 118	1 432	1 651
<i>Immatriculation des personnes physiques</i>	4 056	4 460	4 533	3 922	3 724	3 432	3 598	3 942	1 157	1 393
<i>Immatriculation des personnes morales</i>	487	537	597	696	677	763	811	1 078	96	53
<i>Modifications</i>	280	335	519	965	840	889	0	950	151	164
<i>Radiations</i>	10	15	12	10	98	112	0	135	26	31
<i>Sûretés mobilières</i>	183	390	370	132	445	81	117	13	2	10
Certificats de non faillite	27	34	38	37	69	23	22	9 694	1 007	1 064
Cessions volontaires de salaires	5 011	4 709	3 974	9 305	9 602	5 853	4 114	4 515	4 668	3 141
Actes notariés du greffe	87	113	133	127	294	317	327	288	769	845
Autres actes de greffe	690	686	744	939	2 134	1 828	2 234	2 181	1 890	1 895

Tableau 3.83 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	70 047	74 452	70 742	87 254	101 140	87 603	96 208	99 017	118 664	156 350
Banfora	2 060	2 493	2 495	2 806	3 175	2 572	2 419	2 421	2 918	4 611
Bobo-Dioulasso	11 091	12 023	13 181	14 330	16 715	14 364	15 297	14 835	24 023	24 763
Bogandé	-	-	420	727	895	733	910	779	973	1 502
Boromo	-	-	-	1 268	1 543	1 541	1 821	2 110	2 519	3 460
Dédougou	5 210	5 976	4 450	2 715	2 549	2 337	2 736	2 634	2 913	4 660
Diapaga	-	-	-	271	1 007	793	893	1 061	1 116	1 644
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	1 005	2 107	2 287
Djibo	-	-	-	-	-	-	198	903	1 235	1 420
Dori	828	679	766	910	1 157	1 047	1 103	1 330	1 034	1 765
Fada N'gourma	3 026	3 433	3 151	2 642	2 701	2 425	2 451	2 252	2 480	2 557
Gaoua	2 124	2 406	2 667	2 592	2 832	2 065	2 592	2 168	1 662	2 084
Kaya	2 473	2 746	2 509	2 711	3 272	2 999	3 515	3 640	3 913	5 066
Kongoussi	-	-	267	1 679	1 492	1 607	1 251	618	698	1 312
Koudougou	5 403	7 931	7 600	8 681	6 952	6 481	7 544	7 995	7 825	15 689
Léo	-	-	-	-	-	306	951	681	893	1 444
Manga	-	-	502	1 576	2 062	1 976	2 396	2 365	2 769	3 769
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	710	986	1 759
Orodara	-	-	-	-	-	-	641	952	509	697
Ouagadougou	25 265	24 749	18 754	28 368	31 278	25 829	27 963	29 442	33 444	42 170
Ouahigouya	6 427	6 827	6 118	5 294	5 837	5 112	5 893	6 113	6 269	8 782
Tenkodogo	6 140	5 189	5 504	5 998	10 632	9 055	8 535	7 351	9 486	14 448
Tougan	-	-	888	2 583	2 795	2 487	3 002	3 125	3 597	3 281
Yako	-	-	-	255	1 881	1 732	1 768	2 420	2 801	3 854
Ziniaré	-	-	1 470	1 848	2 365	2 142	2 329	2 107	2 494	3 326

Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : l'extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents burkinabé.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : l'extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité de l'un des parents.
- Pour l'apatride ou l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, l'acte de mariage et le certificat de nationalité du conjoint ou de la conjointe burkinabé.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

Tableau 3.84 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	32 548	35 073	35 833	39 006	54 797	58 709	64 492	85424	79 670	92 662
Banfora	843	1 223	1 129	1 097	1 843	1 760	2 032	2 699	2 086	2 585
Bobo-Dioulasso	3 632	5 061	6 291	6 627	10 057	10 774	10 311	13 269	10178	12 322
Bogandé	-	-	108	229	334	243	290	389	338	548
Boromo	-	-	-	246	555	552	623	1 837	1 423	1 574
Dédougou	1 384	1 482	1 389	1 002	1 370	1 384	1 297	1 902	1 442	1 816
Diapaga	-	-	-	93	382	298	399	455	403	578
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	696	783	977
Djibo	-	-	-	-	-	-	317	663	710	838
Dori	359	304	337	452	698	267	614	898	809	1 292
Fada N'gourma	1 037	1 161	1 170	952	1 264	236	1 348	2 283	1 648	1 434
Gaoua	557	616	681	695	926	826	1 068	1 441	712	1 003
Kaya	822	891	879	822	1 236	1 092	1 594	3 861	2 723	2 998
Kongoussi	-	-	62	594	678	767	867	985	617	1 167
Koudougou	2 004	2 555	2 647	2 751	3 776	3 415	3 983	7 635	5 016	5 422
Léo	-	-	-	-	-	138	425	1 002	635	985
Manga	-	-	188	565	945	995	1 555	2 248	2 238	2 110
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	432	528	937
Orodara	-	-	-	-	-	-	132	435	130	136
Ouagadougou	16 840	16 955	14 731	16 636	19 738	25 179	24 241	25 436	28 411	31 019
Ouahigouya	1 978	2 003	2 308	1 888	2 251	2 262	2 889	nd	3 309	4 358
Tenkodogo	3 092	2 822	3 330	3 120	6 152	5 552	6 002	7 234	6 786	10 280
Tougan	-	-	163	676	812	848	914	1 914	1 365	1 572
Yako	-	-	-	78	728	685	1 070	2 610	1 687	771
Ziniaré	-	-	420	483	1 052	1 436	2 521	5 100	5 693	5 940

Tableau 3.85 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	4 543	4 997	5 130	4 618	4 401	4 195	4 409	5 020	1 253	1 446
Banfora	44	51	77	78	70	55	76	61	73	67
Bobo-Dioulasso	798	909	859	822	588	486	393	469	-	-
Bogandé	-	-	9	14	23	16	18	18	27	17
Boromo	-	-	-	10	45	26	22	29	30	31
Dédougou	56	109	101	58	54	51	45	44	49	73
Diapaga	-	-	-	8	22	9	8	10	12	15
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	1	14	36
Djibo	-	-	-	-	-	-	18	21	23	32
Dori	34	20	25	33	7	17	28	56	72	64
Fada N'gourma	72	112	75	67	58	64	38	48	73	80
Gaoua	79	93	122	128	42	35	38	41	89	74
Kaya	94	96	109	97	60	31	83	96	94	101
Kongoussi	-	-	9	110	30	21	23	22	32	57
Koudougou	35	148	166	169	154	56	65	82	104	145
Léo	-	-	-	-	-	6	15	24	14	29
Manga	-	-	12	61	43	46	38	57	23	59
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	20	20	22
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	18	31	17
Ouagadougou	2 950	3 164	3 256	2 539	2 744	2 772	3 071	3 532	-	-
Ouahigouya	181	86	112	129	145	176	124	116	181	175
Tenkodogo	200	209	148	163	185	199	177	123	148	185
Tougan	-	-	11	38	20	23	32	25	32	33
Yako	-	-	-	8	32	20	23	27	28	38
Ziniaré	-	-	39	86	79	86	74	80	84	96

Procédures d'immatriculation au RCCM

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques. Ils ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire de moins de trois mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de quinze mille (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales de droit commercial qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires de procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription de versement ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de trente mille (17 500) FCFA.

Tableau 3.86 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	4 056	4 460	4 533	3 922	3 724	3 432	3598	3942	1157	1393
Banfora	42	50	72	73	63	50	70	57	64	65
Bobo-Dioulasso	750	841	800	759	516	415	340	398	-	-
Bogandé	-	-	9	14	23	16	17	18	27	15
Boromo	-	-	-	10	42	26	22	28	30	31
Dédougou	55	107	97	57	49	48	42	40	43	73
Diapaga	0	0	0	8	21	8	6	8	11	14
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	14	36
Djibo	-	-	-	-	-	-	18	21	23	31
Dori	34	20	25	33	7	17	27	52	64	58
Fada N'gourma	70	112	74	63	55	62	33	45	71	75
Gaoua	75	92	120	124	36	34	35	40	81	73
Kaya	93	94	105	97	57	31	81	86	88	94
Kongoussi	-	-	9	110	28	19	23	21	32	56
Koudougou	32	140	161	158	150	48	55	73	88	139
Léo	-	-	-	-	-	5	12	22	13	29
Manga	-	-	12	61	42	46	36	56	23	59
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	18	18	21
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	18	31	16
Ouagadougou	2 529	2 709	2 744	1 934	2 194	2 121	2380	2609	-	-
Ouahigouya	177	86	111	129	141	170	115	106	178	170
Tenkodogo	199	209	148	162	178	194	169	119	124	179
Tougan	-	-	11	38	20	23	32	22	26	32
Yako	-	-	-	8	29	20	22	21	28	37
Ziniaré	-	-	35	84	73	79	63	64	80	90

Tableau 3.87 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	487	537	597	696	677	763	811	1078	96	53
Banfora	2	1	5	5	7	5	6	4	9	2
Bobo-Dioulasso	48	68	59	63	72	71	53	71	-	-
Bogandé	-	-	-	0	0	0	1	0	0	2
Boromo	-	-	-	-	3	0	0	1	0	0
Dédougou	1	2	4	1	5	3	3	4	6	0
Diapaga	-	-	-	-	1	1	2	2	1	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	1
Dori	0	0	0	0	0	0	1	4	8	6
Fada N'gourma	2	0	1	4	3	2	5	3	2	5
Gaoua	4	1	2	4	6	1	3	1	8	1
Kaya	1	2	4	0	3	0	2	10	6	7
Kongoussi	-	-	0	0	2	2	0	1	0	1
Koudougou	3	8	5	11	4	8	10	9	16	6
Léo	-	-	-	-	-	1	3	2	1	0
Manga	-	-	0	0	1	0	2	1	0	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	2	2	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	1
Ouagadougou	421	455	512	605	550	651	691	923	-	-
Ouahigouya	4	0	1	0	4	6	9	10	3	5
Tenkodogo	1	0	0	1	7	5	8	4	24	6
Tougan	-	-	0	0	0	0	0	3	6	1
Yako	-	-	-	0	3	0	1	6	0	1
Ziniaré	-	-	4	2	6	7	11	16	4	6

III.4. Tribunaux de commerce

Concepts

Chambre commerciale : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Autres ordonnances : Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances citées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir du président du tribunal ou d'un juge qui a reçu délégation de celui-ci, une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Sources statistiques

Rôles généraux, plume des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, plume des référés des tribunaux de commerce.

Tableau 3.88 : Activités commerciales des tribunaux de commerce

	Affaires nouvelles		Décisions rendues		Décisions rédigées		Opposition aux décisions rendues	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ensemble	339	336	319	282	299	277	31	10
Bobo-Dioulasso	85	65	68	46	66	41	31	10
Ouagadougou	254	271	251	236	233	236	0	0

Tableau 3.89 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type et par tribunal de commerce

	Contradictoire		Réputé contradictoire		Défaut		Total	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ensemble	291	259	12	11	16	12	319	282
Bobo-Dioulasso	68	39	0	2	0	5	68	46
Ouagadougou	223	220	12	9	16	7	251	236

Tableau 3.90 : Répartition des décisions au fond des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Acceptation totale		Acceptation partielle		Rejet	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ensemble	121	81	62	84	65	55
Bobo-Dioulasso	24	18	12	10	14	10
Ouagadougou	97	63	50	74	51	45

Tableau 3.91 : Répartition des autres décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Autres décisions						Radiations		Avant dire droit	
	Incompétence		Irrecevabilité		Désistement					
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ensemble	20	9	31	26	9	13	11	4	11	14
Bobo-Dioulasso	5	2	8	3	2	0	1	0	3	3
Ouagadougou	15	7	23	23	7	13	10	4	8	11

Tableau 3.92 : Référé par tribunal de commerce

	Affaires nouvelles		Décisions rendues		Décisions rédigées		Opposition aux décisions rendues	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ensemble	170	254	142	230	150	226	0	0
Bobo-Dioulasso	48	70	42	68	40	64	0	0
Ouagadougou	122	184	100	162	110	162	0	0

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Type de décisions : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

Contradictoire : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Réputé contradictoire : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Défaut : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Durée de traitement des affaires : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

Tableau 3.93 : Ensemble des décisions de référés rendues par type et par tribunal de commerce

	Contradictoire		Réputé contradictoire		Défaut		Total	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ensemble	137	217	5	12	0	1	142	230
Bobo-Dioulasso	42	57	0	10	0	1	42	68
Ouagadougou	95	160	5	2	0	0	100	162

Tableau 3.94 : Répartition des décisions sur le fond des référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Acceptation totale		Acceptation partielle		Rejet	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ensemble	65	84	20	53	36	46
Bobo-Dioulasso	20	28	11	25	3	4
Ouagadougou	45	56	9	28	33	42

Tableau 3.95 : Répartition des « Autres décisions » de référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	Autres décisions						Radiations		Avant dire droit	
	<i>Incompétence</i>		<i>Irrecevabilité</i>		<i>Désistement</i>					
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ensemble	19	16	5	13	14	13	5	8	2	5
Bobo-Dioulasso	7	8	1	1	0	2	2	0	0	0
Ouagadougou	12	8	4	12	14	11	3	8	2	5

Tableau 3.96 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	Injonction de payer		Autres ordonnances		Total	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ensemble	350	418	397	644	747	1062
Bobo-Dioulasso	103	118	100	134	203	252
Ouagadougou	247	300	297	510	544	810

Tableau 3.97 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	Injonction de payer		Autres ordonnances		Total	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Ensemble	233	251	407	568	640	819
Bobo-Dioulasso	89	75	110	180	199	255
Ouagadougou	144	176	297	388	441	564

Tableau 3.98: Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

		<i>Immatri- culations des personnes physiques</i>	<i>Immatri- culations des personnes morales</i>	<i>Modifications</i>	<i>Radiations</i>	<i>Sûretés mobilières</i>	Certificats de non faillite et autres
Ensemble	2011	3119	1054	1020	127	42	14 569
	2012	3 829	1 277	896	130	158	16 990
Bobo-Dioulasso	2011	386	84	132	16	4	914
	2012	505	92	176	4	8	1 240
Ouagadougou	2011	2 733	970	888	111	38	13 655
	2012	3 324	1185	720	126	150	15 750

Tableau 3.99 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2011	54	67	120	72	6	0	319
	2012	59	79	79	43	8	0	268
Bobo-Dioulasso	2011	39	20	9	0	0	0	68
	2012	24	8	8	3	0	0	43
Ouagadougou	2011	15	47	111	72	6	0	251
	2012	35	71	71	40	8	0	225

Tableau 3.100 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus en 2012(hors référés, avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 15 jours	De 15 jours à moins d'1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	4 mois et plus	Total
Total	22	19	15	3	0	3	62
Bobo-Dioulasso	9	6	8	3	0	3	29
Ouagadougou	13	13	7	0	0	0	33

III.5. Tribunaux d'instance

Concepts

Acceptation partielle : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

Acceptation totale : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivé et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction. (voir cour d'appel)

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Décision sur le fond : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Jugement sur le fond : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Jugement rédigé : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rejet : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

Sources statistiques :

Rôles, registre des plaintes, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.

Tableau 3.101 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance

Affaires nouvelles selon leur origine	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Saisines directes	520	848	787	510	554	466	577	559	511
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Ensemble	520	848	787	511*	554*	466*	577*	559*	511*

Affaires nouvelles selon leur nature	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Injonction de payer	412	646	544	383	355	280	395	350	245
Affaires civiles	77	135	123	128	199	186	172	209	266
Affaires commerciales	1	2	7	0	0	0	10	0	0
Contraventions	30	65	113	101	66	55	96	113	170
Ensemble	520	848	787	612	620	521	673	672	681

Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	78	182	234	139*	213*	160*	158*	189*	259*
Avant dire droit	0	1	0	1	0	4	1	0	0
Décisions sur le fond	76	173	217	114	164	121	135	116	178
<i>Acceptation totale</i>	21	40	34	40	62	66	79	40	77
<i>Acceptation partielle</i>	33	79	94	73	74	38	40	62	77
<i>Rejet</i>	22	54	89	1	28	17	16	14	24
Autres décisions	1	3	9	11	28	23	8	20	29
<i>Irrecevabilité</i>	1	2	4	5	8	12	3	6	8
<i>Désistement</i>	0	1	5	2	10	5	2	9	7
<i>Incompétence</i>	-	-	-	4	10	6	3	5	14
Radiations	1	5	8	9	16	9	12	28	32
Conciliations	-	-	-	4	5	3	2	25	20

Jugements rédigés (hors injonctions de payer)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	48	114	121	123**	126**	112**	122**	113**	163**

**sans les décisions pénales

Organisation et compétence des tribunaux d'instance

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau 3.102 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	78	137	130	128	199	186	182	209	266
Bobo-Dioulasso	19	53	52	59	70	66	73	53	61
Ouagadougou	59	84	78	69	129	120	109	156	205

Tableau 3.103 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	412	646	544	383	355	280	395	350	245
Bobo-Dioulasso	87	152	240	190	142	126	202	214	64
Ouagadougou	325	494	304	193	213	154	193	136	181

Tableau 3.104 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	76	173	217	114**	164*	121	135**	116**	178
Bobo-Dioulasso	37	99	151	52	44	35	53	41	35
Ouagadougou	39	74	66	62	120	86	82	75	143

**sans les décisions pénales

Tableau 3.105 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	48	114	121	123	126	112	122	113	163
Bobo-Dioulasso	19	50	52	47	59	46	56	44	43
Ouagadougou	29	64	69	76	67	66	66	69	120

**sans les décisions pénales

Tableau 3.106 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	2011	105	25	6	0	0	0	136
	2012	167	38	2	0	0	0	307
Civiles	2011	82	19	4	0	0	0	105
	2012	147	36	1	0	0	0	184
Commerciales	2011	23	6	2	0	0	0	31
	2012	20	2	1	0	0	0	23

Tableau 3.107 : Activités des tribunaux de simple police

	Bobo-Dioulasso						Ouagadougou					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	53	34	28	54	65	62	48	32	27	42	48	108
Décisions rendues	43	49	19	37	46	57	26	7	7	34	16	46
Décisions rédigées	36	49	19	37	46	57	26	7	5	26	6	25

III.6. Juridictions pour enfants : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

Concepts

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal pour enfants (TPE) ou au cabinet du juge des enfants (JE).

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le juge des enfants devant le tribunal pour enfants pour qu'elle soit rejugée.

Autres : Décision autre que : placement, remise à parent et emprisonnement.

Contravention : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Confirmation : Décision par laquelle le Tribunal pour enfants consolide et maintient la décision du juge des enfants.

Crime : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps voire de peines complémentaires.

Décision rendue : Affaire sur laquelle le juge des enfants ou le Tribunal pour enfants a statué et rendu son jugement.

Délit : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

Emprisonnement : Peine privative de liberté, consistant dans l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Infirmerie : Annulation totale par le Tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur impliqué : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineurs concernés : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

Placement : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Réformation : Infirmerie partielle par le tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

Remise à parent : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l' (le) (ré) intégrer dans sa famille.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le tribunal pour enfants sans passer par la juridiction de 1er degré qu'est le juge des enfants.

Sources statistiques

Rôles, plumeaux des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

Tableau 3.108 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	0	71	49	60	92	98	89	72	73
<i>Contraventions</i>	0	1	1	1	0	0	0	1	0
<i>Délits</i>	0	64	42	57	85	98	89	66	67
<i>Crimes</i>	0	6	6	2	7	0	0	5	6
Décisions rendues	0	42	49	61	94	99	73	59	47
<i>Placements</i>	0	10	8	21	15	25	15	15	19
<i>Remises à parents</i>	0	17	21	18	7	13	17	6	6
<i>Emprisonnements</i>	0	1	11	13	51	47	41	38	22
<i>Autres</i>	0	14	9	9	21	14	0	0	0
Nombre de mineurs impliqués	0	12	14	67	112	112	97	79	87
Affaires en cours d'instruction au 31 décembre	0	13	17	14	7	15	21	20	29

Tableau 3.109 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	0	12	10	6	20	7	11	11	56
Mineurs concernés	0	5	4	7	48	227	32	19	109
Décisions rendues	0	8	14	5	18	230	32	19	96
<i>Placements</i>	0	1	1	4	15	230	30	18	93
<i>Remises à parents</i>	0	2	2	1	2	0	0	0	1
<i>Autres</i>	0	5	11	0	1	0	2	1	2

Tableau 3.110 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	0	71	49	60	92	98	89	72	73
Bobo-Dioulasso	0	23	27	32	29	26	21	33	23
Ouagadougou	0	48	22	28	63	72	68	39	50

Tableau 3.111 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	0	42	49	61	94	99	73	59	47
Bobo-Dioulasso	0	17	26	35	25	28	22	27	17
Ouagadougou	0	25	23	26	69	71	51	32	30

Tableau 3.112 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	0	12	10	6	20	7	11	11	56
Bobo-Dioulasso	0	12	10	4	5	0	5	4	3
Ouagadougou	0	0	0	2	15	7	6	7	53

Tableau 3.113 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	0	8	14	5	18	230	32	18	96
Bobo-Dioulasso	0	8	14	3	13	3	6	3	3
Ouagadougou	0	0	0	2	5	227	26	15	93

Organisation et compétence des juridictions pour mineurs

Les juridictions pour enfants sont au nombre de deux :

Le tribunal pour enfants : Il est créé conformément à l'article 67 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004, au siège de chaque cour d'appel. Ils sont donc au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou).

Les tribunaux pour enfants sont composés d'un président, de deux juges, de deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers.

Les tribunaux pour enfants ont compétence pour :

- juger des crimes imputés aux mineurs de moins de dix huit (18) ans ;
- connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants.

Les tribunaux pour enfants, en matière criminelle, statuent en premier et dernier ressort.

Le juge des enfants : Il est créé par l'article 63 de la loi n°028-2004/ AN du 8 septembre 2004 qui stipule qu' « il est institué au siège de chaque tribunal de grande instance un ou plusieurs juges pour enfants ». Ils sont au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou) à être opérationnels.

La juridiction du juge pour enfants est composée d'un président, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers. Elle est compétente pour :

- connaître des contraventions et délits commis par les mineurs de moins de 18 ans ;
- ordonner toute mesure utile lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger.

Le juge pour enfants est juge d'instruction en matière criminelle. Il statue en chambre de conseil, à charge d'appel devant le tribunal pour enfants.

Tableau 3.114 : Activités des tribunaux pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	0	0	11	1	15	1	15	9	5
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	0	0	3	1	4	1	0	2	1
Crimes	0	0	8	0	11	0	15	7	4
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Décisions rendues	0	0	2	0	11	10	0	16	2
Saisines directes									
<i>Placements</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Remise à parents</i>	0	0	0	0	0	3	0	1	0
<i>Emprisonnements</i>	0	0	0	0	7	1	0	2	1
<i>Autres</i>	0	0	1	0	2	1	0	1	0
En appel									
<i>Confirmation</i>	0	0	0	0	1	2	0	0	1
<i>Réformation</i>	0	0	1	0	1	2	0	0	0
<i>Infirmité</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Autres</i>	0	0	0	0	0	1	0	12	0

Tableau 3.15 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	0	0	11	1	15	1	15	9	5
Bobo-Dioulasso	0	0	9	1	13	1	3	4	1
Ouagadougou	0	0	2	0	2	0	12	5	4

Tableau 3.16 : Décisions rendues par tribunal pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	0	0	1	0	11	10	0	16	2
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	11	10	0	4	2
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	12	0

III.7. Tribunaux du travail

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

Autres : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Décision sur le fond : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

Non paiement de salaire : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

Recours : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejuger une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

Opposition : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Rupture de contrat de travail : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Sécurité sociale : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau 3.117: Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

Affaires nouvelles selon leur nature	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	354	323	440	459	578	673	710	739	756	1 104
Rupture de contrat de travail	316	275	336	260	325	448	424	364	390	545
Non paiement de salaire	17	17	36	98	113	82	109	143	163	234
Reconstitution de carrière	14	18	9	11	19	30	15	10	16	65
Référés	1	1	31	53	52	52	89	70	79	104
Sécurité sociale	1	4	4	20	24	3	8	5	11	33
Autres	5	8	24	17	45	58	65	147	97	123

Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	295	455	447	379	346	423	496	681	618	742
Décisions sur le fond	269	408	405	336	292	345	408	519	425	492
<i>Acceptation totale</i>	90	255	215	170	64	114	79	101	117	138
<i>Acceptation partielle</i>	126	84	112	109	186	159	255	315	238	263
<i>Rejet</i>	53	69	78	57	42	72	74	103	70	91
Autres décisions	8	20	6	13	35	46	51	71	59	115
<i>Incompétence</i>	7	10	5	7	10	15	21	25	25	36
<i>Désistement</i>	1	10	1	6	12	20	12	29	30	40
<i>Irrecevabilité</i>							8	7	0	30
<i>Avant dire droit</i>	-	-	-	-	13	11	10	10	4	9
<i>Radiation</i>	18	27	36	30	19	32	37	91	134	135

Décisions rendues par type (y compris référés)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	277	425	411	349	327	390	454	590	484	607
Contradictoire	252	365	359	304	286	332	382	469	363	506
Réputé contradictoire	4	9	14	16	12	22	19	36	43	45
Par défaut	21	52	38	29	29	36	53	85	78	56

NB : Hors radiations

Recours	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Opposition	7	30	9	3	11	7	21	22	25	12
Appel	191	302	280	303	241	240	318	296	241	274
Ensemble	198	332	289	306	252	247	339	318	266	286

Décisions rédigées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	274	427	415	356	336	344	470	527	472	554

*Hors radiations

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2011	21	75	162	81	53	44	436
2012	21	63	158	190	43	25	500

Organisation et compétence des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°286-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (.promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009).

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, des assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau 3.118 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	354	323	440	459	578	673	710	739	756	1104
Bobo-Dioulasso	83	111	124	115	148	129	110	130	127	220
Koudougou	31	15	39	43	45	71	27	53	49	156
Ouagadougou	240	197	277	301	385	473	573	556	580	728

Tableau 3.119 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	316	275	336	260	325	448	424	424	390	545
Bobo-Dioulasso	73	75	83	84	109	73	14	83	17	149
Koudougou	24	12	14	32	26	40	2	34	30	61
Ouagadougou	219	188	239	144	190	335	408	307	343	335

Tableau 3.120: Affaires nouvelles de non paiement de salaires par tribunal du travail

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	17	17	36	98	113	82	109	143	163	234
Bobo-Dioulasso	5	9	21	6	16	25	77	83	78	25
Koudougou	3	3	5	6	13	9	12	16	11	33
Ouagadougou	9	5	10	86	84	48	20	44	74	176

Tableau 3.121: Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	295	457	447	379	346	423	488	674	418	607
Bobo-Dioulasso	99	95	85	75	82	140	100	102	85	112
Koudougou	0	36	41	21	47	48	56	50	29	60
Ouagadougou	217	326	321	283	217	235	332	522	504	435

Tableau 3.122 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	269	408	405	336	292	345	408	519	425	492
Bobo-Dioulasso	76	70	82	73	68	102	91	84	56	89
Koudougou	0	36	41	20	34	41	29	31	22	44
Ouagadougou	193	302	282	243	190	202	288	404	347	359

Tableau 3.123 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	274	427	415	356	336	344	470	527	472	554
Bobo-Dioulasso	74	79	89	86	89	116	102	83	47	80
Koudougou	0	41	41	21	44	41	37	34	29	60
Ouagadougou	200	307	285	249	203	187	331	410	396	414

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des comptes

Concepts

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

Arrêt provisoire : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

Arrêt définitif : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Avance : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

Avis : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Faute de gestion : poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non respect de la réglementation en matière de recettes et de dépenses.

Lettre du Président : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Quitus : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

Rapport sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Rapport public : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

Référé : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Abréviations :

CCOE : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.

CCOCT : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

CCEP : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour des comptes.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumeurs des audiences de la Cour des comptes.

Tableau 4.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Comptes de gestion reçus	85	378	446	352	835	472	247	234	399	344
CCOE	44	49	49	139	120	112	76	74	73	71
CCOCT	0	288	339	152	470	336	158	144	304	255
CCEP*	41	41	58	61	245	24	13	16	22	18
Comptes de gestion attendus	nd	nd	nd	nd	nd	543	354	234	468	469
CCOE	nd	nd	nd	nd	nd	65	66	74	71	72
CCOCT	nd	nd	nd	nd	nd	364	267	144	364	364
CCEP*	nd	nd	nd	nd	nd	114	21	16	33	33
Décisions rendues	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Arrêts provisoires	0	0	0	2	24	24	94	36	22	0
CCOE	0	0	0	0	2	3	3	1	3	0
CCOCT	0	0	0	2	22	21	91	35	19	0
Arrêts définitifs	0	0	0	0	2	21	61	18	117	0
Quitus	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Débet	0	0	0	0	0	5	0	0	1	0
Décharge et amendes	0	0	0	0	0	16	61	18	116	0

* La CCEP reçoit les comptes mais n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau 4.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Contrôles effectués	2	6	11	3	13	11	11	3	8	5
CCOE	0	0	0	0	4	3	4	2	3	0
CCEP	0	3	5	1	6	6	4	1	4	2
CCOCT	2	3	6	2	3	2	3	0	1	3
Décisions rendues par chambre	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Référés	0	5	17	7	8	6	6	0	4	4
CCOE	0	1	6	1	1	0	4	0	2	0
CCEP	0	2	7	4	3	6	1	0	1	0
CCOCT	0	2	4	2	4	0	1	0	1	4
Lettres du président	1	3	1	1	4	25	2	0	1	0
CCOCT	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0
CCEP	0	0	0	1	2	25	1	0	1	0
CCOE	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0

Tableau 4.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Avis rendus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rapports	0	2	2	1	1	3	2	2	2	2
Public	0	1	1	0	0	2	1	1	1	1
Exécution de la loi des finances	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du Gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

IV.2. Conseil d'État

Concepts

Acceptation : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

Affaire jugée : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

Cassation : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

Confirmation : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

Décision sur le fond : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Incompétence : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Saisine directe : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1^{er} degré qu'est le tribunal administratif.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Sentence arbitrale : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.

Tableau 4.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	47	67	50	87	62	63	79	87	94	172
Fonction publique	13	23	16	19	21	21	24	24	13	25
Marchés publics	5	1	2	3	10	3	4	10	12	13
Foncier	20	23	17	26	23	24	29	26	30	37
Fiscal	1	6	0	0	0	4	0	5	0	2
Électoral	0	0	0	24	0	1	0	0	0	62
Sentences arbitrales	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Autres	8	14	15	15	8	8	22	22	39	33

Affaires jugées selon la nature de la saisine	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	11	46	38	60	53	55	64	27	57	126
Saisines directes	6	25	12	10	10	4	13	6	10	36
Appel	5	19	24	45	36	46	42	18	41	87
Cassation	0	2	2	5	7	5	9	3	6	3

Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en saisine directe	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	6	25	12	10	10	4	13	6	10	36
Acceptation	2	2	0	0	1	0	2	2	3	0
Rejet	0	6	3	4	5	1	4	2	1	14
Incompétence	2	5	4	3	2	3	4	1	1	7
Irrecevabilité	2	12	5	3	2	0	3	1	5	15

Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en appel	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	5	19	24	45	36	46	42	18	41	87
Confirmation (totale ou partielle)	2	2	9	15	21	29	25	11	26	48
Rejet	2	11	7	14	0	0	0	0	0	0
Incompétence	0	0	0	2	0	1	0	0	0	1
Irrecevabilité	0	0	2	5	5	6	4	3	4	13
Annulation	1	6	6	9	10	10	13	4	11	25

Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	0	2	2	5	7	5	9	3	6	3
Cassation	0	0	0	0	1	0	2	1	2	0
Rejet	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0
Incompétence	0	0	2	3	2	5	7	1	4	2
Irrecevabilité	0	1	0	0	4	0	0	1	0	1

Décisions rédigées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	17	32	40	55	23	46	57	25	47	80

Organisation et compétence du Conseil d'Etat

Institué par la loi organique n° 15-2000/ AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef et de greffiers.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat est le juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressorts des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève de sa compétence.

Tableau 4.5 : Activités du Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	Affaires nouvelles					Conclusions rendues				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	80	77	66	68	108	74	36	42	65	96
Fonction publique	37	26	25	16	9	32	9	20	16	6
Marchés publics	2	4	4	9	6	2	1	3	8	4
Foncier	29	30	24	21	17	29	17	12	20	15
Fiscal	2	1	3	2	0	2	1	3	2	0
Électoral	1	0	1	0	62	1	0	0	0	62
Contrat administratif	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0
Autres	9	16	10	20	14	8	8	4	19	9

IV.3. Tribunaux administratifs

Concepts

Acceptation partielle : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

Avant dire droit : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

Décision sur le fond : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

Incompétence : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

Rejet : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

Type de contentieux :

Fonction publique : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Marché public : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

Foncier : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fiscal : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Electoral : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Autre : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

Sources statistiques

Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

Tableau 4.6 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	93	105	105	210	158	165	216	184	194	434
Fonction publique	10	14	15	24	43	51	72	59	50	71
Marchés publics	4	3	12	12	14	18	17	23	42	61
Foncier	30	49	44	44	65	60	68	64	81	119
Fiscal	1	7	4	6	3	2	16	2	0	5
Électoral	0	0	0	93	0	3	5	1	0	127
Contrat administratif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Autres	48	32	30	31	33	31	38	35	21	46

Décisions rendues selon leur nature	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	95	125	111	221	151	115	122	186	127	317
Décisions sur le fond	42	65	60	130	72	51	67	103	73	179
<i>Acceptation totale</i>	18	39	27	40	39	20	35	62	31	63
<i>Acceptation partielle</i>	3	10	9	23	17	19	18	17	17	41
<i>Rejet</i>	21	16	24	67	16	12	14	24	25	75
Autres décisions	53	60	51	91	79	64	55	83	54	138
<i>Incompétence</i>	3	7	6	8	14	10	6	15	10	40
<i>Irrecevabilité</i>	31	33	28	52	44	29	31	41	18	56
<i>Désistement</i>	15	11	7	14	7	14	10	7	14	20
<i>Avant dire droit</i>	4	9	10	17	14	11	8	20	12	22

Décisions rédigées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	81	118	93	143	84	87	124	146	87	246

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2011	13	4	17	49	10	6	99
2012	23	4	36	95	34	1	193

Organisation et compétence des tribunaux administratifs

Les tribunaux administratifs sont créés par la loi organique n° 21-95/ ADP du 16 mai 1995 au siège de chaque tribunal de grande instance.

Le tribunal administratif comprend : un président (qui est toujours un magistrat de l'ordre judiciaire), un commissaire du gouvernement (qui est un magistrat de l'ordre judiciaire ou un fonctionnaire de l'administration générale titulaire au moins d'une maîtrise en droit) et un greffier.

Le tribunal administratif est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif.

Il statue en dernier ressort à charge de pourvoi devant le Conseil d'Etat dans les cas déterminés par la loi.

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif, compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle, relevant de sa compétence ainsi que les exceptions relevant de la compétence des juridictions administratives.

Tableau 4.7 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	93	105	105	210	158	165	216	184	194	434
Banfora	0	0	0	6	0	1	2	1	0	7
Bobo-Dioulasso	23	22	13	53	31	31	25	23	30	43
Bogandé	-	-	1	2	0	0	1	1	1	3
Boromo	-	-	-	0	1	2	0	0	3	3
Dédougou	4	1	3	10	3	2	2	2	4	6
Diapaga	-	-	-	0	0	0	0	0	2	2
Diébougou									0	7
Djibo	-	-	-	-	-	-	1	1	0	3
Dori	1	1	0	0	0	0	0	1	4	9
Fada N'gourma	1	2	0	4	3	4	3	2	0	1
Gaoua	11	3	6	15	1	8	6	0	5	4
Kaya	0	0	0	4	2	3	1	2	7	9
Kongoussi	-	-	0	5	5	2	3	0	0	1
Koudougou	0	3	3	6	4	3	18	5	3	15
Léo	-	-	-	-	-	1	2	2	0	15
Manga	-	-	-	4	0	3	1	4	0	9
Nouna	-	-	-	-	-	-	1	0	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	6
Ouagadougou	51	73	72	83	75	105	121	127	126	262
Ouahigouya	2	0	0	5	26	0	2	4	2	10
Tenkodogo	0	0	6	7	1	0	21	5	5	4
Tougan	-	-	0	4	3	0	0	1	1	9
Yako	-	-	-	0	0	0	4	0	0	2
Ziniaré	-	-	1	2	3	0	2	3	1	2

Tableau 4.8 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	30	49	44	44	65	60	68	64	81	119
Banfora	0	0	0	0	0	1	0	0	0	3
Dioulasso	8	15	9	17	18	15	17	17	21	15
Bogandé	-	-	0	0	0	0	1	0	1	0
Boromo	-	-	-	0	1	1	0	0	3	0
Dédougou	4	1	3	4	1	1	1	1	3	4
Diapaga	-	-	-	0	0	0	0	0	2	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-			0	1
Djibo	-	-	-	-	-	-	1	0	0	1
Dori	0	1	0	0	0	0	0	0	2	3
Fada N'gourma	1	0	0	1	1	2	3	0	0	0
Gaoua	1	0	5	0	1	3	2	0	2	0
Kaya	0	0	0	0	2	2	1	2	5	4
Kongoussi	-	-	0	1	0	2	2	0	0	0
Koudougou	0	3	3	2	3	1	8	5	2	12
Léo	-	-	-	-	-	0	0	0	0	1
Manga	-	-	0	0	0	1	0	0	0	1
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Ouagadougou	15	29	21	18	20	31	25	35	35	69
Ouahigouya	1	0	0	1	13	0	1	2	0	2
Tenkodogo	0	0	3	0	1	0	4	1	3	0
Tougan	-	-	0	0	3	0	0	0	1	2
Yako	-	-	-	0	0	0	2	0	0	0
Ziniaré	-	-	0	0	1	0	0	1	1	0

Tableau 4.9 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	95	125	111	221	151	115	122	186	127	317
Banfora	0	0	0	5	1	1	1	1	0	4
Bobo-Dioulasso	15	28	19	51	35	31	26	21	22	44
Bogandé	-	-	0	1	0	0	0	1	1	3
Boromo	-	-	-	0	1	0	0	0	1	3
Dédougou	0	0	0	7	2	3	0	2	4	0
Diapaga	-	-	-	0	0	0	0	0	0	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	5
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	3
Dori	1	1	0	0	3	1	0	0	2	5
Fada N'gourma	0	1	0	3	0	0	0	2	1	3
Gaoua	1	5	0	20	0	3	2	5	0	7
Kaya	0	0	0	4	2	1	1	1	3	2
Kongoussi	-	-	0	4	0	5	0	0	0	1
Koudougou	0	3	4	6	8	0	3	8	12	1
Léo	-	-	-	-	-	0	0	2	0	3
Manga	-	-	0	4	0	2	2	2	3	6
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	6
Ouagadougou	71	87	88	95	63	64	86	130	70	190
Ouahigouya	7	0	0	5	35	0	0	0	4	12
Tenkodogo	0	0	0	11	0	2	1	6	1	5
Tougan	-	-	0	4	0	0	0	3	0	8
Yako	-	-	-	0	0	0	0	0	0	1
Ziniaré	-	-	0	1	1	2	0	0	3	1

Tableau 4.10 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	42	65	60	130	72	51	67	103	73	179
Banfora	0	0	0	4	1	1	1	1	0	2
Bobo-Dioulasso	9	19	12	35	15	13	17	8	15	20
Bogandé	-	-	0	0	0	0	0	0	1	0
Boromo	-	-	-	0	1	0	0	0	0	1
Dédougou	0	0	0	3	2	1	0	1	3	0
Diapaga	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	3
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	1
Dori	1	1	0	0	2	1	0	0	2	4
Fada N'gourma	0	1	0	1	0	0	0	1	0	2
Gaoua	1	4	0	15	0	2	1	1	0	4
Kaya	0	0	0	0	1	0	1	1	2	0
Kongoussi	-	-	0	3	0	0	0	0	0	0
Koudougou	0	2	3	6	4	0	2	4	4	0
Léo	-	-	-	-	-	0	0	0	0	1
Manga	-	-	0	2	0	0	1	2	2	6
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	6
Ouagadougou	27	38	45	48	30	33	43	77	40	107
Ouahigouya	4	0	0	4	15	0	0	0	2	8
Tenkodogo	0	0	0	7	0	0	1	4	1	3
Tougan	-	-	0	2	0	0	0	2	0	7
Yako	-	-	-	0	0	0	0	0	0	1
Ziniaré	-	-	0	0	1	0	0	0	1	1

Tableau 4.11 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	140	100	114	185	123	305
Banfora	1	1	1	1	0	4
Bobo-Dioulasso	34	31	25	21	22	44
Bogandé	0	0	0	1	1	0
Boromo	1	0	0	0	1	3
Dédougou	2	3	0	2	4	0
Diapaga	0	0	0	0	0	2
Diébougou	-	-	-	0	0	5
Djibo	-	-	0	0	0	3
Dori	3	1	0	0	2	5
Fada N'gourma	0	0	0	2	1	3
Gaoua	0	3	2	5	0	7
Kaya	2	1	1	1	3	2
Kongoussi	0	5	0	0	0	1
Koudougou	8	0	3	8	12	1
Léo	-	0	0	2	0	3
Manga	0	2	1	2	3	5
Nouna	-	-	0	0	0	2
Orodara	-	-	0	0	0	6
Ouagadougou	54	49	80	129	67	184
Ouahigouya	34	0	0	0	4	10
Tenkodogo	0	2	1	6	0	5
Tougan	0	0	0	3	0	8
Yako	0	0	0	0	0	1
Ziniaré	1	2	0	2	3	1

Tableau 4.12 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	76	91	96	202	158	149	147	158	151	295
Fonction publique	8	15	15	23	39	39	38	51	37	60
Marchés publics	3	3	11	11	14	1	12	18	25	26
Foncier	35	40	34	53	71	54	43	54	64	71
Fiscal	1	6	5	5	4	12	9	5	1	1
Électoral	0	0	0	78	0	2	2	1	0	106
Contrat administratif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Autres	29	27	31	32	30	41	43	29	24	31

Conclusions rendues selon le type de contentieux	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	83	101	93	197	150	89	177	185	134	278
Fonction publique	23	26	15	18	16	21	51	50	42	43
Marchés publics	4	6	7	7	22	1	15	23	19	32
Foncier	38	45	34	67	67	33	44	60	51	70
Fiscal	1	2	4	4	7	6	19	14	1	2
Électoral	0	0	0	68	0	2	2	1	0	91
Contrat administratif										0
Autres	17	22	33	33	38	26	46	37	21	40

Tableau 4.13 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	76	91	96	202	158	149	147	158	151	295
Banfora	0	0	0	6	0	1	0	1	0	8
Bobo-Dioulasso	1	7	3	48	28	35	26	20	20	44
Bogandé	-	-	1	2	0	0	0	1	0	3
Boromo	-	-	-	1	1	0	0	0	5	3
Dédougou	4	1	3	10	3	0	7	3	0	2
Diapaga	-	-	-	0	0	0	0	0	2	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	5
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	3
Dori	0	1	0	0	3	1	0	1	0	10
Fada N'gourma	2	2	0	4	3	0	2	0	0	2
Gaoua	11	3	4	16	1	0	6	0	4	3
Kaya	1	1	2	4	2	2	1	1	0	5
Kongoussi	-	-	0	5	5	2	0	0	0	1
Koudougou	0	3	4	3	4	2	7	17	0	3
Léo	-	-	-	-	-	0	1	1	0	5
Manga	-	-	0	4	0	3	3	4	4	6
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	6
Ouagadougou	51	73	72	84	75	102	86	101	109	163
Ouahigouya	6	0	0	7	26	0	0	0	3	12
Tenkodogo	0	0	6	2	1	0	3	5	0	5
Tougan	-	-	0	4	3	0	0	3	1	0
Yako	-	-	-	0	0	0	3	0	0	2
Ziniaré	-	-	1	2	3	1	2	0	3	1

Tableau 4.14 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	83	101	93	197	150	89	177	185	134	278
Banfora	0	0	0	5	1	1	0	1	0	4
Bobo-Dioulasso	1	7	3	48	28	35	24	21	19	42
Bogandé	-	-	0	0	0	0	0	1	0	3
Boromo	-	-	-	1	1	0	0	0	2	0
Dédougou	0	0	0	8	2	0	7	3	1	0
Diapaga	-	-	-	0	0	0	0	0	2	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	5
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	3
Dori	0	1	0	0	3	1	0	0	0	6
Fada N'gourma	0	1	0	3	0	0	0	0	2	2
Gaoua	1	4	0	20	0	0	2	1	0	3
Kaya	0	0	0	4	2	2	0	1	3	5
Kongoussi	-	-	0	4	3	0	0	0	0	1
Koudougou	0	3	4	3	8	0	7	17	0	2
Léo	-	-	-	-	-	0	0	1	0	3
Manga	-	-	0	4	0	2	2	4	6	6
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	6
Ouagadougou	75	85	86	93	65	47	130	128	91	163
Ouahigouya	6	0	0	0	35	0	0	0	4	12
Tenkodogo	0	0	0	2	1	0	3	5	1	5
Tougan	-	-	0	0	0	0	0	2	0	0
Yako	-	-	-	0	0	0	0	0	0	2
Ziniaré	-	-	0	2	1	1	2	0	3	1

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Entrée, incarcération : Mise en détention, emprisonnement.

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Majeur : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

OMD : Ordre donné par le procureur au régisseur de mettre à sa disposition un détenu.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention en vue de la manifestation de la vérité.

Taux d'occupation : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

Sources statistiques

Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.

Note :

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, les données des maisons d'arrêt de Ziniaré et de Yako sont intégrées dans celles des maisons d'arrêt de Ouagadougou et de Ouahigouya respectivement. En effet, les premières maisons d'arrêt, bien qu'ayant une existence officielle et effective, n'ont pas encore intégré leurs locaux propres.

Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, Baporo désigne le Centre pénitentiaire agricole de Baporo.

Tableau 5.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble des détenus	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035
Détenus en attente de jugement	1 155	1 366	1 448	1 195	1 947	2 013	2 410	2 019	1 880	1 751
<i>Inculpés (en instruction)</i>	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069
<i>Prévenus</i>	383	504	512	205	674	563	1 000	689	522	615
<i>OMD</i>	-	-	-	-	142	210	82	170	262	67
Condamnés	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284

Tableau 5.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Capacité d'accueil	1 820	1 820	2 300	2 660	2 660	2 780	3 140	3 260	3 380	3 500
Nombre de détenus au 31 décembre	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035
Taux d'occupation (en %)	132,6	153,8	144,1	116,8	158,2	172,7	172,0	159,4	149,1	143,9

Tableau 5.3 : Incarcérations

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble des incarcérations	6 540	7 342	7 528	8 418	8 645	10 945	11 077	10 122	8 257	8 876
Hommes	6 419	7 160	7 368	8 210	8 376	10 658	10 672	9 813	8 032	8 653
Femmes	121	182	160	208	269	287	405	309	225	223
Répartition des entrées selon l'âge										
Mineurs	281	271	296	394	470	702	716	540	483	501
<i>13 ans à moins de 15 ans</i>	51	42	43	67	69	70	117	93	75	70
<i>15 ans à moins de 18 ans</i>	230	229	253	327	401	632	599	447	408	431
Majeurs	6 259	7 071	7 232	8 024	8 175	10 243	10 361	9 582	7 774	8 375
<i>18 ans à moins de 21 ans</i>	883	972	1 028	1 122	1 082	1 386	1 318	1 227	966	1 086
<i>21 ans à moins de 25 ans</i>	1 129	1 551	1 377	1 718	1 612	2 013	1 731	1 615	1 446	1 365
<i>25 ans à moins de 30 ans</i>	1 574	1 534	1 712	1 941	1 779	2 646	2 891	2 251	1 888	1 870
<i>30 ans à moins de 40 ans</i>	1 603	1 805	1 840	1 924	2 230	2 639	2 757	2 728	2 119	2 427
<i>40 ans à moins de 60 ans</i>	953	1 049	1 140	1 144	1 303	1 375	1 481	1 601	1 219	1 427
<i>60 ans et plus</i>	117	160	135	175	169	184	183	160	136	200
Autres mouvements, événements										
Évasions	181	244	89	680	106	116	48	88	41	30
Décès	23	22	33	34	45	68	62	119	79	47
Hospitalisations	52	71	105	95	215	268	292	301	287	220
Sorties autorisées	673	768	666	781	1 214	639	588	722	688	693

Tableau 5.4 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012
Ensemble	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035
Banfora	-	-	110	149	179	134	180	195	185	211
Baporo	35	56	76	66	82	43	24	43	48	39
Bobo-Dioulasso	432	501	525	515	497	547	513	552	487	477
Bogandé	-	-	62	95	151	145	183	136	125	128
Boromo	-	-	-	79	98	156	148	148	144	145
Dédougou	215	242	232	158	192	208	211	180	157	176
Diapaga	-	-	-	29	58	104	91	105	98	120
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	72	79
Djibo	-	-	-	-	-	-	83	97	105	115
Dori	84	77	63	77	119	161	161	144	141	132
Fada N'gourma	136	193	156	155	232	265	325	333	328	315
Gaoua	179	180	205	173	202	235	231	185	115	135
Kaya	124	183	203	216	279	313	282	245	224	212
Kongoussi	-	-	35	136	162	159	90	86	74	67
Koudougou	131	161	196	165	178	173	206	239	202	192
Léo	-	-	-	-	-	82	136	126	125	125
Manga	-	-	25	95	113	209	187	176	159	234
Nouna	-	-	-	-	-	-	33	57	54	41
Orodara	-	-	-	-	-	-	49	36	46	72
Ouagadougou	763	854	1 016	522	1 158	1 289	1 594	1 540	1 536	1 439
Ouahigouya	148	144	128	145	170	233	274	170	109	111
Tenkodogo	167	208	229	296	302	299	315	292	293	243
Tougan	-	-	54	37	35	46	84	113	82	77
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	48	45
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	82	105

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.5 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	1 155	1 366	1 448	1 195	1 947	2 013	2 410	2 019	1 880	1 751
Banfora	-	-	20	50	98	36	50	49	41	64
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	202	215	269	201	175	214	217	209	150	146
Bogandé	-	-	21	35	98	79	104	69	67	88
Boromo	-	-	-	22	52	46	53	62	76	51
Dédougou	47	73	59	60	69	67	56	47	52	49
Diapaga	-	-	-	18	36	76	44	57	46	82
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	41	25
Djibo	-	-	-	-	-	-	29	25	27	45
Dori	29	27	22	29	49	79	44	30	46	29
Fada N'gourma	61	107	95	80	130	149	163	198	189	129
Gaoua	107	94	104	80	107	88	97	84	50	50
Kaya	73	102	73	78	123	148	107	90	66	51
Kongoussi	-	-	16	52	56	62	32	31	17	24
Koudougou	36	81	111	82	77	83	99	104	81	73
Léo	-	-	-	-	-	34	39	29	51	50
Manga	-	-	9	52	50	54	52	51	44	83
Nouna	-	-	-	-	-	-	16	33	27	18
Orodara	-	-	-	-	-	-	34	13	12	22
Ouagadougou*	387	453	425	112	601	569	924	609	610	483
Ouahigouya**	63	64	59	56	62	88	103	58	33	39
Tenkodogo	150	150	127	184	152	128	116	115	73	69
Tougan	-	-	38	4	12	13	31	56	40	31
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	10	4
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	31	46

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.6 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	0	0	0	0	142	210	82	170	262	67
Banfora	0	0	0	0	4	0	1	1	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	0	0	0	0	4	2	9	7	8	0
Boromo	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	3	1	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	17	3	18	7	12
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0	3	0	1	2
Dori	0	0	0	0	11	2	0	2	3	5
Fada N'gourma	0	0	0	0	30	0	4	3	14	7
Gaoua	0	0	0	0	2	1	10	4	0	5
Kaya	0	0	0	0	3	5	0	0	3	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Koudougou	0	0	0	0	3	6	0	7	0	2
Léo	0	0	0	0	0	0	0	0	11	9
Manga	0	0	0	0	3	1	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0	2	3	0	1
Orodara	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0
Ouagadougou*	0	0	0	0	58	169	29	106	210	15
Ouahigouya**	0	0	0	0	1	1	0	2	4	0
Tenkodogo	0	0	0	0	10	3	5	0	0	4
Tougan	0	0	0	0	5	2	0	0	1	1
Yako	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0	11	17	0	3

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.7 : Incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	6 540	7 342	7 528	8 418	8 645	10 945	11 077	10 122	8 257	8 876
Banfora	-	-	194	260	324	266	354	335	303	312
Baporo	32	64	69	47	82	77	nd	86	59	76
Bobo-Dioulasso	1 001	986	1 072	990	859	1 144	957	926	672	640
Bogandé	-	-	131	235	284	230	358	292	310	375
Boromo	-	-	-	263	295	342	441	348	298	298
Dédougou	580	477	465	305	283	299	355	293	227	286
Diapaga	-	-	-	40	140	182	182	241	251	263
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	173	163
Djibo	-	-	-	-	-	-	173	159	199	163
Dori	210	233	206	261	256	333	400	298	244	280
Fada N'gourma	389	493	390	406	440	524	635	533	465	502
Gaoua	567	462	493	396	415	420	444	363	225	241
Kaya	315	478	309	364	449	556	506	431	366	396
Kongoussi	-	-	53	237	204	242	197	155	114	136
Koudougou	363	560	559	516	420	424	585	545	292	343
Léo	-	-	-	-	-	141	315	235	244	291
Manga	-	-	37	315	405	448	402	296	271	355
Nouna	-	-	-	-	-	-	64	118	107	113
Orodara	-	-	-	-	-	-	117	119	92	133
Ouagadougou*	2 268	2 653	2 475	2 562	2 494	4 075	3 054	2 974	2 264	2 173
Ouahigouya**	411	413	414	321	406	405	495	378	273	221
Tenkodogo	404	523	577	745	742	679	853	793	450	695
Tougan	-	-	84	155	147	158	190	204	185	192
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	52	47
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	121	182

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.8 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	181	244	89	680	106	116	48	88	112	147
Banfora	-	-	2	1	2	4	1	2	2	4
Baporo	11	14	8	9	12	6	0	8	10	18
Bobo-Dioulasso	13	15	12	10	13	13	1	4	7	11
Bogandé	-	-	3	4	2	4	0	4	0	6
Boromo	-	-	-	1	2	3	5	1	8	2
Dédougou	11	19	9	7	6	9	4	0	4	6
Diapaga	-	-	-	0	2	1	2	0	2	4
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	4	5
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	2	2	9
Dori	8	12	4	6	4	7	1	0	5	5
Fada N'gourma	25	8	2	5	6	6	0	0	5	15
Gaoua	8	6	11	5	5	3	5	1	7	3
Kaya	8	5	4	2	6	1	1	30	4	4
Kongoussi	-	-	0	1	1	3	0	1	0	1
Koudougou	17	7	4	8	4	2	12	0	7	6
Léo	-	-	-	-	-	4	1	0	4	6
Manga	-	-	0	3	4	2	0	3	3	7
Nouna	-	-	-	-	-	-	2	0	2	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	3	4	4
Ouagadougou*	22	123	6	601	16	29	7	16	16	6
Ouahigouya**	22	17	13	12	11	3	0	0	6	3
Tenkodogo	36	18	11	5	9	14	0	13	4	13
Tougan	-	-	0	0	1	2	6	0	4	3
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.9 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	23	22	33	34	45	68	62	119	79	47
Banfora	0	0	1	0	2	0	1	0	0	3
Baporo	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	5	3	2	8	5	7	1	5	1
Bogandé	0	0	0	2	4	1	1	5	1	1
Boromo	0	0	0	1	0	1	2	5	6	2
Dédougou	6	0	7	2	1	1	2	0	1	1
Diapaga	0	0	0	0	0	1	0	1	4	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Djibo	-	-	-	-	-	-	1	3	2	1
Dori	1	2	0	0	2	1	4	3	15	3
Fada N'gourma	0	2	7	6	0	6	4	24	13	12
Gaoua	4	3	3	2	2	3	7	4	2	1
Kaya	0	1	2	1	5	5	3	1	0	0
Kongoussi	0	0	0	1	3	1	1	0	0	0
Koudougou	1	2	1	2	0	1	9	1	1	5
Léo	-	-	-	-	-	0	1	5	7	3
Manga	0	0	0	0	2	1	5	4	1	1
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	3	0	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	1	0	0	0
Ouagadougou*	6	4	8	11	10	34	10	43	13	6
Ouahigouya**	0	1	0	0	1	3	2	12	2	0
Tenkodogo	2	1	1	3	5	3	1	3	5	1
Tougan	0	0	0	1	0	1	0	1	0	1
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.2. Caractéristiques des prévenus

Concepts

Prévenus : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention en vue de la manifestation de la vérité.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides volontaires, empoisonnements:

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.10 : Caractéristiques des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble des prévenus	674	563	1 000	689	522	615
Répartition selon le sexe						
Hommes	655	558	962	675	517	607
Femmes	19	5	38	14	5	8
Répartition selon l'âge						
Moins de 18 ans	47	43	49	37	38	54
18 ans à moins de 21 ans	84	77	137	105	58	82
21 ans à moins de 25 ans	147	107	208	126	109	108
25 ans à moins de 30 ans	177	139	266	157	120	128
30 ans à moins de 40 ans	136	125	244	171	141	144
40 ans et plus	83	72	96	93	56	99
Répartition selon la nature de l'infraction						
Crimes et délits contre les biens	481	434	763	518	407	433
dont						
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	422	384	687	459	355	381
<i>Abus de confiance</i>	33	43	62	45	34	22
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	9	0	9	10	13	24
Crimes et délits contre les particuliers	72	73	91	92	68	112
dont						
<i>Coups et blessures volontaires</i>	51	44	45	44	30	49
<i>Vols aggravés</i>	1	0	2	12	14	34
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	85	37	109	59	28	37
dont						
<i>Stupéfiants</i>	45	18	70	30	12	11
<i>Mutilations génitales féminines</i>	20	5	17	7	0	1
<i>Enlèvement d'enfant</i>	5	2	3	8	9	10
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	12	9	9	12	5	8
Crimes et délits contre la chose publique	34	14	31	17	17	28
dont						
<i>Faux et usage de faux</i>	8	4	20	9	7	4
<i>Evasion</i>	17	4	5	2	1	1
Infractions en matière d'armes et de munitions	2	5	6	3	2	5
Répartition selon la durée de détention préventive						
Moins de 15 jours	-	-	-	-	-	213
De 15 jours à moins de 1 mois	329	311	323	390	310	111
De 1 mois à moins de 2 mois	152	149	306	163	106	172
De 2 mois à moins de 3 mois	59	34	198	67	49	41
De 3 mois à moins de 6 mois	117	20	140	61	45	28
De 6 mois à moins de 12 mois	16	46	27	6	8	28
12 mois et plus	1	3	6	2	4	22

Les données de 2007 à 2011 de la 2^e ligne prend en compte l'intervalle [Moins de 3 mois]

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.11 : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Ensemble des prévenus						Prévenus mineurs					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	674	563	1 000	689	522	615	47	43	49	37	38	54
Banfora	28	8	6	10	12	13	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	29	51	55	87	53	44	4	2	6	7	9	7
Bogandé	24	6	6	6	11	29	3	2	1	0	0	2
Boromo	10	9	3	21	15	12	4	0	1	0	0	0
Dédougou	13	20	15	18	19	17	1	0	2	1	0	3
Diapaga	24	33	21	17	14	27	0	2	1	2	3	1
Diébougou	-	-	-	0	15	8	-	-	-	0	1	1
Djibo	-	-	3	2	11	22	-	-	0	0	2	3
Dori	20	44	17	13	15	9	1	2	0	0	0	1
Fada N'gourma	20	46	37	53	45	47	2	2	3	4	1	7
Gaoua	29	6	23	6	14	10	2	1	0	1	0	0
Kaya	39	38	21	29	22	13	2	3	0	2	3	0
Kongoussi	15	21	6	6	2	6	1	1	0	0	0	0
Koudougou	41	36	51	35	28	15	5	2	4	5	4	3
Léo	-	20	17	13	26	7	-	1	0	2	0	2
Manga	21	22	13	6	4	22	0	0	2	0	1	2
Nouna	-	-	2	16	4	4	-	-	0	0	2	0
Orodara	-	-	18	6	3	4	-	-	1	0	1	2
Ouagadougou*	247	131	604	284	170	256	10	7	20	7	6	15
Ouahigouya**	30	32	39	9	6	13	5	3	6	0	2	3
Tenkodogo	79	36	33	35	21	20	7	15	2	5	1	2
Tougan	5	4	10	17	5	7	0	0	0	1	0	0
Yako	-	-	-	-	3	0	-	-	-	-	2	0
Ziniaré	-	-	-	-	4	10	-	-	-	-	0	0

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.11 (suite) : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Prévenus de moins de 25 ans						Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	278	227	394	268	205	244	329	311	323	390	310	111
Banfora	8	3	3	2	2	6	23	8	6	10	2	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	17	10	20	35	24	19	14	51	43	34	32	12
Bogandé	10	4	1	2	7	16	21	4	6	4	10	13
Boromo	8	3	2	20	9	3	6	6	1	19	11	2
Dédougou	10	10	8	4	7	10	12	19	13	0	14	1
Diapaga	4	16	6	5	9	8	7	4	7	1	6	3
Diébougou	-	-	-	0	5	3	-	-	-	0	12	2
Djibo	-	-	1	2	5	5	-	-	3	2	0	1
Dori	4	14	2	2	2	3	14	37	6	4	9	1
Fada N'gourma	10	11	18	31	18	30	19	13	21	26	18	9
Gaoua	11	2	7	3	4	1	24	6	20	6	12	1
Kaya	15	20	14	13	15	8	0	6	19	27	15	3
Kongoussi	6	8	1	4	1	4	2	15	6	6	1	0
Koudougou	23	16	30	21	17	9	31	24	37	28	21	7
Léo	-	11	4	5	10	2	-	0	10	2	9	2
Manga	13	9	4	4	1	10	16	18	13	4	2	3
Nouna	-	-	0	7	2	0	-	-	0	5	0	1
Orodara	-	-	4	1	2	3	-	-	1	0	2	0
Ouagadougou*	84	56	232	92	50	85	75	51	60	179	111	35
Ouahigouya**	17	12	19	4	4	6	23	24	21	2	2	4
Tenkodogo	35	22	15	16	6	8	39	18	21	22	19	6
Tougan	3	0	3	5	1	0	3	4	9	9	0	1
Yako	-	-	-	-	3	0	-	-	-	-	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-	2	2

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.12 : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Crimes et délits contre les biens						Crimes et délits contre les particuliers					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	481	434	763	518	407	433	72	73	91	92	68	112
Banfora	22	8	6	5	11	11	0	0	0	5	0	1
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	26	45	37	69	45	38	1	2	12	10	6	2
Bogandé	17	4	5	2	8	24	7	0	1	4	0	2
Boromo	8	4	2	12	13	4	1	4	0	3	1	7
Dédougou	12	14	13	12	13	15	0	4	2	5	3	1
Diapaga	15	23	14	9	9	14	6	10	5	7	5	5
Diébougou	-	-	-	0	9	4	-	-	-	0	6	4
Djibo	-	-	2	1	9	11	-	-	1	1	2	4
Dori	19	34	14	10	11	2	1	6	0	3	4	7
Fada N'gourma	9	33	29	43	29	36	4	10	6	7	8	4
Gaoua	26	4	18	4	13	9	2	1	3	2	1	1
Kaya	19	31	19	24	7	8	3	3	1	4	11	2
Kongoussi	5	15	4	4	1	4	10	5	2	2	1	1
Koudougou	25	29	45	30	22	12	2	3	4	4	6	1
Léo	-	18	16	11	19	4	-	2	1	2	1	2
Manga	10	17	11	6	3	16	5	4	1	0	1	5
Nouna	-	-	1	3	4	2	-	-	1	5	0	1
Orodara	-	-	2	4	2	3	-	-	1	0	0	1
Ouagadougou*	182	104	465	221	144	180	15	8	39	20	9	54
Ouahigouya**	25	22	30	7	5	8	4	7	7	1	0	2
Tenkodogo	56	28	24	27	19	15	11	2	4	7	2	1
Tougan	5	1	6	14	5	6	0	2	0	0	0	1
Yako	-	-	-	-	3	0	-	-	-	-	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	3	7	-	-	-	-	1	3

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.12 (suite) : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs						Crimes et délits contre la chose publique					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	85	37	109	59	28	37	34	14	31	17	17	28
Banfora	2	0	0	0	1	1	4	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	1	4	7	0	4	0	3	2	1	1	0
Bogandé	0	2	0	0	3	2	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	1	6	0	1	0	1	0	0	1	0
Dédougou	1	1	0	0	3	0	0	1	0	1	0	1
Diapaga	2	0	0	1	0	1	1	0	2	0	0	7
Diébougou	-	-	-	0	0	0	-	-	-	0	0	0
Djibo	-	-	0	0	0	0	-	-	0	0	0	6
Dori	0	4	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0
Fada N'gourma	7	0	2	1	5	3	0	3	0	0	3	4
Gaoua	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaya	17	1	1	1	1	2	0	2	0	0	3	1
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	13	3	1	1	0	1	1	1	1	0	0	1
Léo	-	0	0	0	4	0	-	0	0	0	1	1
Manga	6	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	-	-	0	8	0	1	-	-	0	0	0	0
Orodara	-	-	15	0	0	0	-	-	0	2	1	0
Ouagadougou*	29	14	72	31	10	19	20	3	22	12	7	3
Ouahigouya**	0	3	2	1	1	1	1	0	0	0	0	1
Tenkodogo	5	5	5	0	0	1	7	0	0	1	0	3
Tougan	0	1	3	2	0	0	0	0	1	0	0	0
Yako	-	-	-	-	0	0	-	-	-	-	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	-	-	-	-	0	0

Les données de 2007 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.3. Caractéristiques des inculpés

Concepts

Inculpé : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.13 : Caractéristiques des inculpés, détenus dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble des inculpés	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1160	1096	1069
Répartition selon le sexe										
Hommes	765	845	922	967	1 106	1 201	1 284	1116	1066	1039
Femmes	7	17	14	23	25	39	44	44	30	30
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	15	34	38	42	23	25	40	14	24	24
18 ans à moins de 21 ans	67	69	75	107	93	116	112	97	87	71
21 ans à moins de 25 ans	144	155	159	197	185	210	242	185	177	158
25 ans à moins de 30 ans	199	222	306	229	292	309	329	266	246	218
30 ans à moins de 40 ans	207	219	210	262	322	351	378	374	363	384
40 ans et plus	140	163	148	153	216	229	227	224	199	214
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les particuliers	502	518	566	604	782	760	843	837	759	787
dont										
<i>Vols aggravés</i>	132	132	146	101	205	183	223	164	115	146
<i>Viols</i>	75	90	116	113	172	163	199	188	137	149
<i>Coups mortels</i>	71	61	95	96	96	100	99	119	109	133
<i>Assassinats</i>	73	84	75	83	122	135	151	199	177	194
<i>Homicides volontaires</i>	61	55	43	59	106	134	134	129	148	126
<i>Coups et blessures volontaires</i>	27	35	14	19	40	25	24	32	35	27
Crimes et délits contre les biens	152	115	124	121	99	137	142	102	121	72
dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	125	80	90	78	75	109	90	67	69	47
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	12	14	5	24	8	11	31	27	45	8
<i>Abus de confiance</i>	13	15	14	13	13	13	12	7	7	17
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	33	62	64	44	48	57	43	39	34	29
Crimes et délits contre la chose publique	84	153	180	220	147	263	291	167	156	175
dont										
<i>Associations de malfaiteurs</i>	47	76	90	119	83	193	196	110	115	100
<i>Faux et usage de faux</i>	21	49	30	53	45	41	82	41	29	45
Infractions en matière d'armes et de munitions	1	14	2	1	55	23	9	10	26	6
Répartition selon la durée de la détention préventive										
Moins de 3 mois	171	215	198	194	139	279	249	173	227	229
3 mois à moins de 6 mois	105	236	114	176	199	214	167	127	167	136
6 mois à moins de 12 mois	196	159	280	301	421	272	362	276	178	219
1 an à moins de 2 ans	132	173	226	188	254	287	309	327	225	206
2 ans à moins de 3 ans	72	40	94	64	65	92	133	143	151	118
3 ans à moins de 4 ans	74	22	14	45	33	49	62	67	74	74
4 ans et plus	22	17	10	22	20	47	46	47	74	87

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.14 : Ensemble des inculpés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1160	1096	1069
Banfora	-	-	13	40	66	28	43	38	29	51
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	124	162	205	150	146	163	162	122	97	102
Bogandé	-	-	18	36	70	71	89	56	48	59
Boromo	-	-	-	30	38	37	50	41	61	39
Dédougou	51	38	30	51	53	46	41	29	33	32
Diapaga	-	-	-	7	12	26	20	22	25	43
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	26	17
Djibo	-	-	-	-	-	-	23	23	15	21
Dori	21	19	13	16	18	33	27	15	28	15
Fada N'gourma	56	91	87	63	80	103	122	142	130	75
Gaoua	83	82	84	64	76	81	64	74	36	35
Kaya	58	65	61	70	81	105	86	61	41	38
Kongoussi	-	-	6	45	41	41	26	25	15	17
Koudougou	18	23	58	44	33	41	48	62	53	56
Léo	-	-	-	-	-	14	22	16	14	34
Manga	-	-	1	36	26	31	39	45	40	61
Nouna	-	-	-	-	-	-	12	14	23	13
Orodara	-	-	-	-	-	-	11	7	9	18
Ouagadougou*	272	278	298	220	296	269	280	202	230	212
Ouahigouya**	43	36	21	19	30	54	64	47	23	26
Tenkodogo	46	68	40	95	63	89	78	80	52	45
Tougan	-	-	1	4	2	8	21	39	34	23
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	7	4
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	27	33

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.15 : Inculpés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	226	258	272	346	301	348	394	296	286	253
Banfora	-	-	5	11	17	7	9	8	9	19
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	16	44	43	71	33	40	58	28	18	21
Bogandé	-	-	3	12	16	21	23	17	13	9
Boromo	-	-	-	7	19	11	18	11	12	8
Dédougou	22	14	9	17	20	13	7	8	10	8
Diapaga	-	-	-	2	2	9	6	4	3	7
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	12	13	8	11
Dori	5	7	5	6	5	12	8	4	3	4
Fada N'gourma	16	17	13	13	9	22	34	29	32	17
Gaoua	32	30	28	21	22	18	8	19	10	9
Kaya	10	11	12	20	22	36	32	17	11	7
Kongoussi	-	-	3	27	16	15	9	4	2	4
Koudougou	11	7	17	16	10	11	16	11	16	11
Léo	-	-	-	-	-	2	9	10	6	8
Manga	-	-	1	13	8	7	12	7	13	27
Nouna	-	-	-	-	-	-	6	5	16	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	1	1	2	5
Ouagadougou*	81	93	107	61	67	76	69	47	49	36
Ouahigouya**	16	13	8	9	14	20	21	17	11	10
Tenkodogo	17	22	18	39	20	25	31	24	19	16
Tougan	-	-	0	1	1	3	5	12	13	5
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	7	8

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.16 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	502	518	566	604	782	760	843	837	759	787
Banfora	-	-	10	17	65	17	29	25	24	37
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	60	68	87	87	85	82	101	83	84	86
Bogandé	-	-	7	28	58	62	48	24	19	44
Boromo	-	-	-	25	29	21	46	40	39	34
Dédougou	42	33	28	43	40	37	34	27	27	29
Diapaga	-	-	-	7	9	17	20	19	21	27
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	18	13
Djibo	-	-	-	-	-	-	22	23	15	21
Dori	16	8	8	10	13	23	23	10	19	11
Fada N'gourma	50	70	58	51	43	84	68	106	94	55
Gaoua	54	59	54	48	68	51	47	65	28	33
Kaya	45	39	38	34	50	37	60	37	27	31
Kongoussi	-	-	4	40	29	26	14	16	11	14
Koudougou	14	20	41	24	27	31	39	47	35	39
Léo	-	-	-	-	-	10	18	14	9	24
Manga	-	-	1	16	12	11	17	23	29	46
Nouna	-	-	-	-	-	-	12	13	22	13
Orodara	-	-	-	-	-	-	3	7	7	12
Ouagadougou*	156	144	175	95	168	137	134	111	104	111
Ouahigouya**	34	33	21	18	27	34	39	38	20	25
Tenkodogo	31	44	33	57	57	72	51	72	43	34
Tougan	-	-	1	4	2	8	18	37	34	23
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	7	3
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	23	22

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.17 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	152	115	124	121	99	137	142	102	121	72
Banfora	-	-	1	1	1	1	6	4	1	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	46	12	38	12	5	6	17	7	3	3
Bogandé	-	-	1	5	3	3	9	1	1	1
Boromo	-	-	-	1	2	1	3	0	8	1
Dédougou	3	2	1	2	3	3	1	0	0	0
Diapaga	-	-	-	0	3	7	0	0	1	2
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	7	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	1	0	0	0
Dori	5	5	0	1	2	1	2	2	1	0
Fada N'gourma	0	0	8	1	0	0	7	21	10	5
Gaoua	24	21	17	8	6	8	0	0	0	0
Kaya	7	8	3	3	2	32	4	11	7	2
Kongoussi	-	-	2	4	4	8	12	4	2	0
Koudougou	1	1	2	2	0	1	6	6	7	2
Léo	-	-	-	-	-	0	1	0	3	0
Manga	-	-	0	15	11	16	18	13	6	11
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	6	0	1	2
Ouagadougou*	53	50	44	47	52	46	37	31	63	35
Ouahigouya**	4	1	0	0	1	3	1	2	0	1
Tenkodogo	9	15	7	19	4	1	11	0	0	3
Tougan	-	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.18 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	84	153	180	220	147	263	291	167	156	175
Banfora	-	-	2	22	0	4	8	8	2	13
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	17	49	71	43	27	45	36	26	3	11
Bogandé	-	-	0	1	7	6	29	28	20	8
Boromo	-	-	-	0	3	11	0	0	5	3
Dédougou	5	3	0	3	0	3	5	2	6	3
Diapaga	-	-	-	0	0	2	0	0	2	14
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0	0	1	1
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Dori	0	6	5	5	3	9	1	3	8	4
Fada N'gourma	2	19	20	10	0	19	39	8	21	14
Gaoua	5	1	12	8	2	22	16	4	5	0
Kaya	6	5	10	30	25	27	18	11	7	5
Kongoussi	-	-	0	0	5	1	0	0	0	1
Koudougou	0	2	5	15	5	6	1	7	6	15
Léo	-	-	-	-	-	4	3	2	2	10
Manga	-	-	0	1	2	4	3	4	1	4
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	1	1	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	2	0	1	3
Ouagadougou*	41	58	55	70	65	79	95	50	53	56
Ouahigouya**	4	2	0	1	2	17	16	5	0	0
Tenkodogo	4	8	0	11	1	4	16	6	8	6
Tougan	-	-	0	0	0	0	3	2	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	4	3

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.19 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012
Ensemble	168	79	118	131	118	188	241	257	299	279
Banfora	-	-	1	0	3	0	1	3	6	6
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	87	24	38	49	36	63	65	59	53	53
Bogandé	-	-	0	0	1	10	23	23	31	16
Boromo	-	-	-	2	2	5	14	15	10	11
Dédougou	8	6	4	6	5	10	6	6	3	6
Diapaga	-	-	-	0	0	0	1	3	10	6
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	2	3
Djibo	-	-	-	-	-	-	4	4	2	4
Dori	6	0	1	1	1	2	0	3	0	2
Fada N'gourma	0	0	6	16	10	12	23	29	50	41
Gaoua	17	17	26	22	21	21	25	18	10	9
Kaya	20	18	26	16	12	23	24	23	23	18
Kongoussi	-	-	0	0	1	6	3	5	5	4
Koudougou	0	0	0	1	5	4	8	8	8	16
Léo	-	-	-	-	-	0	0	1	6	2
Manga	-	-	0	0	0	2	4	6	8	12
Nouna	-	-	-	-	-	-	1	6	3	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	1
Ouagadougou*	29	14	16	17	19	16	29	28	37	38
Ouahigouya**	1	0	0	0	0	5	5	9	5	5
Tenkodogo	0	0	0	1	2	8	4	5	10	2
Tougan	-	-	0	0	0	1	1	3	12	11
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	3	10

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

V.4. Caractéristiques des condamnés

Concepts

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

Infractions :

Crimes et délits contre les particuliers

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

Coups et blessures volontaires : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Homicides et blessures involontaires : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

Homicides volontaires, empoisonnements et violences :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau 5.20 : Caractéristiques des condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble des condamnés	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 237	1 403	1 839	1 886	2 230	2 720	2 926	3 137	3 126	3 258
Femmes	22	30	28	27	30	68	64	42	33	26
Répartition selon l'âge										
moins de 18 ans	21	29	24	42	37	58	94	59	47	50
18 ans à moins de 21 ans	178	123	235	214	333	331	389	379	347	318
21 ans à moins de 25 ans	282	360	366	476	512	580	591	608	649	573
25 ans à moins de 30 ans	353	356	623	432	582	695	769	843	831	889
30 ans à moins de 40 ans	278	362	408	476	527	714	779	902	891	996
40 ans et plus	147	203	211	273	269	410	368	388	394	458
Répartition selon la nature de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	1 045	1 133	1 546	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	968	988	1 448	1 455	1 681	1 902	2 137	2 303	2 266	2 280
<i>Abus de confiance</i>	73	130	75	120	100	129	119	113	103	103
<i>Destruction, dégradation, dommages</i>	01	04	10	02	12	70	28	13	30	52
Crimes et délits contre les particuliers	85	108	118	136	129	175	238	314	336	454
dont										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	50	57	75	79	80	97	108	106	113	119
<i>Vols aggravés</i>	5	5	6	7	6	12	42	100	104	202
<i>Homicides volontaires</i>	4	14	7	8	2	4	23	16	22	28
<i>Assassinats</i>	02	02	05	04	03	09	14	21	22	27
<i>Viols</i>	1	7	3	2	2	1	8	12	13	14
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	70	113	93	114	190	364	313	259	213	204
dont										
<i>Stupéfiants</i>	35	58	43	68	139	228	204	161	125	116
<i>Mutilations génitales féminines</i>	21	33	25	19	23	76	42	20	16	13
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	8	4	13	16	14	35	48	56	49	60
Crimes et délits contre la chose publique	51	60	81	66	89	78	110	123	148	136
dont										
<i>Association de malfaiteurs</i>	03	01	05	04	00	05	07	08	32	41
<i>Faux et usage de faux</i>	13	24	22	26	21	22	38	46	50	46
Infractions en matière d'armes et de munitions	8	19	29	16	25	30	22	33	45	32
Répartition selon la durée de la peine prononcée										
Moins de 3 mois	70	153	96	109	126	96	49	9	8	28
3 mois à moins de 6 mois	236	277	177	190	273	306	222	149	89	76
6 mois à moins de 12 mois	379	416	394	465	424	651	529	465	399	338
1 an à moins de 2 ans	286	367	725	645	696	993	1 140	1 027	905	1 001
2 ans à moins de 3 ans	119	102	230	248	371	336	483	579	601	552
3 ans à moins de 5 ans	103	74	163	177	269	289	361	529	611	613
5 ans à moins de 10 ans	57	34	60	59	85	102	144	313	397	468
10 ans à 20 ans	8	9	13	11	10	8	49	72	102	136
Plus de 20 ans	-	-	-	-	-	-	1	17	24	47
Perpétuité	1	1	5	5	3	3	6	12	13	14
Peine de mort	0	0	4	4	3	4	6	7	10	11

Infractions :

Crimes et délits contre les biens

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Vols, extorsion, recel, escroqueries :

Vol : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Destructions, dégradations, dommages : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

Attentat aux mœurs : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Stupéfiants : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Crimes et délits contre la chose publique

Faux et usage de faux :

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Infractions en matière d'armes et munitions

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau 5.21 : Condamnés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284
Banfora	-	-	90	99	81	98	130	146	144	147
Baporo	35	56	76	66	82	43	24	43	48	39
Bobo-Dioulasso	230	286	256	314	322	333	296	343	337	331
Bogandé	-	-	41	60	53	66	79	67	58	40
Boromo	-	-	-	57	46	110	95	86	68	94
Dédougou	168	169	173	98	123	141	155	133	105	127
Diapaga	-	-	-	11	22	28	47	48	52	38
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	31	54
Djibo	-	-	-	-	-	-	54	72	78	70
Dori	55	50	41	48	70	82	117	114	95	103
Fada N'gourma	75	86	61	75	102	116	162	135	139	186
Gaoua	72	86	101	93	95	147	134	101	65	85
Kaya	51	81	130	138	156	165	175	155	158	161
Kongoussi	-	-	19	84	106	97	58	55	57	43
Koudougou	95	80	85	83	101	90	107	135	121	119
Léo	-	-	-	-	-	48	97	97	74	75
Manga	-	-	16	43	63	155	135	125	115	151
Nouna	-	-	-	-	-	-	17	24	27	23
Orodara	-	-	-	-	-	-	15	23	34	50
Ouagadougou*	376	401	591	410	557	720	670	931	926	956
Ouahigouya**	85	80	69	89	108	145	171	112	76	72
Tenkodogo	17	58	102	112	150	171	199	177	220	174
Tougan	-	-	16	33	23	33	53	57	42	46
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	38	41
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	51	59

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.22 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	481	512	625	732	882	969	1 074	1 046	1 043	941
Banfora	-	-	29	30	31	23	40	42	46	36
Baporo	12	22	16	9	39	16	7	12	21	11
Bobo-Dioulasso	91	108	29	143	147	72	82	95	120	77
Bogandé	-	-	15	16	15	23	26	23	13	12
Boromo	-	-	-	28	13	36	53	24	22	25
Dédougou	64	57	67	29	44	44	48	27	30	26
Diapaga	-	-	-	4	6	14	19	19	20	13
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	8	18
Djibo	-	-	-	-	-	-	22	28	41	22
Dori	19	15	9	14	16	23	38	39	42	29
Fada N'gourma	29	25	15	32	32	41	76	49	36	65
Gaoua	25	32	29	29	32	40	35	25	23	26
Kaya	17	23	49	66	74	77	74	54	47	46
Kongoussi	-	-	11	29	31	32	18	18	22	17
Koudougou	38	38	33	42	40	36	45	51	45	49
Léo	-	-	-	-	-	23	41	36	33	27
Manga	-	-	6	18	34	60	39	40	40	44
Nouna	-	-	-	-	-	-	5	6	8	5
Orodara	-	-	-	-	-	-	5	7	5	6
Ouagadougou*	148	136	243	138	213	269	256	319	268	251
Ouahigouya**	29	28	13	29	40	48	51	28	27	26
Tenkodogo	9	28	59	58	66	79	83	71	79	64
Tougan	-	-	2	18	9	13	11	33	10	10
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	15	17
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	22	19

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.23 : Mineurs, condamnés et détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	21	29	24	42	37	58	94	59	47	50
Banfora	-	-	1	1	0	1	0	0	1	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Bobo-Dioulasso	5	0	2	7	9	3	5	3	3	2
Bogandé	-	-	1	1	1	1	1	2	0	0
Boromo	-	-	-	1	0	2	7	0	0	1
Dédougou	1	2	2	1	0	1	3	0	0	1
Diapaga	-	-	-	3	0	0	1	1	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0	3
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	3	0
Dori	0	0	0	0	0	0	2	0	1	3
Fada N'gourma	3	0	0	1	2	1	10	7	4	5
Gaoua	0	5	2	1	2	0	1	1	2	1
Kaya	1	4	5	4	9	14	11	4	6	5
Kongoussi	-	-	3	4	1	3	2	0	2	1
Koudougou	4	6	1	5	1	4	2	3	2	2
Léo	-	-	-	-	-	2	1	1	5	3
Manga	-	-	0	1	3	4	5	3	1	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	1	0	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	1	2	1	1
Ouagadougou*	6	7	3	4	6	21	21	26	11	11
Ouahigouya**	1	3	2	0	0	1	3	0	2	0
Tenkodogo	0	2	1	4	3	0	17	4	1	5
Tougan	-	-	1	4	0	0	0	2	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	2	0

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.24 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	968	988	1 448	1 455	1 681	1 902	2 137	2 303	2 266	2 280
Banfora	-	-	78	70	71	77	113	122	119	104
Baporo	27	50	54	49	66	37	21	33	37	33
Bobo-Dioulasso	198	213	210	246	215	207	203	223	217	202
Bogandé	-	-	33	50	41	54	63	45	39	16
Boromo	-	-	-	50	34	83	63	53	40	62
Dédougou	123	126	133	75	102	101	119	102	76	80
Diapaga	-	-	-	7	9	21	39	23	23	25
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	23	41
Djibo	-	-	-	-	-	-	40	52	46	47
Dori	45	37	30	36	55	53	90	85	56	64
Fada N'gourma	51	57	39	47	72	84	139	101	102	121
Gaoua	59	0	68	74	61	86	97	72	43	40
Kaya	33	47	107	112	121	116	144	120	124	129
Kongoussi	-	-	17	71	94	72	42	47	43	29
Koudougou	79	65	69	71	77	63	79	107	94	96
Léo	-	-	-	-	-	44	80	78	63	58
Manga	-	-	10	28	45	101	102	89	89	123
Nouna	-	-	-	-	-	-	12	19	23	18
Orodara	-	-	-	-	-	-	5	14	31	31
Ouagadougou*	274	297	455	291	399	427	426	665	663	673
Ouahigouya**	65	58	53	68	90	113	100	81	54	47
Tenkodogo	14	38	85	87	113	140	126	126	148	126
Tougan	-	-	7	23	16	23	34	46	35	35
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	37	36
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	41	44

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.25 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012
Ensemble	1 045	1 133	1 546	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458
Banfora	-	-	83	87	76	81	118	129	123	119
Baporo	27	50	57	50	75	39	22	39	40	36
Bobo-Dioulasso	211	228	227	286	238	259	231	230	226	217
Bogandé	-	-	33	55	41	57	66	47	42	16
Boromo	-	-	-	51	41	87	75	67	44	70
Dédougou	140	137	138	78	112	111	123	106	81	104
Diapaga	-	-	-	7	10	23	39	28	32	29
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	23	42
Djibo	-	-	-	-	-	-	43	55	51	50
Dori	49	39	35	40	58	57	96	91	61	71
Fada N'gourma	58	64	42	52	82	93	143	102	111	135
Gaoua	62	65	79	79	65	110	106	75	47	42
Kaya	37	48	109	113	123	126	153	131	128	132
Kongoussi	-	-	19	73	95	77	51	48	44	31
Koudougou	81	70	75	75	83	71	87	113	102	104
Léo	-	-	-	-	-	44	82	86	66	60
Manga	-	-	10	31	48	105	113	97	95	130
Nouna	-	-	-	-	-	-	13	20	23	18
Orodara	-	-	-	-	-	-	8	18	33	43
Ouagadougou*	299	330	481	317	447	508	448	695	712	701
Ouahigouya**	66	60	59	70	91	118	106	84	58	49
Tenkodogo	15	42	92	94	123	152	150	136	161	137
Tougan	-	-	7	23	19	23	34	53	36	39
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	37	37
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	41	46

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.26 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	85	108	118	136	129	175	238	314	336	454
Banfora	-	-	2	2	3	9	3	9	7	5
Baporo	7	6	17	11	4	3	0	3	2	2
Bobo-Dioulasso	13	30	11	19	21	23	32	62	69	78
Bogandé	-	-	5	5	5	5	12	17	3	18
Boromo	-	-	-	5	0	7	9	12	8	14
Dédougou	8	8	12	9	3	10	21	19	18	16
Diapaga	-	-	-	2	5	3	6	14	16	3
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	3	8
Djibo	-	-	-	-	-	-	7	13	24	13
Dori	6	7	4	7	11	11	9	13	22	14
Fada N'gourma	6	10	7	9	9	9	5	13	11	22
Gaoua	2	5	6	5	19	11	18	16	14	39
Kaya	4	3	4	7	6	0	6	7	8	16
Kongoussi	-	-	-	5	9	7	2	4	5	4
Koudougou	6	5	5	4	5	10	11	10	9	14
Léo	-	-	-	-	-	2	5	1	3	4
Manga	-	-	4	2	6	9	5	11	8	9
Nouna	-	-	-	-	-	-	3	0	3	4
Orodara	-	-	-	-	-	-	3	3	0	3
Ouagadougou*	20	22	29	21	14	40	41	53	61	142
Ouahigouya**	12	6	5	7	4	5	11	14	14	11
Tenkodogo	1	6	7	10	3	7	16	19	16	7
Tougan	-	-	0	6	2	4	13	1	5	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	7	8

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.27 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	70	113	93	114	190	364	313	259	213	204
Banfora	-	-	1	5	2	6	5	7	6	20
Baporo	1	0	1	0	1	1	2	1	5	1
Bobo-Dioulasso	4	17	7	2	48	34	17	37	24	23
Bogandé	-	-	3	0	3	3	0	3	0	1
Boromo	-	-	-	1	2	12	7	4	7	3
Dédougou	5	7	9	4	4	9	9	7	5	7
Diapaga	-	-	-	2	0	1	2	5	3	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	3	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	3	4	2	3
Dori	0	2	0	0	1	13	8	5	11	8
Fada N'gourma	8	9	4	7	5	8	8	14	13	6
Gaoua	0	9	9	2	8	17	7	7	1	3
Kaya	3	26	14	14	22	34	9	11	16	9
Kongoussi	-	-	0	4	1	12	4	1	5	4
Koudougou	4	1	0	0	3	3	4	5	2	0
Léo	-	-	-	-	-	2	9	4	3	8
Manga	-	-	2	4	7	30	11	11	4	5
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	4	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	3	2	0	3
Ouagadougou*	41	30	31	51	66	158	140	105	90	74
Ouahigouya**	3	5	1	9	2	13	39	9	2	3
Tenkodogo	1	7	3	6	14	8	24	13	10	10
Tougan	-	-	8	3	1	0	2	0	1	5
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	0	2

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.28 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	51	60	81	66	89	78	110	123	148	136
Banfora	0	0	2	5	0	2	4	1	7	2
Baporo	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	8	7	7	11	15	14	14	12	13
Bogandé	0	0	0	0	4	0	0	0	2	5
Boromo	0	0	0	0	3	4	3	3	9	7
Dédougou	11	8	7	5	3	5	2	1	1	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	1	1	5
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	1	0	1	4
Dori	0	2	2	1	0	1	4	5	1	10
Fada N'gourma	2	2	6	7	6	4	3	2	3	3
Gaoua	6	5	7	4	3	2	3	2	2	1
Kaya	7	4	3	4	5	5	7	6	6	4
Kongoussi	0	0	0	2	1	1	1	2	3	1
Koudougou	3	2	5	3	6	3	5	4	4	1
Léo	-	-	-	-	-	0	1	3	1	2
Manga	0	0	0	5	2	6	5	4	7	7
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	0	1	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	1	0	1	0
Ouagadougou*	16	17	41	20	25	12	29	60	52	39
Ouahigouya**	4	9	0	2	10	9	15	5	2	5
Tenkodogo	0	3	0	1	9	4	8	8	29	20
Tougan	0	0	1	0	0	5	4	2	0	2
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.29 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Ensemble	8	19	29	16	25	30	22	33	45	32
Banfora	0	0	2	0	0	0	0	0	1	1
Baporo	0	0	1	5	1	0	0	0	1	0
Bobo-Dioulasso	0	3	4	0	4	2	2	0	6	0
Bogandé	0	0	0	0	0	1	1	0	11	0
Boromo	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Dédougou	4	9	7	2	1	6	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	7	1	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	1	1	2	0	0	2	3	4	1	20
Gaoua	2	2	0	3	0	7	0	1	1	0
Kaya	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Koudougou	1	2	0	1	4	3	0	3	4	0
Léo	-	-	-	-	-	0	0	3	1	1
Manga	0	0	0	1	0	5	1	2	1	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	1	0	0	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	0	0	0	1
Ouagadougou*	0	2	9	1	5	2	12	18	11	0
Ouahigouya**	0	0	4	1	1	0	0	0	0	4
Tenkodogo	0	0	0	1	1	0	1	1	4	0
Tougan	0	0	0	1	1	1	0	1	0	0
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau 5.30 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2011	2012
Ensemble	288	220	475	504	741	742	1 050	1 529	1 758	1 841
Banfora	-	-	27	33	44	48	62	88	112	112
Baporo	19	21	28	35	17	26	15	28	25	21
Bobo-Dioulasso	67	19	71	16	30	32	112	143	157	183
Bogandé	-	-	4	6	19	21	21	19	20	20
Boromo	-	-	-	0	8	19	28	26	23	40
Dédougou	82	41	74	45	60	66	88	84	77	68
Diapaga	-	-	-	0	1	5	13	19	21	20
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	18	26
Djibo	-	-	-	-	-	-	15	24	34	36
Dori	22	16	15	22	45	44	66	46	66	69
Fada N'gourma	11	16	15	16	20	33	55	46	49	86
Gaoua	17	9	24	29	31	39	40	42	31	35
Kaya	6	15	28	39	41	40	59	76	99	93
Kongoussi	-	-	4	34	37	27	25	34	29	23
Koudougou	5	11	16	26	40	32	33	55	67	69
Léo	-	-	-	-	-	6	36	36	37	34
Manga	-	-	0	0	0	45	8	74	73	99
Nouna	-	-	-	-	-	-	0	4	12	9
Orodara	-	-	-	-	-	-	2	2	8	19
Ouagadougou*	39	57	154	175	272	180	265	542	578	599
Ouahigouya**	20	15	15	19	37	47	52	46	33	39
Tenkodogo	0	0	0	0	32	30	32	80	119	79
Tougan	-	-	0	9	7	2	23	15	24	28
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	25	22
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	21	12

Les données de 2003 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Les chiffres clés de la justice

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	11	12	16	19	19	20	23	24	24	24
Tribunaux d'instance	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	2	2	2	2
Juges des enfants	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	11	12	16	19	19	20	23	24	24	24
Établissements pénitentiaires										
Maisons d'arrêt et de correction	10	10	15	19	19	20	23	24	24	24
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyens										
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	2 302,2	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,3	8 930,5	8 203,5	11 533,9
Effectifs des magistrats dans le système judiciaire	205	236	263	287	308	333	354	369	391	415
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire										
Cour de Cassation										
Affaires nouvelles	126	112	151	172	170	155	183	158	169	205
Décisions rendues	78	114	95	162	161	145	145	122	112	159
Décision rédigées	55	106	86	99	124	115	117	100	108	130
Conclusions rendues par le parquet général	77	110	75	138	154	146	113	76	133	137
Cours d'appel										
Affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales	824	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890	1107
Décisions dans les Affaires civiles, commerciales et sociales	748	605	531	679	807	742	863	944	876	1183
Décision rédigées	584	534	463	424	573	480	717	588	543	910
Affaires nouvelles pénales	275	247	258	380	353	526	593	371	530	585
Décisions des chambres d'accusation	237	244	198	249	185	234	188	260	153	168
Décisions des chambres criminelles	nd	nd	27	nd	55	111	414	201	167	123
Tribunaux de grande instance										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	2 063	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales(hors radiation)	1894	1872	2087	2673	3143	3 642	4 567	5 220	5 741	5 408
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	nd	nd	nd	nd	nd	4mois	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours	2mois 21jours
Temps moyen de traitement d'une affaire commerciale	nd	nd	nd	nd	nd	7mois	7mois 15jours	5mois	9mois	8 mois 2 jours
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 713	10 186
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 950	6 686	5 755	6 414
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit						1 mois 20 jours	1 mois 20 jours	1 mois 24 jours	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe						14 mois	14 mois	11mois	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours
Affaires nouvelles en instruction	722	724	843	994	1 001	995	1 109	900	754	893
Affaires en Instruction terminées	232	186	283	299	438	355	801	438	934	690
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction						3ans	3ans	3ans 8mois	3ans 11mois	3ans 11mois
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction						4ans	4ans	3ans 9mois	4ans	4ans 1mois
Tribunaux d'instance										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	-	108	202	243	229	265	241	278	322	511
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	-	78	182	234	208	269	186	229	261	259
Décision rédigées		48	114	121	123	198	238	362	227	163
Juges des enfants										
Affaires nouvelles	-	0	83	59	66	112	105	100	83	129
Décisions rendues	-	0	50	63	66	112	329	105	77	143
Tribunaux pour enfants										
Affaires nouvelles	-	0	0	11	1	15	1	10	9	5
Affaires terminées	-	0	0	2	0	11	10	0	16	2

Les chiffres clés de la justice (suite)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Tribunaux de commerce										
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	-	339	336
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	-	-	319	282
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	-	-	-	199	277
Tribunaux du travail										
Affaires nouvelles	354	323	440	459	578	673	710	739	756	1104
Décisions rendues	295	457	447	379	346	423	488	674	618	742
Décision rédigées	274	427	415	356	336	344	470	527	471	554
Activités des juridictions de l'ordre administratif										
Cour des comptes										
Comptes de gestion reçus	85	378	446	352	835	472	247	234	399	344
Arrêts provisoires et définitifs rendus	0	0	0	2	26	45	155	54	139	0
Contrôles de gestion effectués	2	6	11	3	13	11	11	3	8	5
Conseil d'État										
Affaires nouvelles	47	67	50	87	62	63	79	87	94	172
Affaires jugées	11	46	38	60	53	55	64	27	57	126
Décision rédigées	17	32	40	55	23	46	57	25	47	80
Tribunaux administratifs										
Affaires nouvelles	93	105	105	210	158	165	216	184	194	434
Décisions rendues	95	125	111	221	151	115	122	186	127	317
Décision rédigées	81	118	93	143	84	87	124	146	87	246
Etablissements pénitentiaires										
Ensemble de détenus au 31 décembre	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035
Nombre d'inculpés au 31 décembre	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069
Nombre de prévenus au 31 décembre			512	205	674	563	1 000	689	522	615
Nombre d'OMD					142	210	82	170	262	67
Nombre de condamnés au 31 décembre	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 994	3 179	3 159	3 284
Taux d'occupation (100%)	132,6	153,8	144,1	116,8	158,2	172,7	172,0	159,4	154,5	143,9

Liste des tableaux

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels.....	19
Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2012 par localité.....	19
Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel	21
Tableau 2.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA).....	23
Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)	23
Tableau 2.6 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA).....	24
Tableau 2.8 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA).....	25
Tableau 2.9 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA).....	25
Tableau 2.10 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position.....	27
Tableau 2.11 : Magistrats par type de juridiction	27
Tableau 2.12 : Magistrats par juridiction.....	29
Tableau 2.13 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	31
Tableau 2.13 (suite): Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	32
Tableau 2.14 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	34
Tableau 2.14 (suite) : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction	35
Tableau 2.15 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction.....	37
Tableau 2.16 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention.....	40
Tableau 2.17 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire selon le grade, le sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre	41
Tableau 2.18 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre	42
Tableau 2.19: Assistants de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31	43
décembre.....	43
Tableau 2.20: Agents de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre	44
Tableau 2.21 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position par sexe.....	46
Tableau 2.22 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe	46
Tableau 2.23 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position	48
Tableau 2.24 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position	48
Tableau 3.1 : Activités du siège de la Cour de cassation	51
Tableau 3.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation en 2012	51
Tableau 3.3: Activités du parquet général de la Cour de cassation	51
Tableau 3.4 : Activités des cours d'appel.....	53
Tableau 3.5 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel	55
Tableau 3.6 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance et des TC par Cour d'appel	55
Tableau 3.7 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations)	55
Tableau 3.8 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel	55
Tableau 3.9 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel	55
Tableau 3.10 : Décisions rédigées par Cour d'appel.....	55
Tableau 3.11 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel	56
Tableau 3.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine	56
Tableau 3.13 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel	56
Tableau 3.14 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel	56
Tableau 3.15 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres	56
Tableau 3.16 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation.....	56
Tableau 3.17 : Décisions rendues par chambre d'accusation	57
Tableau 3.18 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles	57
Tableau 3.19 : Décisions rendues par chambre criminelle.....	57
Tableau 3.20 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2012	57
Tableau 3.21 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance	59
Tableau 3.22 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)	59
Tableau 3.23 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance	61
Tableau 3.24 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance	61
Tableau 3.25 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance	63
Tableau 3.26 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations)	65
Tableau 3.27 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	65
Tableau 3.28 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	66
Tableau 3.29 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance	66
Tableau 3.30 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	68
Tableau 3.31 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	68
Tableau 3.32 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	70
Tableau 3.33 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire	72
Tableau 3.34 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil.....	72
Tableau 3.35 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil.....	74
Tableau 3.36 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil.....	74
Tableau 3.37 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance	76

Tableau 3.38 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance.....	78
Tableau 3.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance	78
Tableau 3.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance.....	80
Tableau 3.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance	80
Tableau 3.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance.....	82
Tableau 3.43 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par tribunal de grande instance	82
Tableau 3.44 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance	84
Tableau 3.45 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance	84
Tableau 3.46 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance.....	85
Tableau 3.47: Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance.....	85
Tableau 3.48: Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance.....	86
Tableau 3.49 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance.....	86
Tableau 3.50 : Mineurs concernés par les activités des parquets	88
Tableau 3.51 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance	88
Tableau 3.52 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance.....	90
Tableau 3.53 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance	92
Tableau 3.54 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance.....	92
Tableau 3.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance.....	94
Tableau 3.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance	94
Tableau 3.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance	95
Tableau 3.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance.....	95
Tableau 3.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance.....	96
Tableau 3.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance	96
Tableau 3.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure.....	97
Tableau 3.62: Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure.....	97
Tableau 3.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	97
Tableau 3.63 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	98
Tableau 3.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	98
Tableau 3.64 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	99
Tableau 3.65 : Jugements correctionnels rédigés selon la durée de la rédaction en 2012.....	99
Tableau 3.66 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	101
Tableau 3.67 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance.....	101
Tableau 3.68 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance.....	103
Tableau 3.69: Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance.....	103
Tableau 3.70: Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	105
Tableau 3.71 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance	105
Tableau 3.72 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire.....	107
Tableau 3.73 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance.....	107
Tableau 3.74 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance	108
Tableau 3.75 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois.....	108
Tableau 3.76 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance.....	109
Tableau 3.77 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance.....	109
Tableau 3.78 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure.....	110
Tableau 3.79 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée, et la durée de la procédure par tribunal de grande instance	110
Tableau 3.79 (suite) : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance	111

Tableau3.80 :Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance	111
Tableau3.80 (suite) :Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	112
Tableau3.81 :Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par tribunal de grande instance	112
Tableau3.81 (suite) :Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	112
Tableau 3.82: Activités du greffe des tribunaux de grande instance	115
Tableau 3.83 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance	115
Tableau 3.84 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance	117
Tableau 3.85 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	117
Tableau 3.86 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI	119
Tableau 3.87 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance	119
Tableau 3.88 : Activités commerciales des tribunaux de commerce	121
Tableau 3.89 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type et par tribunal de commerce	121
Tableau 3.90 : Répartition des décisions au fond des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)	121
Tableau 3.91 : Répartition des autres décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)	121
Tableau 3.92 : Référé par tribunal de commerce	121
Tableau 3.93 : Ensemble des décisions de référés rendues par type et par tribunal de commerce	123
Tableau 3.94 : Répartition des décisions sur le fond des référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)	123
Tableau 3.95 : Répartition des « Autres décisions » de référés par tribunal de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)	123
Tableau 3.96 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce	123
Tableau 3.97 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce	123
Tableau 3.98: Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce	124
Tableau 3.99 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	124
Tableau 3.100 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciales rendus en 2012(hors référés, avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	124
Tableau 3.101 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance	126
Tableau 3.102 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance	128
Tableau 3.103 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance	128
Tableau 3.104 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance	128
Tableau 3.105 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)	128
Tableau 3.106 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance	128
Tableau 3.107 : Activités des tribunaux de simple police	128
Tableau 3.108 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi	130
Tableau 3.109 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger	130
Tableau 3.110 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants	130
Tableau 3.111 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants	130
Tableau 3.112 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants	130
Tableau 3.113 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants	130
Tableau 3.114 : Activités des tribunaux pour enfants	132
Tableau 3.15 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants	132
Tableau 3.16 : Décisions rendues par tribunal pour enfants	132
Tableau 3.117: Activités de l'ensemble des tribunaux du travail	134
Tableau 3.118 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail	136
Tableau 3.119 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail	136
Tableau 3.120: Affaires nouvelles de non paiement de salaires par tribunal du travail	136
Tableau 3.121: Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés)	136
Tableau 3.122 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail	136
Tableau 3.123 : Décisions rédigées par tribunal du travail	136
Tableau 4.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes	139
Tableau 4.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes	139
Tableau 4.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes	139
Tableau 4.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat	142
Tableau 4.5 : Activités du Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat	144
Tableau 4.6 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs	146
Tableau 4.7 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif	148
Tableau 4.8 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif	148
Tableau 4.9 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif	149
Tableau 4.10 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif	149
Tableau 4.11 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif	150
Tableau 4.12 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs	150
Tableau 4.13 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement	151
Tableau 4.14 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement	151
Tableau 5.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre	154
Tableau 5.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre	154
Tableau 5.3 : Incarcérations	154
Tableau 5.4 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire	155

Tableau 5.5 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire	155
Tableau 5.6 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire	156
Tableau 5.7 : Incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire	156
Tableau 5.8 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	157
Tableau 5.9 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire	157
Tableau 5.10 : Caractéristiques des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre	160
Tableau 5.11 : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	162
Tableau 5.11 (suite) : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	162
Tableau 5.12 : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire	163
Tableau 5.12 (suite) : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire	163
Tableau 5.13 : Caractéristiques des inculpés, détenus dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12	166
Tableau 5.14 : Ensemble des inculpés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	168
Tableau 5.15 : Inculpés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	168
Tableau 5.16 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	169
Tableau 5.17 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	169
Tableau 5.18 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	170
Tableau 5.19 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	170
Tableau 5.20 : Caractéristiques des condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre	172
Tableau 5.21 : Condamnés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	174
Tableau 5.22 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	174
Tableau 5.23 : Mineurs, condamnés et détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	175
Tableau 5.24 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	175
Tableau 5.25 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	176
Tableau 5.26 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	176
Tableau 5.27 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	177
Tableau 5.28 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	177
Tableau 5.29 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	178
Tableau 5.30 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire	178